

1526

# RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Ministère de l'Economie  
des Finances et du Plan

Programme des Nations Unies  
pour le Développement

## Rapport Régional de l'Enquête des Perceptions de la Pauvreté au Sénégal ( E.P.P.S.)

# FATICK

Présenté par : Marie Dioh

Juillet 2001

# **Enquête des Perceptions de la Pauvreté au Sénégal ( EPPS )**

**Région de Fatick**

## **Première partie : Problématique de l'étude**

### **Objectifs de l'étude**

Depuis les indépendances mais surtout après la sécheresse de 1973 (cycle de plus de 20 ans) et les nouvelles politiques instituées par le Sénégal (NPA, désengagement) notre pays vient de connaître sa première étude de perception et cela dans tous les domaines de recherche (économique, politique et sociale, etc.). Cette EPPS a pour but principal la rédaction d'un document qui sera intitulé document de "Stratégie de réduction de la pauvreté" (DSRP) . Ce faisant, cette étude de perception qui qualitative doit se faire sur des axes majeurs pour mieux appréhender ce phénomène global qui est la pauvreté. Beaucoup d'études sur celle-ci ont été menées ou faites en mettant de coté l'actrice qui est la personne pauvre ou vulnérable de trouver des solutions adéquates à ce phénomène.

Même si l'économie sénégalaise a connu une croissance avec un PIB en progression en moyenne de 5% depuis 1995 (cf. projet de termes de référence), celle-ci n'est pas ressentie dans l'amélioration des conditions de vie des populations mais aussi dans la réduction de la pauvreté (taux brut de scolarisation de 70%, moitié de la population analphabète et l'accès à la santé difficile).

Vu toutes ces situations alarmantes, il urge à l'état de demander ou de commanditer cette étude (enquête des perceptions) pour divers objectifs :

a) Cerner la pauvreté dans toutes ses dimensions (économique, sociale et surtout local). Même si elle est globale, sa définition et ses perceptions varient d'une région à une autre. Ce qui implique la saisie de la conception plurielle du phénomène (espace -temps)

b) Percevoir le phénomène du point de vue de l'ampleur prise, ses causes, ses manifestations et conséquences selon les différentes localités à étudier.

Les déterminants de la pauvreté sont variables d'une localité à une autre de même que les autres résultats (dérivés) du phénomène.

c) Enfin identifier les différentes stratégies de lutte mise en place par les actrices (personnes pauvres) qu'elles soient collectives ou individuelles mais aussi de leurs différents partenaires (Etat, ONG, autres structures dans ce domaine).

Voilà les trois ( 3) objectifs que nous nous sommes fixé pour cette étude dans la région de Fatick et suivant les différents quartiers et villages que nous allons choisir comme lieux d'enquête (voir zone d'étude).

### **Finalité de l'étude :**

Comme les études antérieures de lutte contre la pauvreté au Sénégal étaient axées sur l'éradication de celle-ci, l'enquête des perceptions elle vise la réduction de ce phénomène. Cette étude qui doit être menée dans les pays pauvres très endettés (PPTE) vise dans chaque pays à l'élaboration d'un document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP)

Au moment où les pays pauvres, avec le soutien de certaines organisations de la société civile veulent l'annulation de la dette (purement et simplement), les bailleurs de fond comme la banque mondiale proposent à ces états de faire (proposer) un document (par pays) pour réduire leur dette. Ce qui fait l'adoption d'un tel document permettra de réduire de 30% la dette de notre pays. Toute cette somme sera injectée dans des actions visant à atténuer les souffrances des populations urbaines et rurales.

Pour ce faire, seule une étude de perception peut permettre de comprendre la pauvreté qui est un ensemble de blocs de sentiments en discutant de manière beaucoup plus large avec la personne pauvre ou vulnérable. Cette enquête qu'on peut considérer comme sensible interpelle l'enquêté sur des questions touchant directement sa vie personnelle et familiale avec des questions se rapportant à l'alimentation, l'éducation, la santé et l'habillement.

Ces questions nous seront utiles car nous voulons doter aux politiques œuvrant pour la réduction de la pauvreté des voies et moyens pour atténuer la souffrance des populations. Ces voies et moyens permettront à ces politiques des actions efficaces qui viennent directement des populations qui sont les actrices principales. Pour toute étude qualitative, l'acteur concerné doit être au cœur de toutes les activités. Il doit être au début et à la fin car nous faisons la sociologie de la vie quotidienne de ces populations.

Notre souhait est de proposer le cadre stratégique global qui assure la cohérence entre les objectifs fixés par l'étude et l'application de stratégies de sortie ou de réduction définie par les populations elles-mêmes.

Cette finalité va avoir pour soubassement principal sortir les populations de la léthargie dans laquelle elles se trouvent du fait de la pauvreté. Celle-ci n'a plus de frontières car toutes les zones (urbaine et rurale), toutes les catégories socioprofessionnelles et toutes les classes sont concernées.

### **Recension des travaux relatifs à la pauvreté dans la région de Fatick**

Dans toute étude, la recherche documentaire s'avère nécessaire car elle peut nous permettre dans un premier temps d'avoir une vision sur les écrits ayant trait à notre thème de recherche. Cette revue nous permet de ne pas enfoncer les portes déjà ouvertes ce qui peut constituer un biais dans notre étude.

Notre quête n'a pas été fructueuse car les centres ou services consultés pour recueillir certaines informations n'étaient pas bien équipés en statistiques (leur rareté est fait existant dans beaucoup de service). Cependant, nous devons signaler que tous les documents consultés avaient une approche quantitative de la pauvreté dans la région de Fatick. Dans ces documents, la pauvreté est définie sous deux formes de seuils :

➤ Le seuil de pauvreté relatif : Ce seuil n'est rien d'autre que la comparaison de la situation d'une personne par rapport à celle des autres habitants d'un même pays ou d'une même région<sup>1</sup>.

➤ Le seuil de la pauvreté absolu qui n'est rien d'autre que la dépense nécessaire pour l'acquisition de 2400 calories par jour et par équivalent adulte dans le ménage<sup>2</sup>

Se basant sur ces deux ( 02 ) seuils, le PRDI du Conseil régional a classé la région de Fatick à la deuxième place des ménages urbains les plus pauvres après la région de Kolda avec un taux de 24,6 %. En zone rurale, nous notons un pourcentage beaucoup plus élevé qu'en zone urbaine avec un taux de 46,7 %. C'est ce qui fait que Fatick occupe la quatrième place des ménages les plus pauvres en zone rurale.

---

<sup>1</sup> Plan régional de développement intégré (PRDI) de Fatick, du Conseil régional, version validée, avril 2001, p 69

<sup>1</sup> Idem

Toujours dans ces mêmes documents, des données de la direction de la prévision et de la statistique ( DSP ) nous permettent de chiffrer à 23 902 ménages pauvres et 261 405 pauvres dans la région soit 51,2%.

Tableau 1 : Répartition Spatiale de la Pauvreté

Dpts	Nbre total de pauvres	Taux de pauvreté	Taux de scolarisation	Taux de malnutrition	Taux d'accès à l'eau potable	Taux de consultations primaires curatives
Fatick	103547	52,1%	41,6%	10%	21,1%	10%
Foundiougne	82746	54,8%	17,27%	3,3%	11%	ND
Gossas	75112	46,6%		5,4%	63,1%	9%

Source : Enquêtes sur les priorités 1991/92, DSP in Plan Régional de développement intégré ( PRDI ) de Fatick, Conseil Régional, avril 2001 p.69

Ces données qui datent de 1992 nous donnent une idée sur l'état de la pauvreté dans la région de Fatick. S'il y a 10 ans de cela la pauvreté atteint une telle ampleur dans cette région, force et de demander ou voir qu'elle est sa situation actuelle. Comment les gens victimes des pressions foncières, de la sécheresse vivent-ils leur situation. Ces documents ou données consultés ne peuvent pas être confirmés ou infirmés. Cependant, il nous a paru nécessaire de les prendre car ils nous montrent la situation.

#### **Présentation des axes majeurs ou principales hypothèses de recherche des perceptions de la pauvreté**

Vouloir percevoir la pauvreté dans un milieu bien défini est une entreprise osée du fait du caractère chargé de la notion. C'est un concept assez large et difficile à cerner d'un seul trait et concernant son étude par les perceptions, l'accent doit être mis sur la personne pauvre ou dite vulnérable. Les études sur ce phénomène étaient axées le plus souvent sur des bases macro-économiques.

Or une étude de perception sur la pauvreté doit avoir pour cible la personne pauvre. Cette dernière sera considérée comme l'actrice principale chez qui nous sommes appelés à recueillir des informations sensibles. Elle doit nous dire comment elle perçoit sa situation et comment la vit-elle dans un cadre plus global qu'est la famille, le quartier ou le village.

La pauvreté est une construction sociale et mentale autour de blocs de sentiments pour tout dire une représentation, une mode de pensée avec des effets miroirs. La personne même étant pauvre a toujours besoin d'un répondant sur lequel elle a une représentation sur autrui et quand autrui n'est pas là, on perd le sens et la signification d'être là ( cf. : A S FALL séminaire de formation).

Cette étude de perception qui utilise les méthodes qualitatives de recherche doit nous permettre de comprendre les tenants et les aboutissants de ce phénomène. Les perceptions des personnes peuvent être motivées par des sémiologies populaires ( ou la convocation de proverbes et dictons) de nos langues nationales. Ces sémiologies populaires différentes et variées nous seront utiles dans le cadre de nos analyses. Cette étude sera axée sur un certain nombre d'hypothèses de recherche :

1-la pauvreté est un phénomène qui se vit ou qui se voit. ?  
Avec cette hypothèse nous tenterons de voir dans quelles conditions vivent les personnes dites pauvres et comment elles sont catégorisées selon les ménages ?

2-Les faits structurants (ou causes )de la pauvreté touchent-ils une catégorie bien précise dans la région. Notre objectif est d'appréhender les personnes qui sont touchées par la pauvreté ou qui la supportent dans les ménages, mais aussi de voir comment elles font pour s'en sortir ?

3-Les populations en admettant leur situation ont-elles des stratégies de réaction face à la pauvreté ?Là nous tenterons de connaître comment la personne pauvre s'ajuste face à la pauvreté ?Quelle analyse la personne pauvre fera t-elle des institutions ?Quels sont les bouleversements (impacts) qui interviennent dans les ménages du fait de la crise ? Quelles stratégies de réduction de la pauvreté développent les pauvres ?

Ces hypothèses seront confirmées par nos enquêtes de terrain selon la méthodologie à employer pour recueillir des informations. Les méthodes qualitatives seront priorisées car nous voulons avoir des informations auprès des populations. Telles sont les trois(03) principales hypothèses de recherche des perceptions de la pauvreté sur les lesquelles nous allons baser notre étude dans la région de Fatick.

### **Contexte de la zone d'étude :**

La région de Fatick a été créée en 1984 plus précisément le 22 février par la loi 84-22 en scindant l'ex région du Sine Saloum en 2 régions : kaolack et Fatick. Fatick a une superficie de 7935 km<sup>2</sup> soit 4,4 % du territoire national. Les régions limitrophes à Fatick sont : Diourbel et Louga au Nord et Nord- Est, Thiès au nord-ouest, Kaolack à l'est et enfin au sud la Gambie et l'Océan Atlantique à l'ouest.

Elle compte trois départements (Fatick, Gossas, Foundiougne), 10 arrondissements, 35 communautés rurales et 2097 établissements humains dont 8 communes, 927 villages officiels et 1162 hameaux. Vu le nombre élevé de villages et de hameaux, il faut rappeler que Fatick est une région très enclavée car pour accéder à certains départements de la région, il faut traverser la région de Kaolack. Même les routes qui relient les départements sont défectueux. En plus, il n'y a pas de routes secondaires pour relier les villages à leurs départements respectifs. Ce qui fait que toutes les parties de la région ont leur pôle économique vers l'extérieur.

Nous pouvons citer les exemples de Gossas qui a le choix entre Kaolack et Diourbel, Sokone et Foundiougne se tournent vers Kaolack, etc. tout cela montre que le découpage administratif a été un handicap pour le développement de Fatick (chef lieu de région) car il fait de Fatick une région administrative et non économique. L'enclavement de la région constitue un frein pour son épanouissement et cela aura des répercussions sur certaines caractéristiques de la zone d'étude.

### **Equipement de la région**

Depuis son érection en région (1984), Fatick n'a pas eu les équipements nécessaires pour promouvoir son développement.

#### **➤ Le réseau routier :**

Ce réseau routier mesure 1061,2km avec 772,8 km de routes classées (dont 246,4 km de pistes) et 288,4 km de pistes non répertoriées. La répartition des routes par département s'établit comme suit : Fatick a 353,3 km de routes dont 120 km de linéaire bitumé, celui de Foundiougne 319,5 km dont 95 km de linéaire bitumé et celui de Gossas 388,4 km de routes dont 180,4 km de linéaire bitumé.

#### **➤ Le réseau ferroviaire**

Il ne concerne que le département de Gossas avec l'axe Diourble-Gossas-Gagnick-Guinguinéo vers Kaffrine et l'embranchement Guinguinéo-Mbadokhoune-Kaolack. Il a une longueur de 50,5 km.

### ➤ Réseau fluvial et maritime

Ce réseau est composé de 3 bras de mer navigables : le Saloum, le Sine, le Diomboss et le Gandialo. Ces bras permettent une liaison entre certains villages ( îles ) et Foundiougne mais relie Foundiougne et Fatick.

### ➤ Le réseau d'assainissement



A part Fatick, Guinguiné, Foundiougne et Gossas, les centres urbains ne disposent pas de réseaux collectifs d'évacuation des eaux usées (pas d'égouts). Par contre, ces quatre communes ont un système d'évacuation des eaux pluviales insuffisantes et mal entretenues (non fonctionnels) pour éviter les inondations. Seul 12% des ménages ont accès à un assainissement adéquat.

Pour les ordures ménagères, c'est le dépôt sauvage qui est plus important car il n'existe pas de système de traitement des ordures.

### ➤ Télécommunications

#### Réseau téléphonique :

Il couvre actuellement tous les chefs lieux de départements, tous les arrondissements et plusieurs villages. Cette couverture s'est développée avec l'augmentation du parc de téléphone fixe en zone urbaine et des télécentres privés en zone urbaine et rurale. En 1992, le parc comptait 385 lignes. Il est estimé aujourd'hui à 1569 lignes dont 224 télécentres. La répartition par départements s'établit comme suit :

Fatick : 594 lignes

Gossas : 634 lignes

Foundiougne : 341 lignes

Le développement du réseau est freiné par la cherté du coût de raccordement en milieu rural, de la faiblesse de la couverture du mobile.

### La poste :

La région compte 06 bureaux : Fatick, Foundiougne, Gossas, Sokone, Toubacouta, Guinguinéo et une agence postale à Passy. Elle est confrontée à des problèmes de couverture régionale du fait de l'éloignement de certaines sous préfectures et chefs lieux de communautés rurales, de l'acheminement du courrier dans les îles du Saloum.

### ➤ **Infrastructures :**

**Hydraulique rurale :** la région compte 110 forages (66 services régionaux de l'hydraulique et 44 caritas) répartis comme suit :

Fatick : 38 SRH	13 Caritas
Gossas : 19 SRH	12 Caritas
Foundiougne 9 SRH	19 Caritas

Ces forages sont généralement gérés par des comités de gestion avec leurs problèmes : recouvrement des cotisations des usagers, conflits de compétences entre les responsables des comités et des élus locaux, manque de transparence dans la gestion des fonds.

**Hydraulique urbaine :** l'objectif des autorités en milieu urbain est la multiplication des branchements sociaux et l'élimination des bornes fontaines. Elle est confrontée à des contraintes telles : la faiblesse de la couverture en eau, nombre élevé des puits non protégés, mauvaise gestion des forages, salinisation des nappes.

### ➤ **Energie**

**Energie domestique :** le bois constitue la principale source de combustible au niveau de la région. Pour le charbon de bois, la région de Fatick est fermée à la carbonisation depuis 1986.

**Energie électrique :** la région dispose d'une centrale électrique à Kahone dont la production est de 46,235 kwh en 1997. La production a connu une évolution en dents de scie et elle s'est stabilisée en 1995. Cependant, elle a des contraintes liées à la non extension du réseau électrique au niveau des quartiers périphériques des centres urbains, à la faiblesse de l'électrification rurale, le coût élevé des installations du réseau électrique.

## **Les structures socio demographiques :**

Lors du recensement générale de la population de l'habitat ( RGPH ) de 1988, Fatick avait une population de 509702 hbts soit 7,3 % de la population nationale, une superficie de 7935 km<sup>2</sup> d'où la densité de 64 hbts au km<sup>2</sup> (supérieure à la moyenne nationale 35 hbts au km<sup>2</sup>). Cette population est en majorité jeune avec plus de 57% de moins de 20 ans.

En 1999, les estimations de sa population donnent 618837 hbts soit une densité de 78 hbts au km<sup>2</sup> ( source DPS )

### **Repartition spatiale :**

Elle est inégale. 40% de la population se trouvent dans le département de Fatick en 1999. Par contre Foundiougne bien qu'étant peuplé a un taux d'accroissement le plus élevé ( 2,6 % contre 1,7 % Fatick et 1,6 % Gossas ).

C'est une population rurale et le taux d'urbanisation est très faible. Il est passé de 10,6% en 1988 à 12,4% en 1998 (sans la tenue en compte de l'erection en commune de Diofior en 1990, Passy et Kahone en 1996 ). Sinon il serait de 13,1%.

### **Structure de la population par âge :**

En 1988 les jeunes de moins de 15 ans représentaient 48,5% de la population, ceux de moins de 20 ans 57,8%. La population active (10 ans et plus) était de 324596 hbts soit 63,7%.

Les femmes (15-49 ans) étaient au nombre 108470 soit 41,5%, la population féminine égale à 261310, celle âgée de plus de 60 ans représentait 6,5% (33117hbts)

Pour la répartition de la population en groupes d'âges nous avons : 49% pour les enfants ( moins de 15 ans ) ; 30% ; pour les jeunes ( 15-35 ans ) ; 21% pour les adultes ( plus de 35 ans)(Source Service Régional de la Prévision et de la STATISTIQUE DE Fatick 1997 ).

## **Dynamique de la population.**

### Mouvements Naturels :

Même si la fécondité au plan national est en baisse depuis 1986, cette tendance est notée à Fatick ( région ). Selon l'E.D.S. II (Enquête démographique de santé) de 1992, le niveau de fécondité pour la Zone centre avoisinait la moyenne nationale avec 6,3 % enfants par femme au terme série féconde. Mais l'E.D.S.II ( 1997 ) nous révèle en indice synthétique de fécondité ou la tranche d'âge de 15 à 49 ans de 6,8 (4,91 en milieu urbain et 7,0 en milieu rural) pour la région.

La mortalité infantile est passée de 70 pour mille à 68,2 pour 1.000, celle juvénile de 76 à 89,7 pour 1.000 et celle infanto-juvénile de 141 à 151, %.

La mortalité maternelle ( mères de 15 à 49 ans ) est estimée à environ 510 décès pour 100.000Hbts.

Le taux de natalité qui était de 47 pour mille en 1986 est estimé à 45 pour mille en 1997.

L'espérance de vie est de 54 ans.

#### Les Migrations :

Les migrations sont mesurées par les indices d'immigration d'émigration et de solde migratoire.

Les émigrants proviennent beaucoup plus de Kaolack pour l'émigration récentes. Kaolack est aussi généralement la destination de prédilection des partances de Fatick. Quant au solde migratoire, Fatick reçoit plus qu'il ne donne.

Pour l'accueil des migrants récents, c'est le département de Fatick avec 3,1 % qui est n tête, suivi de Foundiougne avec 2,8 % et de Gossas 2,6 %.

Concernant la migration « durée de vie, le département de Gossas occupe la première place avec une population composée de 17,3 d'immigrants, suivi de Foundiougne 9,3 % et de Fatick 8, 3 %.

Telles sont les données concernant la Région de Fatick sur le plan démographique. Celle-ci proviennent dans leur globalité du rapport final du Plan Régional de Développement Intégré de Fatick du Conseil Régional.

### **Situation Economique**

#### -Agriculture :

Elle occupe près de 90 % de la population active et est dominée par la culture arachidière. Par contre, le mil constitue la principale culture vivrière de la Région suivi du riz, du maïs et du niébé.

Pour les cultures de rente, à part l'arachide on peut noter le coton, la pastèque, le sésame et les cultures maraichères et fruitières. Les superficies agricoles utiles de la région sont estimées aux environs de 395.400 ha, sont près de 50% de la superficie régionale. En 1997 les surfaces emblavées s'élevaient à 281.735 ha soit 71, 25% des superficies cultivables. Les terres salées ou tonnes impropres à l'agriculture couvrent 266.500 ha. Soit 33,6 % de la superficie totale de la région. Même si l'agriculture emploie (occupe) 90 %, elle est confrontée à des difficultés majeures. Parmi celles-ci nous pouvons citer :

- la dégradation des terres due à la monoculture de l'arachide (culture commerciale), au surpâturage, à la faible fertilisation des sols (manque d'engrais), difficultés d'accès aux intrants) et l'absence de jachère (manque de terre cultivables).

- l'avancement à un degré élevé des tonnes qui ne favorisent pas la culture.

- le déboisement est fréquent car beaucoup de forêts surtout celles dites classées sont détruites par les populations pour le bois et les champs.

- l'insuffisance des ressources en eau pour les cultures maraichères et fruitières car sans eau les populations ne peuvent cultiver après l'hivernage .

- Le matériel agricole date du temps du Président Senghor (période ONCAD). Il n'est pas renouvelé depuis. Or, il est difficile de cultiver de grandes surfaces sans machines

#### Elevage :

Sa place est non négligeable dans l'économie régionale avec l'existence de deux (02) techniques traditionnelles :

- l'élevage pastoral fondé sur la transhumance.

- l'élevage sédentaire confiné dans le terroir villageois.

Mais nous notons la naissance de l'élevage moderne avec les GIE et associations de villageois appuyées par des ONG ou projets.

Le cheptel occupe la 5<sup>ème</sup> place au niveau national pour ce qui est des bovins, ovins, caprins. En 1998, il était composé de 207.130 bovins, 254.850 ovins, 232.560 caprins, 74225

équins, 52.745 ovins, 49.000 porcins et 1.134.487 volailles (source : Service Régional de l'Elevage de Fatick 1998) .

Maiss ce secteuur vit avec des problèmes malgré les efforts de l'Etat pour son développement. Ils ont pour nom :

- la réduction de l'espace pastoral du fait du manque considérable de terres pour les animaux.

- la progression des terres salées et la persistance des feux de brousses font que les pâturages sont réduits et détruits. A chaque saisons les terres salées avancent, les paysans prennent les pâturages et les transformesnt en champs.

- le manque d'eau est crucial mais aussi sa chèreté car il faut payer ddix fois pour trouver de l'eau. Il y a aussi le manque de points d'eau (forages).

- les maladies animales ( trypanozomiase ) et la chèreté des produits vétérinaires mais aussi leur accessibilité

- le manque d'éducation des éleveurs

- le vol de bétail qui est très fréquent.

Toutes ces difficultés sont notées dans ce sercteur.

#### La pêche:

Son développement est favorisé par les atouts naturels de la région et la côte est longue de 65 Km.

Une étude du CRODT avait estimé le potentiel halieutique à 200.000 Tonnes avec des possibilités de capture de 30.000 Tonne/ans. Au début, les ressources halieutiques étaient gérées de manière traditionnelle car le statut de pêcheur était acquis à la naissance et généralement c'était les Niominka. Ils étaient peu nombreux avec des engins traditionnels. Les conflits étaient rares du fait de l'abondance des ressources et des effectifs peu nombreux.

Mais avec la gestion moderne par l'Etat des moyens plus sophistiqués vont naître et peuvent surexploiter l'écosystème marin. En 1997 le parc piroguier était évalué à 1645 pirogues dont 795 motorisées (Source : Inspection Régionale de la Pêche de Fatick). Toujours cette même année la production s'élevait à 6.493 Tonnes et 70 % sont débarquées à Foundiougne.

équins, 52.745 ovins, 49.000 porcins et 1.134.487 volailles (source : Service Régional de l'Élevage de Fatick 1998) .

Maiss ce secteuur vit avec des problèmes malgré les efforts de l'Etat pour son développement. Ils ont pour nom :

- la réduction de l'espace pastoral du fait du manque considérable de terres pour les animaux.

- la progression des terres salées et la persistance des feux de brousses font que les pâturages sont réduits et détruits. A chaque saisons les terres salées avancent, les paysanss prennent les pâturagess et les transformesnt en champs.

- le manque d'eau est crucial mais aussi sa chèreté car il faut payer ddix fois pour trouver de l'eau. Il y a aussi le manque de points d'eau (forages).

- les maladies animales ( trypanozomiase ) et la chèreté des produits vétérinaires mais aussi leur accessibilité

- le manque d'éducation des éleveurs

- le vol de bétail qui est très fréquent.

Toutes ces difficultés sont notées dans ce sercteur.

### La pêche:

Son développement est favorisé par les atouts naturels de la région et la côte est longue de 65 Km.

Une étude du CRODT avait estimé le potentiel halieutique à 200.000 Tonnes avec des possibilités de capture de 30.000 Tonne/ans. Au début, les ressources halieutiques étaient gérées de manière traditionnelle car le sstatut de pêcheur était acquis à la naissance et généralement c'était les Niominka. Ils étaient peu nombreux avec des engins traditionnels. Les conflits étaient rares du fait de l'abondance des ressources et des effectifs peu nombreux.

Mais avec la gestion moderne par l'Etat des moyens plus sophistiqués vont naître et peuvent surexploiter l'écosystème marin. En 1997 le parc piroguier était évalué à 1645 pirogues dont 795 motorisées (Source : Inspection Régionale de la Pêche de Fatick). Toujours cette même année la production s'élevait à 6.493 Tonnes et 70 % sont débarquées à Foundiougne.

La pêche fait naître des emplois avec la transformation des produits par les groupements de femmes. Comme tous ces secteurs, la pêche connaît des problèmes d'ordre : institutionnel naturel, organisationnel, technique et financier. Ils ont pour nom : l'existence de conflits entre acteurs de la pêche artisanale et industrielle, non respect du Code DE LA Pêche (port de gilet), absence d'un marché régional de produits de la mer, enclavement des zones de débarquement (transport et commercialisation), pas d'infrastructures de conservation, manque de crédits...

## **Industries, Mines et Artisanat :**

### Mines :

Les mines de la Région sont: le sel, les coquillages, les sables titanifères et la tourbe. Mais c'est le sel qui est un secteur porteur. Mais il est confronté à des difficultés telles que le caractère artisanal de son exploitation, la faiblesse de l'organisation des acteurs, le manque de débouchés pour les petits exploitants aidés par le caritas et les chambres des métiers de Kaolack et Fatik.

### Industries :

Le tissu industriel de la région de Fatik est important mais les unités les plus significatives sont localisées dans la zone industrielle de Kahone ( ZIK ) à quelques kilomètres de Kaolack commune. Ces unités industrielles sont en général des entreprises de transformation de produits primaires et connaissent des difficultés de fonctionnement pouvant aboutir à la fermeture ou suspension d'activités.

#### -Les entreprises se trouvant dans la (ZIK)

Elles sont au nombre de cinq (05) mais les trois (03) sont fermés ou connaissent des difficultés :

Parmi les entreprises fermées nous pouvons citer : la Sotexka (complexe de textile), la SENSAC ( fabrique de sacs ) fermé en 1993 et la Senemba ( Société d'emballage ).

Deux (02) sont fonctionnelles la SODEFITEX( unité de traitement de coton et de graines de coton) et la centrale Electrique de Kahone qui fournit l'énergie à ces unités industrielles mais aussi au réseau national.

-Les entreprises situées hors de la ZI

Elles sont au nombre de six (06) :

-AGRIFA : localisé à FATICK, elle est connue pour la transformation des produits agricoles ( pate d'arachide)

Elle connaît des difficultés.

-SELSINE (Fatick) : Elle produit 3500t an de sel iodé destiné à l'exportation.

La SODENAS (Sokone) : elle avait pour mission la transformation des produits de anacardier ( noix d'anacarde). Elle a fermé ses portes par manque de soutien (ressources) et à cause de la vétusté du matériel.

-Le Projet Maïs de Keur Samba GUEYE :

Se trouvant dans ce dit village, cette unité créée dans le cadre de la coopération technique sénégal-Allamande avait permis le développement dans la culture du maïs dans ce village. Ce projet a pris fin en 1991 et est gérée actuellement par un opérateur économique de la région.

-Le Centre de Pêche de Missiraah (Foundiougne) : créé en 1989 s'occupe de distribution, de production et de conservation du poisson. Mais on y exerce les métiers de transformation du poisson. Son personnel est de 22 agents fonctionnaires et contractuels.

L'industrie de la Région de Fatick n'est pas trop développée du fait de quelques contraintes : la dépendance des unités industrielles vis à vis du secteur primaire lui-même soumis aux aléas climatiques, leur localisation dans des zones éloignées de Fatick et proches de Kaolack et leur enclavement.

l'Artisanat.

Secteur en voie de développement car le recensement artisanal de 1991 chiffrant ses artisans à 11.047 répartis en 70 corps de métiers. La chambre des métiers encadre 5 G.I.E. de producteurs de sel regroupant au total 722 membres. Le dynamisme de la Chambre des

Métiers n'exclut pas les naissances des difficultés au niveau de l'artisanat. Ces dernières ont pour nom : faiblesse des moyens de la Chambre DES Métiers, faible niveau d'équipement, accès au crédit et au marché, inexistence de villages artisanaux.

#### Le Tourisme.

Il occupe une place de choix dans le tissu économique de la région du fait des potentialités touristiques de la région (fleuve, ensoleillement, sites historiques...). La région a 35 réceptifs touristiques (chambres avec 1079 lits). Le tourisme a généré 208 emplois officiels au niveau de la région (mais il faut noter l'existence du circuit parallèle). Ces contraintes sont : l'accès difficiles de certains sites ou réceptifs touristiques, l'exploitation de circuits parallèles et le développement anachronique de réceptifs, difficultés d'approvisionnement en carburant pour les sorties en mer....

#### Le Commerce.

La région de Fatick occupait une place importante dans ce secteur pendant la période coloniale avec les localités : Fatick, Guinguinéo, Gossas, Foundiougne, Sokone .

Aujourd'hui le commerce de détail se développe avec les marchés hebdomadaires spécialisés dans le commerce de céréales et de bétail. Les plus développés sont :

- Département de Foundiougne : Foundiougne, Passy, Sokone
- Département de Fatick : Fatick, Diouroup, Niakhar
- Département de Gossas : Gossas, Ndiéné, Mbar

Les difficultés de ce secteur sont dues à la désarticulation du circuit commercial, la faiblesse du pouvoir d'achat des populations, le développement de la fraude, l'enclavement des îles, l'absence de banques et la forte polarisation exercée par Kaolack.

#### Cadre Environnemental :

La région de Fatick a un climat de type tropical soudanien avec deux (02) variantes.

-une variante sahélo-soudanienne dans les départements de Gossas et de Fatick et une variante soudano-sahélienne dans le département de Foundiougne.

Les parties côtières dans le département de Foundiougne et de Fatick sont influencées par le climat maritime.

Métiers n'exclut pas les naissances des difficultés au niveau de l'artisanat. Ces dernières ont pour nom : faiblesse des moyens de la Chambre DES Métiers, faible niveau d'équipement, accès au crédit et au marché, inexistence de villages artisanaux.

#### Le Tourisme.

Il occupe une place de choix dans le tissu économique de la région du fait des potentialités touristiques de la région (fleuve, ensoleillement, sites historiques...). La région a 35 réceptifs touristiques (chambres avec 1079 lits). Le tourisme a généré 208 emplois officiels au niveau de la région (mais il faut noter l'existence du circuit parallèle). Ces contraintes sont : l'accès difficiles de certains sites ou réceptifs touristiques, l'exploitation de circuits parallèles et le développement anachronique de réceptifs, difficultés d'approvisionnement en carburant pour les sorties en mer....

#### Le Commerce.

La région de Fatick occupait une place importante dans ce secteur pendant la période coloniale avec les localités : Fatick, Guinguinéo, Gossas, Foundiougne, Sokone .

Aujourd'hui le commerce de détail se développe avec les marchés hebdomadaires spécialisés dans le commerce de céréales et de bétail. Les plus développés sont :

- Département de Foundiougne : Foundiougne, Passy, Sokone
- Département de Fatick : Fatick, Diouroup, Niakhar
- Département de Gossas : Gossas, Ndiéné, Mbar

Les difficultés de ce secteur sont dues à la désarticulation du circuit commercial, la faiblesse du pouvoir d'achat des populations, le développement de la fraude, l'enclavement des îles, l'absence de banques et la forte polarisation exercée par Kaolack.

#### Cadre Environnemental :

La région de Fatick a un climat de type tropical soudanien avec deux (02) variantes.

-une variante sahélo-soudanienne dans les départements de Gossas et de Fatick et une variante soudano-sahélienne dans le département de Foundiougne.

Les parties côtières dans le département de Foundiougne et de Fatick sont influencées par le climat maritime.

En ce qui concerne la pluviométrie nous notons une irrégularité avec une forte baisse durant la dernière décennie avec des précipitations variant entre 400 et 600 mm. Cette variation suit aussi les zones car Gossas et Fatick (départements) sont plus touchés par ces faibles pluies, contrairement à Foundiougne qui est bien arrosé avec la zone de Toubacouta où les hauteurs de pluie atteignent 900 à 1000mm durant la période.

Pour les températures, nous notons qu'elles varient fortement d'une zone à l'autre mais aussi d'un mois à l'autre. Les températures sont comprises généralement entre 24 °c au mois de janvier et 39°c au mois d'avril / mai.

La moyenne d'ensoleillement est de 11 heures par jour. Ce qui est un grand intérêt économique pour la région avec le développement du tourisme et des énergies renouvelables, la région est balayée par les vents :

- L'alizé maritime qu'influence la zone côtière
- L'harmattan chaud et sec qui souffle sur toute la partie Nord et Nord-Est de la région est un agent érosif très actif.
- La mousson qui souffle en général entre avril et octobre et présente un intérêt particulier car pouvant apporter la pluie.

### Les Sols :

Fatick a une diversité pédologique caractéristique de la zone tropicale à climax climatique (sols ferrugineux tropicaux) avec l'existence de sols intrazonaux à climax stationnel (sols hydromorphes, sols halomorphes). Nous rencontrons ces types ces types de sols selon les zones écologiques suivantes :

#### Zone Continentale :

C'est départements de Fatick et Gossas et une partie de Foundiougne. C'est la zone des sols ferrugineux tropicaux/

- les sols ferrugineux tropicaux lessivés ou « Dior » qui sont meubles et perméables. Ces sols constituent un domaine spécifiquement propice à la culture du mil souna et de l'arachide mais progressivement avec des rendements médiocres.

-les sols ferrugineux tropicaux lessivés ou « Deck » du fait de leur texture fine, renferment une forte proportion de limons et une teneur en argile élevée. Ils sont riches en matière organique et en éléments chimiques. Ils permettent la culture de l'arachide, mil, sorgho, maïs et manioc...). Nous les retrouvons à Foundiougne et une partie de Fumela.

-les sols « Deck-Dior » qui sont des sols de transition et sont localisés dans une partie de l'Arrondissement de Tattaguine, dans Fumela et dans certaines parties de Foundiougne.

#### Zone Estuaire :

-Les sols mangroves sont uniquement observés dans les îles et les estuaires des départements de Foundiougne et de Fatik. C'est l'eau des marées qui réduit leur utilisation. Ils sont inaptes à l'agriculture.

-Les sols halomorphes : il y a deux (02) types :

-Les sols salins et les sols salins acidifiés ou « Tonnes ». Nous retrouvons les « Tannes » à Fumela, Diakhao, Niodior, Djilor, Toubacouta, Ngathie, Naoudé et Mbadakhoune. Ils ne favorisent pas une activité agricole.

En guise de conclusion nous pouvons dire que Fatik est marquée par une variation des types des types de sols en fonction des zones écologiques. Elle est sujette à des contraintes pédologiques que sont :

- La progression des terres salées
- L'appauvrissement des sols du à la surexploitation des terres du fait de la pression démographique sur l'espace.

## **Education et Formation**

#### Education Formelle :

La région de Fatik fait des bonds considérables dans ce domaine pour faire accéder la population dans les écoles et cela à tous les niveaux surtout dans les communes et communautés rurales.

### L'Education Préscolaire :

En 1991, il était dénombré 3 écoles maternelles (une par département et en 2000 il y en a six. Mais l'éducation préscolaire n'est pas sans difficultés :

- les disparités entre les zones urbaines et rurales
- l'insuffisance d'infrastructures, d'équipements et de personnels qualifiés
- la faiblesse des moyens des populations et la préférence des parents d'envoyer leurs enfants à l'école coranique.

### L'Enseignement Elémentaire :

Les écoles publiques ont connu une augmentation de 84 % entre 1991 et 2000. Elles sont passées de 218 à 401 écoles élémentaires. En 1999-éààà la région comptait 1937 classes dont 1824 dans le public et 113 dans le privé :

- Département de Fatick : 787 classes
- Département de Gossas 748 classes
- Département de Foundiougne 402 classes.

Toujours dans cette même année le nombre d'élèves étaient de 74.416 dont 34484 filles (46,33 %) pour toute la région .

Malgré un déficit ponctuel d'enseignant, ce sont les volontaires plus le système de double fluxx et les classes qui ont amoindri les pertes.

Cependant, il faut signaler : le faible qualité de l'enseignement, le fort taux d'abandon, l'insuffisance et l'inégalité de la répartition des infrastructures et du personnel, les difficultés d'accès des populations.

### L'Enseignement Moyen :

En 1999 – 2000, la région comptait 30 Collèges d'enseignement Moyen et 10 Collèges Privés. Aujourd'hui tous les arrondissements disposent d'un C.E.M. sauf Oouadiour. Il est

confronté aux problèmes de manque de professeurs, d'insuffisance d'infrastructures, absence de bloc scientifique et technique.

### L'Enseignement Secondaire et la Formation Technique Professionnelle :

En 1995-1996 la région n'avait qu'un seul lycée à cycle complet : celui de Fatick mais actuellement elle en a 6 (3 dans Fatick département ; 1 à Foundiougne et 2 dans le département de Gossas).

La région a aussi des Centres d'Enseignement Technique Féminin ( 1 par département) où les filles sont formées en couture ? cuisine et en économie familiale. Il y a aussi un Centre d'Enseignement Moyen Pratique localisé à Toubacouta qui est peu fonctionnel avec 3 sections : Agriculture, Elevage et Menuiserie.

L'Enseignement secondaire pose beaucoup de difficultés d'accès des populations rurales..

## **Education Non Formelle**

Elle concerne

### l'Alphabétisation :

En 1995 Fatick avait un taux d'analphatisme élevé de 73% (il était plus élevé chez les femmes 80,3 %). Pour réduire cela l'Etat en collaboration avec des associations des O.N.G. mène une politique soutenue pour ce fléau.

Les langues nationales d'alphabétisation sont :

- le sérère : 15.404 auditeurs en 1999 soit 58,95 %
- le wolof : 7367 soit 28,19 %
- le Poular : 2136 soit 0,08 %
- le Mandinka 1.148 soit 0,04%
- et le joola 74

Entre 1994 et 1999 le nombre facilitateurs est passé de 201 à 868 dont 470 femmes et les auditeurs de 6279 à 26129 dont 21764 femmes.

Les daaras :

102 daaras existent dans la région selon le centre de promotion et de réinsertion sociale et regroupant 3849 talibés dont 117 s'adonnent à la mendicité surtout en ville. En milieu ces talibés vivent des produits produits de l'agriculture la zone de khelcom concentre une quinzaine de daara..

**Santé**

Les infrastructures sanitaires de la région se répartissent comme suit :

Infrastructures Départements	Centres de Santé	Postes de Santé	Maternités Rurales	Case de Santé
Fatick	2	30	23	44
Foundiougne	2	21	14	14
Gossas	2	15	22	38
Région	6	66 (1)	59	96

(1) dont 10 privées

Source Région Médicale Fatick 1998

En combinant la population de Fatick et le nombre d'infrastructures, nous avons les moyennes par département.

Fatick

1 centre de santé pour 123754 habitants (h.)

1 poste de santé pour 8250 /h.

1 case de santé pour 5625 /h.

Foundiougne

1 centre de santé pour 91.761 /h.

1 poste de santé pour 8739 /h.

1 case de santé pour 13.108 /h.

#### Gossas

1 centre de santé pour 93.902 habitants

1 poste de santé pour 9375 /h.

1 case de santé pour 4242 /h.

Ces moyennes révèlent une insuffisance des infrastructures par rapport aux besoins des populations.

#### Le personnel de Santé

Il est composé de : 13 médecins, 1 chirurgien dentiste, 12 techniciens supérieurs de santé, 21 sages femmes d'Etats, 85 infirmiers d'Etats et agents techniques médicaux, 5 aides infirmiers, 11 matrones et 204 agents de santé communautaires.

Ces données rapportées à la population donnent les moyennes suivantes :

1 médecin pour 43.479 /h.

1 infirmier pour 7161 /h.

1 sage femme pour 10.455 /h.

Le personnel qualité (médecin, infirmier, sage femme) est insuffisant face aux besoins. Le déficit des infirmiers est estimé à 6 dans les centres de santé et 3 dans les postes de santé. Pour les sages femmes le déficit est de 3.

Les affections les plus fréquentes sont les maladies infectieuses et parasitaires. Avec 55% des maladies, le paludisme est en tête des autres affections, suivi par les infections cutanées 15%, les infections respiratoires 13%, les parasites intestinaux 8,6 % et les maladies diarrhéiques 8,4%. Ces affections touchent tous les groupes d'âge surtout les enfants de 0 à 5 ans.

## **Transport**

### Transport Routiers.-

Le parc automobile de la région est très vétuste (près de 40 % des voitures ont au moins 18 ans). En 1996 le parc automobile de la région avait 485 véhicules. Ces activités de transports s'exercent dans les gares routières. Il y a quelques taxis qui voient le jour à Fatick (commune). Ce secteur est perturbé par le mauvais état des routes, la vétusté du parc, l'étroitesse des marchés et l'enclavement par rapport à la capitale régionale.

### Transport Fluvio-maritime :

A ce niveau c'est le bac de Foundiougne qui assure la traversée entre Fatick et Foundiougne. Ce bac connaît une gestion déficitaire avec les tarifs : 100 Francs par personne et 1.000Frss voiture.

Nous pouvons signaler le transport par pirogue (pour les personnes et les biens) et qui s'effectue dans les bras de mer entre les îles et entre celle-ci et les localités de Kaolack, Mbour.

### Le Logement :

Nous pouvons distinguer trois (3) types de construction :

- Les constructions en dur ou habitations modernes :

Elles sont réalisées en brique de ciment et se trouvent dans les centres villes et dans certains villages. Dans la région elles représentent un taux de 23%. Les bâtiments avec toiture en tuile se trouvent au centre ville. Les habitations modernes se trouvent dans les quartiers les plus anciens et c'est généralement dans les villes.

### Habitations en briques banco :

C'est dans le milieu rural et dans la périphérie des villages qu'on les retrouve. Au niveau régional cet habitat traditionnel domine avec un taux de 52,6 %.

### Les constructions en matériaux végétaux : (paille ou tige de mil)

Il est moins représenté avec 20,5 %. C'est un habitat de type villageois et des périphéries.

### Viabilisation des habitations :

A l'échelle régionale, les logements sont très faiblement viabilisés. Selon le R.G.P.H. de 1998 4, 1 % des bâtiments ont un robinet et 4,1 ont de l'électricité.

Dans les villes et villages centress ayant un réseau d'eau potable, on observe un fort taux de branchements individuels. Il y a aussi les puits et les bornes fontaines. Pour l'électricité, les branchements individuels se retrouvent dans les quartiers centraux des villes.

En milieu rural, c'est du pétrole lampant.

Pour l'assainissement, pas de réseau d'assainissement dans aucune des villes. Le système individuel domine. Les logements ont des puits perdus ou fosses sceptiques.

## **Emploi**

C'est un secteur très difficile à maîtriser du fait de plusieurs facteurs :

-L' existance de diverses hypothèses sur la tranche d'âge à considérer comme population active,

-La part importante du secteur informel souvent constituée d'entreprises de petite envergure et dont l'existence est éphémère.

-L'importance de la population active rurale

### Taux d'activité :

Le R.G.P.H. DE 1998 avait démontré 206.162 personnes de 15 ans et plus qui se déclarées actives (139.441 hommes et 66.721 femmes). Soit un taux d'activité de 52,8 % (74 % pour les hommes et 33 % our les femmes).

Par contre ce taux est estimé à 55,1 % en milieu rural et 34,1 % en milieu urbain.

Cette population active est concentrée en milieu où on retrouve des enfants de moins de 15 ans actifs du fait des difficultés socio-économiques.

Le faible taux des femmes dans ces données n'a pris en considération les travaux domestiques, mais aussi le secteur informel.

#### Taux de chômage :

Ces taux sont de 1988 ( R.G.P.H.). Ils ne sont pas élevés : 3,9 %. Cela peut être expliqué par le taux d'activité en milieu rural. Nous notons que c'est aux âges extrêmes que les taux sont les plus importants. Il est cependant très faible en milieu rural où on note une légère différence entre les sexes (2,8 % pour les hommes et 3,2 % pour les femmes). En milieu urbain les taux sont élevés ( 13,9 % ).

#### Emploi dans le secteur informel :

Le nombre d'emploi est passé de 23721 en 1988 à 25239 en 1991 et les 2/5 sont dans l'artisanat.

Alors que l'agriculture emploie 90 % de la population rurale. C'est un emploi lié au calendrier cultural qui varie selon la saison des pluies. La campagne agricole constitue la période d'intense activité. Après, il y a la période creuse où les actifs trouvent une activité secondaire, émigrent ou sont en chômage saisonnier. Le caractère rural des communes de la région fait que l'agriculture a une importance dans l'emploi urbain.

## **Deuxieme Partie : Méthodologie**

### **Critères de choix des sites d'enquête**

Ce choix s'est fait à trois (3) niveaux :

➤ D'abord pour le choix des arrondissements :

Dans le département de Fatick, il existe 4 arrondissements Diakho, Niakahr, Tattaguine, Fimela. Ce dernier n'est pas concerné par l'étude car étant considéré comme l'arrondissement le plus pauvre en infrastructures, équipements, ressources naturelles et organisations communautaires de base.

Pour les départements de Foundiougne et de Gossas, le problème du choix ne se pose pas car chacun d'eux est composé de 3 arrondissements différents. Pour Foundiougne, on a les arrondissements de Djilas, Niodior et Toubacouta et pour Gossas ceux de Colobane, Mbadakhoune et Ouadiour.

➤ Ensuite le choix des communautés rurales concerne celles qui sont considérées comme les plus pauvres selon les chiffres des résultats préliminaires de la DSP et portant sur le programme national de lutte contre lapauvreté ( Dakar, juin 2000 ).

Au niveau du département de Fatick : pour l'arrondissement de Diakhao, la communauté rurale de Diaoulé a été ciblée. Son pourcentage d'accès aux services sociaux de base est de 25% et il est nettement inférieur à celui des autres communautés rurales composant l'arrondissement.

Pour l'arrondissement de Niakhar, la communauté rurale d'infrastructures, équipements en unités de production, activités de conservation, de transformation ou d'artisanat générateur de revenus pour le village et organisations communautaires de base est nettement supérieur aux autres villages s'élève à 79,6%.

Dans la communauté rurale de Niakhar, le village de Paleck est concerné par l'étude. Son pourcentage en manquement d'infrastructures, d'activités et d'organisation s'élève à 35,66 %.

Dans la communauté rurale de Diarrère, le village de Ndoundokh est ciblé avec une moyenne de 69,8%.

A Foundiougne commune précisément à la mairie, le chef du service municipal nous a édifié sur la composition par quartiers. Il existe en fait 2 quartiers officiels Nord et Sud et chacun des ces quartiers est composé de sous quartiers. Les quartiers Escale et Mbelgore se trouvent au Nord, le quartier Thiamène a une partie Nord et une partie sud de même que pour les quartiers Thiarakhollé et HLM. Donc pour des raisons de commodité, on a pris tous ces cinq quartiers.

Aussi au village le Vélingara a été choisi dans la communauté rurale de Djinda avec un pourcentage de manquement s'élevant à 84,59%. Dans la communauté rurale de Djossong,

Thiamène Ndiagnene est déficitaire d'infrastructures, d'activités et d'organisation de 88,88%. A Gossas commune enfin, les quartiers de Diakhao, Paxa et 106B ont été choisis car désignés comme des zones pauvres par les autorités, les personnes ressources et quelques populations.

Parmi les villages constituant la communauté rurale de Ndiago, Thiadia keur Mor Djité a des manquements de 57,60% supérieure à tous les autres villages. A Colobane, le village de Mbaba Tidiane concerne l'étude. Le pourcentage de manquement est de 73,10%. A Ouadiour, Keur Kane est choisi et son déficit en infrastructures, équipements, activités et organisations communautaires de base s'élève à 82,35%. Le chef de la DSP de Fatick nous a fourni des éléments de base pour le choix des villages.

#### ➤ Outils de collecte et d'analyse des données

Cette enquête des perceptions de la pauvreté au Sénégal s'est basée sur une méthode qualitative et participative des données auprès des populations concernées, des personnes ressources. Elle s'est faite selon le principe d'utilisation du guide d'entretien qui a fini d'être élaboré après la phase test de la région de Dakar. Elle inclut notamment d'autres outils visant à solliciter la participation des populations pour recueil de leurs perceptions sur la pauvreté. Ainsi, à part le guide d'entretien qui a servi de canevas à l'étude, des coupes transversales ont été faites pour identifier les points stratégiques des activités principales menées dans le département et le quartier, les points de rencontre. Pour les villages cet outil n'a pas été de rigueur car étant souvent des villages très pauvres pratiquement sans infrastructures, activités et organisations de base. Le principal point stratégique étant la concession du chef de village, il importait de consulter d'abord celui-ci avant de recueillir les données auprès des habitants.

Aussi, des classements socio-économiques ont fait l'objet de nos entretiens avec les populations à savoir d'une part, la catégorisation du bien être et de la pauvreté et, d'autre part, selon leurs ressources propres. Ce classement socioéconomique ou par ordre hiérarchique se fonde principalement sur la perception que les acteurs ont à la fois d leurs conditions de vie et aussi celles de leurs voisins. Des critères de classements faits par les populations elles-mêmes ont permis de mieux cerner la relativité de cette catégorisation. Ce classement socio-économique est un excellent outil qui peut mettre en évidence les disparités au niveau individuel d'abord, collectif, sous régionale (arrondissements, communautés rurales, villages, quartiers). A l'issu de certains entretiens approfondis individuels, des récits de vie et même des histoires de vie ont été de mise. Ils concernent le plus souvent des pauvres mais cet outil a

été adressé en petite partie à des catégories moyennement aisées. La recherche effrénée de la survie ou du bien être se matérialisant par la mobilité sociale, professionnelle et économique, des trajectoires individuelles et collectives ont été observées dans ces zones de forte migration.

Egalement, quelques sous-groupes ont été animés pour recueillir les représentations et vécu de la pauvreté auprès des acteurs à travers des entretiens semi-directifs. Le nombre de ces focus s'élève à (...). Des entretiens semi-directifs structurés ont concerné les informateurs clés comme les agents municipaux, les préfets, les chargés des services de développement communautaire et d'autres personnes ressources comme les présidents de communauté rurale, les chefs de quartiers, les agents de surveillance d'hygiène et ceux des centres de santé.

Le profil institutionnel de chaque localité a été cerné d'une part avec les institutions elles-mêmes et d'autre part avec les populations locales notamment les organisations communautaires de base comme les GIE, les Mbotaa, les tontines pour connaître les perceptions de part et d'autre, situer les responsabilités et dresser de nouveaux objectifs.

Cette enquête a concerné de manière informelle l'utilisation (...) à problèmes. Les différentes catégories ont présenté chacun pour leur part les problèmes principaux auxquels ils sont confrontés, les causes et conséquences, les solutions ou stratégies de sortie de crise et leurs effets. Tous ces outils ont été croisés si besoin pour renforcer le degré de compréhension et d'interprétation des données, pour leur croisement et leur multiplication. L'analyse stratégique est le principal outil d'analyse utilisé. Elle est faite à 2 niveaux : d'abord les stratégies proposées par les populations sont décrites après qu'elles aient décelé leurs propres problèmes. Ces stratégies peuvent être d'ordre général ou prioritaire. Ensuite, cette analyse découle de notre observation du terrain concernant les stratégies des acteurs ou population. L'analyse fonctionnelle montre notamment le rôle joué au niveau individuel et collectif pour chaque catégorie d'acteurs, les besoins que ces rôles ou fonctions remplissent.

Quant à l'analyse interactionniste, elle met en évidence les interactions entre catégories d'acteurs, les perceptions réciproques et spécifiques du rôle joué par chacun. Y figurent entre autres l'analyse institutionnelle et l'évaluation des réseaux de relations.

L'analyse contextuelle sert de base à la présentation et à l'évaluation de l'accès aux services sociaux de base, l'accès aux ressources et aux autres services, la dynamique

associative, les caractéristiques de la zone d'étude. cependant, il faut avouer qu'en dépit de la richesse et de la multitude des données collectées, des contraintes et limites se sont posées à notre étude.

➤ **Contraintes et difficultés :**

Les difficultés sont de différents ordres et concernent essentiellement l'accessibilité des villages. Nous avons été confrontés à des problèmes de déplacements surmontés et matérialisés par l'éloignement et la méconnaissance de certains villages. Aussi, les pistes étaient souvent sablonneuses et défectueuses.

Certains villages comme Diambeye II et Thiadia Keur Mo Djité se situent à environ 200 kms à partir du centre ville. Le temps imparti à l'étude est court car les 3 membres de l'équipe se concentraient chaque jour dans un quartier ou un village et on était obligé de mettre à profit les dimanches sans compter les mises en commun pour chaque descente sur le terrain. Les fêtes successives du 04 et 05 juin ont failli bouleverser le programme si ce n'était notre volonté et notre capacité de s'adapter aux réalités du terrain. En fait, dès le 01 juin, on n'a commencé à nous entretenir avec les autorités pour ne pas les perdre de vue les jours ouvrables suivants.

Les données recueillies comportent également quelques limites à savoir :

La saturation matérialisée quelques fois par un manque de volonté des populations à fournir encore des données ou à s'entretenir même avec ceux qu'elles considèrent comme des enquêteurs. Ces dernières s'unissent de façon directe dans leur intimité, celle de leur vie familiale, font des promesses et ne leur apportent jamais ou rarement satisfaction.

Aussi, à l'approche de l'hivernage, il nous était dès fois difficile de trouver les personnes sur place occupées par les activités préparatives des travaux champêtres. Sinon dans la plupart des cas, les personnes trouvées sur place ont fait preuve de volonté pour répondre à nos questions et discuter avec nous des problèmes posés. On a pu ainsi discuter avec 114 personnes au niveau du département de Gossas, 109 personnes pour le département de Fatick et 98 personnes pour le département de Foundiougne. Ces personnes rencontrées ont été

désignées selon des procédés aléatoires. A l'issu de cette enquête, des enseignements ou remarques découlent de cette enquête de perception sur la pauvreté.

➤ Enseignements majeurs d'étude qualitative de la perception de la pauvreté dans la région.

Il faut souligner d'abord que l'étude qualitative et la méthode participative bien que comportant quelques limites offrent des avantages certains aussi bien à l'enquêteur qu'à l'enquêté. Dans le cas de l'étude qualitative portant sur la perception de la pauvreté dans la région de Fatick, l'étude permet de faire ressortir les différentes infrastructures, équipements, activités et organisations communautaires de base existante à un niveau macro, puis à un niveau micro.

Cela permet notamment de dégager les ressources économiques et les revenus en corrélation avec les types d'activités, les types d'organisations locales, institutionnelles. Des types de données agro-écologiques comme l'organisation spatiale et la dégradation de l'environnement sont répertoriées par le moyen de cartes sociales qui permettent d'avoir une vision globale des sites, l'occupation de l'espace, les enjeux fonciers, les sites à problème. Les perceptions des populations facilitent également l'analyse de l'impact des équipements et des infrastructures sur elles, la mise en relief des organisations et structures, leurs interrelations et leur implication dans le développement de la zone.

Aussi, les problèmes du milieu sont classés avec les populations et selon les besoins les plus prioritaires et les plus faisables par eux-mêmes, des actions sont dégagées après avoir identifié les atouts et les contraintes.

Les actions sont mises en exergue en corrélation avec les moyens et les ressources propres des populations. Des données historiques et démographiques sont fournies par cette étude (historique du peuplement, composition par âge et par sexe selon l'avis des populations).

Cette étude de perception de la pauvreté dans la région de Fatick permet en outre de croiser plusieurs données et plusieurs éléments d'analyse. ainsi, plusieurs outils comme les cartes sociales, les matrices de revenus, les classifications, les profils historiques, le calendrier

saisonnier, la carte du terroir ont permis à l'aide de focus groupes, d'entretiens semi-structurés et d'observations participatives de faire avec les populations des analyses contextuelles, stratégiques, fonctionnelles, interactionnistes mais aussi l'évaluation des réseaux de relations.

Il faut dire en définitive que l'étude qualitative donne plus de latitude à l'enquête principalement de décrire son cas, livrer ses perceptions sur une réalité ou une donnée (la pauvreté), les contraintes qui se posent à son action ou ses actions à savoir les facteurs de vulnérabilité, aussi les atouts en vue de définir ses propres stratégies de sortie de crise, le rôle des partenaires concernant les stratégies prioritaires.

La limite majeure donc de l'étude qualitative de la perception de la pauvreté dans la région relève d'un ordre temporel. Vu l'état de la pauvreté qui est générale dans la région de Fatick, constituant d'ailleurs la région la plus touchée au Sénégal.

Le temps imparti n'est pas suffisant pour cerner les différents problèmes à beaucoup de niveau, ce qui peut entraîner une perte de certains détails. Bien que ne prônant pas l'exhaustivité, vouloir cerner tous les aspects liés aux perceptions autour de la pauvreté dans un village en un seul jour pose dès fois problèmes. La population trouvée sur place peut ne pas être disponible et il peut s'agir aussi d'un village important par le nombre de concessions et par rapport auquel des avis partagés doivent être discutés et recueillis.

## Troisième Partie : les résultats de l'étude dans la région de Fatick

### Conditions de vie des populations

Lors de nos enquêtes de terrain dans la région de Fatick, beaucoup de données ayant trait à la pauvreté ont été recueillies. Ces données dans leur ensemble montrent la précarité mais aussi les conditions de vie difficile dans lesquelles vivent ces populations à la fois urbaines et rurales. L'analyse de ces conditions ne peut pas être faite sans tenir compte de certaines variables telles que :

l'accès aux services sociaux de base (éducation, santé, eau potable),

l'accès aux revenus, ressources naturelles et matérielles

l'accès à l'emploi, au logement, à la vie associative, aux structures sociales : Famille, taille du ménage, composition sociale, réseaux mobilisables, pratiques de co-veillance et solidarité, segmentation, réseaux relationnels.

Pour l'accès aux services de base, nous devons dire qu'il constitue une casse tête pour les populations. Même avant de les analyser, nous devons voir le problème de la nourriture. La pauvreté est toujours perçue comme une privation forcée de la nourriture. Dans beaucoup de famille, la quantité cuisiner est inférieure à la taille du ménage et cela se note surtout dans le déjeuner. Dans les discussions, l'idée selon laquelle "on ne mange pas pour avoir le ventre plein mais pour survivre" (traduction de la sémiologie populaire "Buur day lekk ba suur, baadoolo day lekk ngir dundu") est devenue fréquente. Le poids de la nourriture par rapport à la taille du ménage (nombre de personnes en charge par le chef de famille) : exemple : cas de ce chef de famille :

*"Je m'appelle M.M 42 ans, marié, une femme, cultivateur : Je prends en charge une famille de 13 personnes. Je cultive du mil et de l'arachide et ces récoltes ne sont pas satisfaisantes pour nourrir ma famille. Pour les repas, je donne 2 kg de riz pour le repas de midi, 4 kg de mil pour le dîner et le petit déjeuner. Pour la dépense quotidienne, je donne 500 f cfa et même parfois 200 à 250 f cfa pour l'huile, le poisson ou le "kethiakh" et les condiments. Pourtant, elle ne fait pas de petit commerce pour arrondir ses angles".*

Comme nous le notons dans ce qui précède, le poids de la nourriture surtout pour le déjeuner n'est pas proportionnel aux membres du ménage ( 13 personnes ). En plus la dépense quotidienne se trouve insuffisante pour rendre l'alimentation riche en calories c'est-à-dire 2400 calories par jour et par adulte. Nous devons dire que la femme qui n'exerce pas de revenus ne peut pas augmenter la dépense pour rendre le repas beaucoup plus riche en éléments nutritifs. Les rapports alimentation/qualité et alimentation/quantité sont généralement inexistantes dans certaines zones car les récoltes ne sont plus prometteuses. Elles n'assurent plus de façon annuelle la nourriture du fait de la saturation des terres de culture mais aussi du manque de matériels agricoles et parfois de semence.

Toujours pour ce qui concerne ce rapport quantité nombre de personnes en charge, un autre exemple a été rencontré. M.S, 55 ans, cultivateur, marié, 2 femmes et 9 personnes en charge dit que :

*“ le mil est notre principal aliment. Ce que j'avais cultivé l'année dernière est disponible jusqu'à présent mais il va bientôt finir. Pour le riz, je fais du “forraatu” c'est-à-dire je règle ça suivant les moyens en achetant au quotidien. Pour l'arachide, je laisse une partie (une infime) pour le “reundd” (ce qui peut servir aux repas). Pour mon alimentation, je donne aux femmes 3 kg de mil et 1 kg de riz pour le déjeuner. A cela s'ajoute 300 f cfa pour le reste. Je sais que c'est peu mais mes femmes vont se débrouiller. Je sais qu'elles n'ont pas d'activités génératrices de revenus, faute de moyens”.*

Est-ce que la crise fait que les hommes ne donnent plus une quantité suffisante d'aliments aux femmes pour l'alimentation ou ils veulent économiser le peu qu'ils ont dans les greniers pour en goûter pendant des mois? Le chef de ménage fera de son possible pour donner tout en sachant que la quantité n'est pas suffisante. Cette stratégie ne signifie t-elle pas une tentative de maintenir son statut de chef alors que toutes les charges ne sont pas prises convenablement? Pourtant, dans tous les entretiens collectifs ou individuels, les personnes tentent quel que soit la situation d'assurer la nourriture au sein de leur famille. Entre vouloir assurer un repas et avoir la qualité selon les normes requises (2400 calories par jour et par adulte) se trouve un grand fossé. Cela s'explique par un désir ardent de tromper la faim car dans un environnement social aussi complexe que le milieu sereer, l'essentiel est de bouillir la marmite quel que soit le contenu et la qualité. L'exemple de ce vieux retraité peut nous édifier .:

Quant aux autres services de base comme la santé, ils accèdent aussi difficilement aux structures de santé car comme nous l'avons signalé plus haut, cette difficulté d'accès est relative à un problème d'ordre structurel (pas de case de santé dans les villages fréquentés). Mais à la différence des très pauvres, ils peuvent avoir une charrette leur permettant d'accéder aux postes de santé dans les communautés rurales ou si le cas est grave, dans les centres de santé au niveau départemental. IEs dispensaires institués par les missions catholiques font aussi l'affaire et comme le décrit F.B, 43 ans, mère de 5 enfants :

*“Nous nous soignons au dispensaire des sœurs et nous payons le ticket à 200 f cfa. Pour les ordonnances, les prix sont réduits”.*

Cette catégorie fait aussi recours à la médecine traditionnelle dont les plantes médicinales sont obtenues gratuitement dans la brousse. Si le cas qui se signale n'est pas grave ou ne perdure pas, elle se limite à ce moyen.

L'accès à l'eau potable constitue notamment une casse tête pour ces populations démunies. L'eau est chère selon eux et elles s'expriment en disant que “fi dox diffi cher”. Elles rencontrent pratiquement les mêmes difficultés que la catégorie des “très pauvres”, mais seulement à un degré moindre car même s'ils n'ont pas de ressources suffisantes, ils ont des charrettes pour aller puiser l'eau de puits du village voisin. Quant à ceux qui sont en milieu urbain, ils évoquent le problème lié à l'accès à l'eau potable. Dès fois, ils peuvent ne pas avoir l'argent suffisant pour acheter la quantité requise en eau et les bornes fontaines se trouvent éloignées de leur milieu d'habitation. C'est une catégorie dont les ressources sont aléatoires et proviennent de sources informelles. Ainsi, la dimension hygiène qui s'en suit paie aussi un tribut à ce manquement.

Par rapport au logement, on observe toujours une vétusté des habitations sauf que ces dernières sont améliorées. A la différence de celles de la catégorie des “très pauvres”, les bâtiments sont faits d'argile avec comme toiture des zincs tandis que chez les “très pauvres”, les cases sont faites de tiges qui peuvent être en bambou ou autres. Cette catégorie des pauvres a souvent des problèmes car s'il y a certains d'entre eux qui ne parviennent pas à recouvrir ces maisons faites d'argile de ciment, les fortes pluies peuvent détruire ces habitations. Ainsi dans un village, des cas de maisons détruites ont été répertoriés comme le clame L., chef de village :

*“Toutes ces constructions que vous voyez là-bas ou tous ces espaces vides, ce sont des maisons dont la pluie a occasionné leur dégringolade. Comme on n'a pas les moyens de construire nos maisons en ciment, la pluie ravage presque tout. Là même il y avait une boutique d'un de nos voisins dont un de ses fils se débrouille en Côte d'Ivoire a fait construire dans sa propre maison, mais dont vous voyez maintenant les ruines”.*

Aussi cette catégorie se distingue des très pauvres par le fait de posséder au moins une charrette et un cheval dans sa concession. Ces derniers n'ont rien pour aller aux champs. Ils empruntent une charrette ou marchent à pied et travaillent de leurs propres mains. Le travail manuel concerne également les pauvres.

L'habillement n'a pas de variante importante par rapport à ce qu'on a évoqué pour la première catégorie. Ici, c'est seulement la fréquence qui augmente car même si les recettes découlant de la traite ne sont pas bonnes, la grande travaillant à Dakar peut fournir aux petites sœurs restées au village des habits de temps à autre.

Enfin pour la troisième catégorie à savoir les “moyennement pauvres”, les difficultés sont moins criardes. Le problème alimentaire se pose avec moins d'acuité. Quant à l'appréciation par rapport au niveau de vie, une femme, A.K, 36 ans, mariée et mère de 4 enfants dont le mari est tailleur et appartenant à une famille maraboutique dit que :

*“nu ngiy santa yalla, problème leek mom amunu ko (on remercie le bon Dieu car on n'a pas de problème concernant le manger)”. D'ailleurs, ce sont les familles de pêcheurs et celles maraboutiques qui partagent ce point de vue. Dans un quartier pêcheur fréquenté, une fille, M.D, 32 ans, célibataire et mère d'un enfant déclare que : “il ne faut pas juger notre quartier à travers nos habitations. Elles sont peut-être délabrées mais nous mangeons bien et mieux que les agriculteurs. Avec les produits halieutiques vendus, on peut s'octroyer sans peine majeure le riz, l'huile et les autres condiments”.*

Compte tenu de leur instabilité, les pêcheurs ne veulent pas souvent construire des maisons en dur et donc c'est souvent des huttes à titre temporaire. Ils suivent le rythme de la migration des poissons et s'ils arrivent dans une zone où la mer est très poissonneuse et le milieu favorable aux contacts commerciaux, ils peuvent rester. C'est le cas de O.F, 71 ans et père de 7 enfants. Pêcheur de son état, il a quitté son île pour se stabiliser à Foundiougne et

même se reconvertir en mareyeur, bien que l'âge aidant et les difficultés de la conjoncture économique le poussent à abandonner ce métier et se reconvertir dans la fabrication des pirogues. Il relate ainsi :

*“Je venais et je repartais et en 1960, je me suis stabilisé. Cette mobilité était due au fait qu'avant l'agriculture marchait bien. Mais depuis quelque temps, la pêche est plus avantageuse et le métier de mareyeur est plus bénéfique que celui de pêcheur. Avant, je chargeais une dizaine de pirogues : Kaolack, Dakar, Saint-Louis, kayar, Joal, Sokone, Missirah. Et comme matériel de pêche, j'avais un camion et Peugeot 404”.*

Ajoutons à ceci que les gens moyennement pauvres ont quand même leurs maisons en dur bien que l'équipement laisse à désirer. Les maisons sont équipées de chaises, de lits en bois et autres petits accessoires. Bien que ce n'est pas le luxe, ce sont des maisons habitables. Quant à la télévision et le téléphone, ils n'en disposent que dans des cas rares. Les quelques rares cas d'agriculteurs, concernés par cette catégorie peuvent avoir 2 charrettes dans leur concession, un cheval et un âne mais aussi du bétail en nombre non négligeable.

L'accès à l'eau potable et aux soins de santé est plus facile pour eux. Ils ont même dès fois le moyen de faire des demandes d'adduction en eau potable comme le confirme, A.N, 29 ans, mère de 4 enfants dont le mari est gendarme :

*“Depuis longtemps, on a fait une demande mais jusqu'à présent, on n'a même pas encore installé un tuyau. Et puis les frais sont devenus exorbitants à savoir presque 600 000 f cfa. C'est pourquoi même on a abandonné le projet jusqu'à nouvel ordre”.*

Ces propos d'ailleurs ont été confirmés par son mari. Ils disposent aussi de plus de moyens pour accéder aux soins de santé et même à ce niveau, le résultat n'est pas toujours satisfaisant à cause de la cherté des ordonnances. Disons que cette catégorie possède dès fois un soutien qui peut être permanent, mais comme les personnes devant être prises en charge sont nombreuses, il y a toujours un déficit car leurs ressources ne parviennent pas à donner satisfaction à tout le monde et à tous les niveaux de besoins.

## **Points de rupture dans le vécu des acteurs : faits structurants et leurs modalités opérationnelles**

Les ponts de rupture relèvent d'ordre structurel, conjoncturel et se situent à plusieurs niveaux historique, socio-économique, géographique, culturel et démographique. D'un point de vue géographique, historique et démographique, on note la saturation de l'espace agricole et la non-utilisation à volonté du milieu marin.

D'abord concernant les paysans, la sécheresse et la désertification constituent des ponts de dysfonctionnement à l'agriculture. La plupart des terroirs sont gagnés par la pauvreté des sols qui sont amorphes et ne produisent plus normalement. Ils se replient donc vers de nouvelles terres qu'on appelle les terres neuves. Ainsi, les conséquences s'avèrent critiques du fait de la détérioration de la fertilité des sols et de la dégradation du parc arboré. Quant au maintien des troupeaux, il n'est pas possible que le recours à la transhumance pendant des périodes de plus en plus longues avec les effets négatifs qu'elle entraîne : perte de lait pour la population et de fumure pour les champs.

Durant l'étude, nous avons eu l'occasion d'observer à plusieurs reprises des familles entières Peulh en transhumance soit par charrette ou à pied. Sur les vieux terroirs du Sine Saloum, la gestion foncière est toujours détenue par les anciens. Les femmes et les jeunes souffrent plus que les autres du manque de terres arables et n'ont accès à la fumure et aux équipements qu'en dernier lieu. Ce jeune agriculteur charretier, P.N, 34 ans, célibataire, s'est confié en ces termes :

*“Nous les jeunes on ne peut même pas avoir de bons champs et même si les semences arrivent, nous on n'en a pas car c'est pas suffisant. On n'a pas non plus de matériel ni d'équipement”.*

Dans les terroirs du Sine particulièrement et une partie du Saloum (Gossas), la saturation des terroirs et l'agriculture qui est en crise s'explique. En effet, historiquement, le système agraire était perfectionné et reposait sur des techniques principales :

- Des systèmes de culture ancrant les céréales (mil et sorgho), l'arachide ; la jachère permettant de combiner divers types de rotation ;
- Un élevage important, étroitement ancré à l'agriculture : rapport de fumure animale, utilisation des ressources fourragères provenant de la jachère et des résidus de culture ;
- La création et l'entretien d'un parc arboré.

Le système agropastoral intégré et intensif fournissait la base vivrière et les revenus monétaires aux populations attachées à leur terroir. La culture du mil était regroupée et celle de l'arachide totalement individualisée. Ainsi, depuis quelques temps, des problèmes de gestion foncière n'ont pas tarder à se signaler à cause de la forte pénurie des terres arables. Les aînés de segments de lignage demeurent les gestionnaires du foncier et la création des conseils ruraux n'a pas fondamentalement modifié les règles à ce niveau. Il est donc question d'appropriation accrue de la ressource végétale, de mise en gage de parcelles pour certains exploitants endettés, d'expulsion progressive de l'élevage extensif.

La désertification étant, le parc arboré a vieilli, s'est dégradé, n'est pas régénéré, ce qui traduit un certain abandon. Les explications de ce non-renouvellement sont multiples : Disparition des jachères, généralisation de la culture attelée, régression des germinations, impact direct de la sécheresse,...). La succession d'années sèches a ainsi entraîné un abandon général de la culture de certaines espèces à cycles longs comme le mil tardif. Seulement, l'arachide et le petit mil se cultivent encore et en petite quantité pour le dernier. Aussi, le désengagement des institutions notamment les services agricoles sont un fait que toutes les populations agricoles ont déploré. Elles affirment toute l'idée que les semences ne sont pas octroyées à temps et en quantité suffisante comme on peut l'illustrer par l'exemple de M.S âgé de 81 ans, père de 12 enfants, agriculteur, ancien commerçant : "Les gens vivaient avant de l'agriculture (mil, souna, sanio, coton, sorgho) de la pêche.

La chasse était moins importante et on faisait un peu de maraîchage. L'introduction des blancs a amené la culture de l'arachide. Et le fait maintenant qu'on ne cultive plus l'arachide en quantité suffisante a paralysé les choses. Cela est dû au manque de pluies et les paysans n'arrivent plus à rembourser leur crédit. Le gouvernement donnait les semences toujours le 07 mai mais maintenant, il traîne les choses jusqu'au mois de juin. Les gens actuellement n'ont plus de quoi vivre. Les semences viennent en retard et insuffisamment. Il n'y a pas de travail

ici, ni aucune ressource. Le non-remboursement du crédit a créé un manque de confiance du gouvernement vis à vis des paysans puisque avant, ce dernier, à chaque fois, nous proposait de nouvelles variétés pour essayer. Et les cadres ruraux de Bambey ( ENCR ) expérimentaient à chaque fois les variétés. Maintenant, beaucoup d'usines qui faisaient 300 Tonnes par jour ont fermé leurs portes parce qu'il n'y a plus de mise (prêt à long terme 5 ans et court terme 2 ans)".

Le déclenchement du processus de paupérisation s'explique en outre par la salinisation des sols qui augmente de plus en plus. En effet, Fatick est une région à forte teneur en sel et dont les sols ne s'adaptent pas au maraîchage pour constituer une activité alternative durant la saison sèche. Le développement des terres constituées à majeure partie de "tann" ( terres arides et salées) freinent l'extension des terres cultivables.

La rigueur du climat a provoqué fréquemment un effondrement de la production et accentué les variations inter annuelles. Les conditions climatiques caractérisées par l'alternance d'une saison sèche et d'une saison des pluies qui ne durent que 3 mois ou 2 mois et demi sont défavorables aux paysans. Il pleut surtout de mi-juillet jusqu'à mi-septembre il s'en suit une évolution des sols qui deviennent infertiles puisque la saison pluvieuse qui devait favoriser une vie végétale et animale intense a regresse.

La saison sèche caractérisée par une période trop longue et des températures élevées provoque en outre l'assèchement des mares et l'abaissement des nappes phréatiques. On note également l'influence de l'érosion éolienne qui gagne une partie sur les mares et marigots. Avant la période des sécheresses, les moyennes pluviométriques étaient supérieures à 700; mais avec des variations inter-annuelles. De ce fait la pluie apparaît donc comme le plus déterminant des facteurs de la production agricole.

La sécheresse, la sahelisation, la surexploitation et un certain abandon expliquent en grande partie la dégradation de la végétation compte tenu de tous ces facteurs des périodes de soudure ou de crise alimentaires apparaissent en effet les périodes de soudure peuvent se succéder en souvenir par moments et elles ne correspondent qu'aux périodes où l'alimentation et les circuits d'approvisionnement sont modifiés ceci se produit surtout à l'approche de l'hivernage et dans le cas où il y a un déficit de production découlant des récoltes passées et donc épuisement des stocks d'autres raisons apparaissent à savoir les

prélèvements sur la récolte destinée à la vente ou au remboursement d'emprunts prélevés pour la venue des visiteurs ou pour donner à des parents quelquefois également une rupture de l'approvisionnement en vivres de base peut se produire en cours d'année M.B. 49 ans déclare encore

*« ici pratiquement tous les habitants de ce village ont des problèmes de nourriture surtout en cette période où l'hivernage approche nous avons épuisé depuis longtemps notre mil et nous nous rabattons sur l'arachide qui sert aussi de tremplin pour les semences et pour l'achat de riz »*

Cet état de fait est illustré par I.D. 60 ans et agriculteur

*« tous mes problèmes découlent du manque de soutien des autorités d'entraide et de solidarité, l'insuffisance dans la livraison des graines et des semences les pluies insuffisantes les criquets devastateurs et donc pour la dépense quotidienne, tout ne peut pas être assuré »*

L'élevage a subi les effets de la désertification et de la désertification. En effet si on se réfère encore à l'ouvrage de Iericolais il faut dire que l'ancien système agropastoral sécrété du Sine Saloum devait sa cohérence et son efficacité à tout un ensemble de pratiques mises en œuvre pour assurer au cheptel l'accès à des ressources fourragères aux différentes saisons. Le système fourrager ainsi élaboré comprend quatre composantes.

L'espace pastoral permanent, les jachères pâturées et ou parcourues, le parc d'arbres fourragers, les sous-produits des récoltes pâturage post-culturelles. Les évolutions du système agricole ont considérablement modifié cette organisation. Les défrichements ont fortement réduit l'espace pastoral et ce dernier ne représente plus que 5,5 % des finages. Aussi, la configuration de l'espace agro-pastoral où la jachère formait une sole fourragère fumée par le bétail a considérablement régressé.

Les résidus pailleux des cultures constituaient la base de la vaine pâture qui suit la fin des récoltes à présent même les tiges de mil, pâturage post-récolte sont en grande partie enlevées et mises en meules pour l'embouche ou pour l'alimentation de soudure des bovins non transhumants. Ce qui provoque maintenant d'autres stratégies nouvelles et des pratiques de conduite comme le précise C.N.B. âgée de 49 ans et éleveuse

*« bien avant, nos grands parents étaient près du centre ville mais comme le Peulh par nature est nomade et ne vit en symbiose et bien à l'aise qu'avec les siens, nous nous repliés progressivement pour pouvoir assurer à notre bétail de nouvelles zones de pâturages » .*

Le vol des bétails décrié par la majeure partie des personnes qui detiennent le bétail non transhumant découle du fait que les peulhs pour compenser leur bétail qui meure de faim sont obligés de s'adonner à cette pratique

C'est comme le montre cette dame M.N, 77 ans qui déclare :

*« Nous avons des problèmes de sécurité qui sont relatifs aux Peulhs. Un jour on a déconstruis nos palissades pour emporter tout notre bétail d'un vingtaine de têtes . Avant, ce sont les Laobés qui volaient nos ânes, mais maintenant ce sont les Peulhs ».*

B-L , 62 ans appuie en disant (il nous montrait en même temps les concessions des Peulhs juste devant eux) :

*'' Tu vois ces gens là, on ne peut plus rien avoir avec eux, ils viennent voler notre bétail la nuit et même dès fois nos chevaux. Et ils les transhument de village en village .s'ils ont une quelconque crainte qu'on reconnaisse le bétail, ils les vendent très rapidement. Même la nuit précédente, on a emporté les 06 moutons de mon ami O – D ''*

Le commerce en général et la traite arachidière subit un coup dur après la période coloniale. Pendant la période coloniale, les productions agricoles étaient variées et la circulation des biens entre les terroirs et même avec les royaumes engendraient des échanges fructueux entre populations. La colonisation engendre un nouveau système basé sur la culture extensive de l'arachide. L'arachide est le pivot du système économique que la France met en place dans le Saloum et dans l'ensemble du Sénégal. Il apparaît l'introduction de la monnaie en remplacement du troc. Mais la période de l'indépendance intervient avec des échanges notories.

Le Sénégal s'occupe proprement des affaires administratives et de la gestion de tout le commerce arachidier. il s'agit tout particulièrement du monopole de la commercialisation arachidire, de l'exportation des arachides, de l'approvisionnement du pays en céréales importées et la promotion du milieu rural par le biais des coopératives. Il y a également d'autres aménagements à savoir le développement des marchés ruraux qui ont remplacé les

escales qui étaient les lieux où s'effectuaient la traite de l'arachide et d'autres formes d'échanges. la mise enfin de l'émergence des escales a entraîné des bouleversements multiples : Perte de pouvoir administratif et économique, détournement des voies de communication vers de nouveaux emplacements commerciaux, coupure des relations avec l'environnement. C'est ainsi que nous a relaté nostalgiquement les faits D.S âgé d 83 ans et ancien retraité.

*'' des grands changements sont survenus à Foundiougne d'une manière extraordinaire. Les marchandises débarquaient servaient au ravitaillement de Fatick, de sokone et de toubacouta et même kaolack Foundiougne constituait le 1<sup>er</sup> cercle du sine saloum avec des maisons de commerce qui développaient une activité intense jusqu'en 1941. Je pense, à mon avis que le développement des voies de communication (routes goudronnées) a été une des raisons de la regression brutale des activités. Avant il y avait lus de 100 manoeuvres par usine. Les cetres fabriqués par les charpentiers facilitaient les échanges. Chaque maison avait au minimum 10 cetres'' maintenant la secheresse fait qu'il n'y a plus d'arachide donc plus derendement et ceci est provoqué par la secheresse. Il n(y a plus d'usines et le chômage est répandu.*

Les pêcheurs subissent aussi les effets de la paupérisation croissante. L'exploitation excessive des ressources halieutiques et la salinisation de plus en plus accrue de la mer, des marigots, des mares provoque une diminution des ressources et un dépeuplement au profit d'autres zones moins salées. Aussi, certaines populations ne comprennent pas l'intervention directe ou la surveillance des agents de pêche lors de la période de reproduction de certaines espèces comme le critique fort B.S âgé de 58 ans.

*'' Nous agriculteurs, pêcheurs, sommes les catégories les fatiguées. Le service des pêches On ne peut même plus avoir du poisson pour sa nourriture quotidienne, ou bien vendre pour compenser le manquement des récoltes.*

*Le manque d'infrastructure constitue un fait structurant et dans ce cas le manque d'usines de conservation est évoqué. L'argent capitalisé n'est pas suffisant pour acheter un matériel qui se fait de plus en plus : pirogues, filets de pêche. L'intervention de l'état à niveau est considéré comme minime. Les pêcheurs déplorent le manque de quais de pêche et de création d'aires de transformation, la non livraison de matériel de travail pour occuper les catégories concernées comme le démontre M-L-N, 53 ans, pêcheur.*

*'' A Foundiougne on a pas d'usines de glaces, on ne l'acquiert qu'à partir de Djiffer, Kaolack, ou missirah. Tout le matériel est cher et l'argent dont nous disposons ne suffit pas pour l'achat même pour les réparations multiples. Chaque jour je vais en mer mais depuis le Maouloud il n'y a pas d'essence ici qui peut couter à partir de 7.000 F jusqu'à 15.000 F, cela dépend d la distance. Les gens pensent que les pêcheurs ont de l'argent, mais ça ne se vérifie pas car le matériel de pêche est cher et la mer très aléatoire ; on ne peut pas la canaliser. Entre pêcheurs, la solidarité existe, mais c'est le gouvernement qui ne nous aide pas. Et il fait souvent l'erreur en versant l'argent à des gens qui ne maîtrisent pas les techniques de pêche ( ils ne sont même pas du milieu), ce qui entraine souvent un echec ''.*

En définitive, il faut dire que la paupérisation s'est installée ou s'est déclenchée partout et auprès de toutes les catégories socio-économiques. Aussi bien les chefs de ménages que les personnes prises en charge sont concernées par l'amenuisement des ressources qui couvrent leurs charges.

Il s'agit le plus souvent de familles nombreuses sans soutien et / ou une personne travaille. C'est ce qu'illustre le Vieux R-F (81 ans) en disant que :

*'' Les familles élargies ont souvent une seule prsonne qui travaille et qui doit nourrir une miltitude de personnes : Yor fukinit, Keë diy liguéye, diy feye jku, fuku dig lek te amunu jelmû Kaay''*

Les causes de cette paupérisation liées à la conjoncture sociale et économique sont nombreuses. Elles sont relatives dans la plupart des cas à la disparition du soutien familial (décès) et à l'inactivité des autres membres, à la perte de l'emploi, à la retraite, aux départs volontaires mal gérés.

Le départ à la retraite du seul soutien de famille est un indicateur marquant du processus de paupérisation. La pension de la retraite n'arrive pas à couvrir les besoins des familles. Il s'y ajoute que le relais n'est pas pris par les enfants de ces retraités soit parce qu'ils ne sont pas majeurs ( entre 5 à 18 ans ), soit qu'ils n'ont pas encore trouvé un emploi. C'est toujours le cas de R-F (81 ans ) qui était gérant de SECO à l'ONCAD :

*'' J'ai pris ma retraite depuis 1974 et j'ai travaillé pendant 24 ans dans l'agriculture en étant gérant de SECO, à partir de 54 , j'ai travaillé à l'ONCAD. Il n'y a que mon aîné qui enseigne, marié et qui doit prendre en charge plus d'une vingtaine de personnes. ''*

C'est l'exemple aussi de F-D, 62 ans retraité et ayant à sa charge 13 personnes

*'' Depuis ma retraite en janvier 95, je me retrouve avec une pension de 75.000 Francs par trimestre. J'étais agent d'administration dans les îles puis à Toubacouta . maintenant je n'ai plus d'activité dominante, sinon dès fois je me consacre aux taches agricoles car je suis malade je vais souvent à l'hôpital. Pour les médicaments, le fils à mon père qui est infirmier m'aide souvent. Il y a aussi ma fille aînée qui est mariée et qui se trouve à Dakar qui m'envoie une aide irrégulière. ''*

Aussi ces parents "conjuncturels" (terme devenu courant) n'ont plus de quoi payer les couts d'appui à la scolarité des enfants. Le décès du soutien de famille contribue au bouleversement dans la précarité de la survie de la progéniture.

La paupérisation entraîne donc avec lui des effets touchant tous les domaines : éducationnel, sanitaire, nutritionnel pour ne citer que ceux-là. L'abandon scolaire des enfants est massif par découragement ou par manque de moyens pour assurer les frais de transport et de scolarité. L'exemple que relate K.B, 18 ans est patent :

*Les difficultés scolaires son liées au manque de livres, documents, moyens de transport. Les élèves qui viennent des villages souffrent plus car pour l'hebergement et la nourriture, ils doivent apporter 30.00 pour l'année et un sac de mil. Aussi la distance séparant les habitations et le lycée est longue on a pas de voitures pouvant nous épargner des 4 Km à faire pour l'aller et retour. Même actuellement mon père ne veut plus se sacrifier pour nous il est découragé par les études. En effet beaucoup de jeunes ont le bac mais ont coupé avec l'université. d'autres sont des militaires qui ont été libérés de leur travail. ''*

*''Il y a aussi un facteur culturel déterminant par rapport à la dimension éducationnelle et qui est le fait selon M-D, 32 ans que : Les Sérères Nierninkas n'ont pas la culture d'envoyer leurs enfants à l'école de même que les ''Saloum-Saloum'' d'ailleurs ce qui constitue un facteur bloquant. ''*

## Perception de la pauvreté selon les catégories socio économiques

Par rapport aux différents avis recueillis, une relative diversité de la perception de la pauvreté apparaît selon les catégories socio économiques

Cette perception de la pauvreté est variée selon l'activité que l'on occupe. La catégorie socio économique à laquelle on appartient est relative à des aspects matériels ou morales. Certains se réfèrent à la richesse matérielle et d'autres évoquent des facteurs d'ordre moral ou psychologiques. Les derniers concernent le fait de ne pas disposer d'un capital social mobilisable, de ne pas appartenir à des réseaux de solidarité qui développent des liens forts ; de ne pas avoir de bonnes références de valeurs morales et spirituelles, de ne pas avoir un soutien quelconque ou de ne pas faire partie d'un circuit de redistribution, le fait de vivre dans l'inquiétude, la perte de confiance en soi et l'insatisfaction permanente. Avant toute analyse, disons que ce sont les personnes âgées qui se réfèrent le plus souvent au déterminant moral, tandis que les jeunes ont plutôt une perception matérialiste liée au bien-être et partant à la pauvreté.

N.D. 64 ans, vendeuse de couscous considère que la pauvreté ne doit pas être dramatisée et elle le précise en ces termes :

*« diy sabablu ba yalla dike, diis yalla recl sa soxla yi, bunu am lunu ndunderek, basena ».*

Ce qui se traduit par le proverbe « aide toi et le ciel t'aidera ». Il faut faire son devoir à savoir travailler et confier le reste à Dieu pour qu'il nous assure de quoi vivre chaque jour. Les préoccupations sont différentes de celle de ces jeunes A.S. âgé de 15 ans et éleveur :

*« il faut nous aménager un terrain de foot ball, nous livrer un ballon et des maillots pour notre équipe. La prochaine fois, il faut aussi nous donner des pantalons jeans. ».*

Les perceptions de la pauvreté sont exprimées aussi en fonction du statut matrimonial et du genre. Pour les chefs de ménage, ne pas pouvoir assurer la dépense quotidienne, ne pas avoir un matériel suffisant, pour les travaux champêtre et ne pas avoir les têtes de bétail constituées, entre autres, des signes de pauvreté. Pour les femmes, la référence à la nourriture est encore faite et elles insistent plus sur le plan quantité et qualité des mets ; c'est le fait aussi

de ne pas pouvoir s'habiller et habiller sa famille correctement comme le relate ce groupe de femmes mariés et âgées entre 18 et 30 ans :

*« nous devons nous occuper nous-même de notre habillement et de celui de nos enfants car nos maris ne s'occupent que de la nourriture et nous achetons nous-mêmes notre vaisselle ».*

Aussi, un groupe de jeunes él-èves rencontré se réfère à l'habillement pour décrire leur vision de la pauvreté (ils sont âgés entre 18 et 25 ans) :

*« au C.E.S. ou au lycée et dans les tous les milieux scolaires d'ailleurs les pauvres se reconnaissent surtout à travers l'habillement mais aussi le manque de fournitures ».*

Les jeunes garçons et les jeunes filles surtout pensent que le pauvre se reconnaît facilement par la quantité et la qualité de ses habits. Souvent, ils ne travaillent pas et ne peuvent pas recourir non plus à leurs parents démunis. Ces derniers se préoccupent plus des problèmes de survie. D'autre part, on note une quelconque stigmatisation entre autochtones et allochtones. Ainsi, comme le révèlent les entretiens faits de part et d'autre auprès de ces deux catégories, il y a beaucoup de cas où les autochtones pensent que les autres sont les plus pauvres et dans d'autres cas où c'est la perception inverse qui se manifeste. Lors de nos entretiens avec les populations, on voit nettement que ce sont les nouveaux quartiers appelés « sinthianes » qui sont désignés comme les plus pauvres.

En faisant la part des choses, le choix a finalement porté sur deux de ces quartiers et le quartier le plus ancien se considérant, en général, comme le plus nanti.

Les allochtones pensent le contraire et disent « fi ken tané vufi kenn » ; ce qui se traduit par : « ici nous sommes tous pareilles ». D'après eux, même si les autres ont des maisons plus belles que les siennes il n'en demeure pas moins que leurs conditions de vie sont à peu près identiques. Sauf le cas des fonctionnaires à savoir :

*« gniy ligueye thi bureau »*

, la majeure partie des populations rencontrent des difficultés liées à l'accès aux services sociaux de la base. Bref, l'image qui consiste à faire croire ou à croire que les habitants dans des maisons en dur sont plus aisés que les autres est battue en brèche. Les gens ont

l'habitude de juger, à priori par l'extérieur par l'extérieur et le style des maisons alors que même si dans certains cas cette assertion est juste, ils sont confrontés aux durs réalités de la vie. Ainsi les personnes rencontrées, en général estiment qu'ils sont pauvres parcequ'elles n'ont pas de belles maisons et qu'ele ne travaillent pas dans un bureau. Non plus et donc pas d'argent régulièrement pur gérer leur guise leurs dépense.

La référence au capital relationnel est moindre. Les gens interrogés précisent que les pauvres s'entre aident mais elles n'ont pas les moyens de le faire quand les autres ont les mêmes difficultés, on ne peut pas solliciter leur appui car ils ne peuvent pas satisfaire leurs besoins personnels. A ce niveau il n'existe pratiquement pas de catégorisation qui puisse être faite car mêm si les personnes ont des soutiens, ce soutien n'est pas régulier.

Leurs parents, voisin et amis sont souvent perçus comme pauvres. Même s'il y a des gens considérés comme riches, ils s'approprie et se camoufle de peur de ne pas montrer aux autres qu'ils ont une situation meilleure.

Un certain M.D. 62 ans le montre :

*« Ici il n'y a pratiquement pas de gens aisés et ceux qui sont moyennement aisés ont peur d'exhiber leurs richesses se l'appropriant et ne développant aucune stratégie pour faire évoluer leur argent ou aider les pauvres : fi ni nak no app te ni am da no boof thi sen alal ».*

Aussi le fait de ne pas pouvoir former un réseau de solidarité ou un groupement durable et de participer à une vie associative intense constitue un signe de pauvreté évoqué par les femmes. Le groupe de femmes mariées et âgées entre 16 et 41 ans, appartenant à un groupement qui n'est pas fonctionnel en ce moment relatent leurs problèmes.

« nous avons créé notre groupement « bok jom » depuis 2 ans . C'est un Mbootay car on ne dispose pas encore de papiers pouvant le régulariser. comme on n'a pas de moyens ni de soutien non plus, on s'est réuni pour créer ce groupement de 24 personnes. on a cotisé au départ 250 frcs par personne pour l'achat de semences de mil, le binage du champ et la paie des jeunes. le premier hivernage, on a eu 400 kgs de mil et l'année dernière 500kgs. Après vente et évaluation des dépenses, il ne nous restait plus dans notre caisse que 50.000 Frc. Et cette année, on a toujours pas encore semé car le travail est dur et on a pas de matériel pour le faire. Ces 50.000 Frcs ne nous suffisent pas pour entretenir convenablement un champ d'arachide

ni installer une boutique. Donc pendant la saison sèche, on a aucune activité. Ici, presque beaucoup de familles ont fui à Touba, Mbour, Dakar et nous ont abandonné. Nous, comme on a pas de « pieds pour fuir », on reste.

C'est le sort réservé aux ménagères et des fois aux jeunes filles qui ont abandonné l'école ou ne l'ont pas fréquentée du tout. Le plus souvent même, ces dernières n'appartiennent à aucun groupement et n'exécutent aucune activité qui peut leur générer des revenus. Les jeunes gens affrontent donc la vie avec beaucoup de désirs insoufflés. Cette catégorie qui s'attache plus aux aspects matériels vivent en permanence dans l'estime de soi et l'insatisfaction. Enfin, la catégorie inactive (ménagères chômeurs) perçoivent la pauvreté d'abord par rapport au manque de travail mais aussi à l'oisiveté et le manque de stratégies de sortie de crise pas par manque d'initiative mais surtout par faute de moyens. La catégorie des agriculteurs souffrent également de cette léthargie marquée en saison sèche. Lorsque les activités agricoles arrivent à leur terme, d'autres activités de survie, surtout pour ceux qui sont en brousse. Cette catégorie est considérée comme la plus vulnérable car comme le pensent aussi bien les actifs que les inactifs, « ce qui est mauvais, c'est de ne pas pouvoir exercer une activité si minime soit elle. L'exemple de G.M., 40 ans, et chômeur nous le révèle : « Je suis en chômage depuis 3 ans. J'avais un contrat à la Sonacos Lyndiane qui s'est épuisé. Il n'y a aucune infrastructure ici nous sommes à l'extrême et on boit le thé à longueur de journée. Il n'y a que le vent ici.

Le manque d'activité constitue entre autres une cause de la pauvreté. Cette vision est partagée par toutes les catégories rencontrées.

Les actifs quant à eux spécifient davantage leur cas comme ce maçon de 40 ans, O.D. qui relate les problèmes rencontrés par rapport à son activité.

Les clients ne paient pas bien ? le matériel de travail est cher et la paie des ouvriers EST difficile. On ne s'en sert presque pas ». Cet avis est partagé en général par l'ensemble des ouvriers : menuisiers, frigoristes, tailleurs, chauffeurs, pêcheurs, artistes.

La catégorie des fonctionnaires et des marabouts sont perçus et perçoivent comme les moyennement pauvres. Les plus pauvres disent que les fonctionnaires sont plus aisés car ils ont un salaire à la fin du mois constituant une soupape de sécurité. (« fi dal fonctionnaire yi

*am na mundaxxjape na nu ci lu ver ») . Quant aux marabouts, ils sont perçus également comme n'ayant pas trop de difficultés car bien que n'ayant pas une activité apparente, ils bénéficient de la soumission par donation financière de leurs « talibés » et d'autres privilèges qu'on leur accorde. La femme d'un de ces marabouts K.M.N., 26 ans affirme qu' :*

*« ici on peut dire que personne n'assure la totalité de ses besoins, mais vraiment, on ne se plaint pas ; tout le monde s'entraide, marabouts, talibésss, beaux frères, belles soeurss et beaux parents se respectent ».*

Une autre vision est dictée par A.K., 36 ans et étant talibé d'une famille maraboutique. Dans le village , on a pas de problème de nourriture car nos mariss se débrouillent (chauffeurs, tailleurs) ; ls autres bénéficient dess privilèges maraboutiques.

En définitive, il faut souligner une fois de plus que la pauvreté est perçue d'une façon exhaustive différente .

Néanmoins les « très pauvres » et les pauvres perçoivent la pauvreté comme découlant du manque d'infrastructures dans leur zone du manque de travail et donc de ressources et du manque de soutien de la part des autorités ou des gens moennement aisé qui court-circuitent l'aide de l'Etat ou des O.N.G.

### **Formes et mecanismes de vulnerabilite d'insecurite de risques d'exclusion de marginalisation**

Lors de nos enquêtes de terrain mais surtout avant le choix des quartiers dans les communes, la notion de stigmatisation commençait à faire son apparition.

Au niveau de Fatick, les populations commençaient à stigmatiser les « sérères de Ndiaye Ndiaye. Selon P.N. 36 ans célibataire et chômeur :

*La pauvreté est masquée à Ndiaye Ndiaye par les liens familiaux car ces autochtones ne veulent pas être considérés comme les plus pauvres de FAICK... »*

P.N. étant originaire de THIES nous explique cela par le fait que les sérères habitant ce quartier revendiquent la paternité de Fatick. Donc leurs croyances font qu'ils ne veulent pas donner l'idée d'exclusion car les habitants des centres villes pensent ainsi. Cela nous a été livré par un jeune de Darel (sous quartier Peulga), C.N. 24 ans enseignant.

*Etant un quartier de sérère, les gens de la ville (Ndiouk ; Escale...) nous assimilent à des gens belliqueux car nous sommes dans un quartier inondable et non restructuré... »*

L'habitat (ou le quartier) est parfois considéré comme source d'indication de la personne pauvre. Or l'habitat dans tous les sites enquêtés n'est pas dans un état bon car même dans les centres villes les bâtiments en dur sont dans un état délabré et d'autres sont abandonnés. Donc l'habitation (en dur ou en paille) ne peut pas fonctionner comme critère de marginalisation.

La pauvreté dans la région de Fatick est exorcisée car tout le monde accepte ce fait. L'absence de soutien peut être le mécanisme de vulnérabilité car comme les autres facteurs structurants le basculement et la marginalisation peuvent provenir de ça.

Les propos de cette mère de famille sont édifiants. F.D. plus 40 ans mariée avance :

*« ---mon mari ne travaille pas et il n'a pas les moyens .En plus j'ai perdu 7 personnes ( mes enfants). Ils étaient 3 filles et 4 garçons. S'ils étaient là peut être les choses allaient se passer autrement Dans notre quartier il y'a des pauvres mais la différence vient de la personne qui peut les aider... »*

Si la pauvreté est acceptée, les gens ne cherchent pas à avoir trop mais trouver de quoi assurer le manger chaque jour .Donc la sémiologie de « kenn tannewul ken » ( tout le monde est au même pied ) fait que chaque personne (pauvre) s'exclue lui même pour vivre sa situation. Cette exclusion individuelle peut à la longue devenir générale et chacune se suffit à elle même .Chaque famille essaie de vivre dans le « soutoura » ( intimité) ses problèmes car cela est fréquent dans le milieu sérère.

Ces formes et mécanismes sont généralement combinés car dans le monde rural, l'activité génératrice de revenus est l'agriculture et à un degré moindre l'élevage.

L'agriculture quant à elle , est sujette à beaucoup de facteurs qui peuvent créer la vulnérabilité, l'insécurité, les risques d'exclusion et de marginalisation des populations. Parmi ces facteurs nous pouvons citer :

-Le paludisme qui est un fait structurant de la pauvreté en milieu rural .Il intervient en milieu d'hivernage et peut clouer au lit beaucoup de gros valides dans une même famille.Cette période correspond au poment de développement des herbes sauvages qui peuvent être sources de non production ou de production décroissante.

Si les récoltes ne seront pas bonnes, le problème de nourriture se posera car l'aide ou la solidarité n'est pas bien structurée.En plu la maladie (paludisme) qui tue beaucoup va faire ressortir de nouveaux soucis tels que l'accès aux services de santé, l'achat des ordonnances qui pose problème surtout des dépenses.

Le manque de terres cultivables et la rareté des pluies font que les paysans ne vivent plus « dugub ba dugub » c'est à dire avoir assez de mil et le manger pendant 9 ou 12 mois.

Comme l'atteste cette semiologie populaire.

« ku yaakar mbay su doxul katorox » , littéralement « celui qui fonde ses espoirs sur l'agriculture et celle ci ne marche , il va basculer dans la pauvreté)

Après ces pionts nous avons une exclusion ou marginalisation fondée sur le genre .Concernant la distribution des semences, l'Etat ne donne que 150 kilogrammes d'arachide au chef de ménage (homme) Cette distribution fait que les jeunes et les femmes n'ont pas de revenus assez substantiels à la fin de la saison (pendant la traite ). C'est l'appartenance à un groupe d'âge ou à un sexe qui donne le plus de revenus .Ce qui fait que ces groupes vivent beaucoup la crise en la supportant avec le chef de ménage.

Ces données proviennent de matrice des revenus dans les villages de NDOUNDOKH et de THIAMENE BIRANE.

Une autre mécanisme c'est le vol de bétail qui est top fréquent dans la région dd Fatick (zone urbaine et zone rurale ).Ce vol n' épargne personne et tout est pris même les machines , charettes et le bétail (ovins, caprins ; bovins---)

Les propos de I. D.28 ans célibataire sont clairs.

*« ...Le manque de sécurité est bien ressenti dans notre village car les voleurs ne nous laissent pas vivre, Achaque passage ils emportent toutes nos bêtes »*

Ce sont ces petits ruminants (moutons, chèvres) que vendent en général les chefs de ménage pour régler certaines affaires (ordonnances, dépenses quotidiennes). Ce bétail est généralement considéré comme un moyen d'épargne dans les villages. Les femmes qui ont des loumas pour compléter les dépenses quotidiennes qui parfois n'existent pas. L'insécurité est assez décriée mais aussi le développement de la corruption. La corruption est utilisée par les voleurs pour être libérés quelques jours après leur arrestation.

Nous en reviendrons dans la partie : Analyse institutionnelle. Ce point ne peut être que le prolongement du point intitulé ; points de rupture dans le vécu des acteurs : faits structurants et leurs modalités opérationnelles, car ces points de rupture font naître la pauvreté ou l'aggravent. Cette aggravation conduit à l'insécurité, l'exclusion et la marginalisation de la personne pauvre ou de sa famille car l'aide et la solidarité ne sont pas érigés en règle .

Ceci est dû au fait que c'est le nivellement par le bas et chaque famille tente de sortir la tête de l'eau.

### **Principales tendances du vécu au quotidien des ménages et des acteurs individuels.**

La pauvreté étant acceptée par les familles ( selon les personnes enquêtées ) nous devons maintenant voir les stratégies développées par les ménages mais aussi les acteurs qui les composent. Ceci dans le but de voir comment la crise est vécue et qui la supporte dans les ménages ? Quelles sont les stratégies collectives ou individuelle qui sont développées dans les ménages pour faire face à cette pauvreté ?

Dans les ménages ( en milieu rural et urbain) en fait a été constaté de la dépense quotidienne et par fois l'inexistence de celle ci. Mais dans tous les cas les familles arrivent à manger même avec des difficultés.

Ces tendances se notent le plus dans le domaine alimentaire C T N D 24 ans célibataire sans enfants pêcheur, nous explique.

*<<.. Pour l'alimentation nous l'assurons mes frères et moi en allant à la pêche chaque jour. A la fin nous regroupons pour estimer la prise et calculer les charges ( pirogue, carburant ...) Une fois celle ci déduites (charges) on tire la dépense quotidienne qui s'élève à 3000 Francs pour le déjeuner et le dîner. Pour le petit déjeuner chacun se débrouille, de même que pour la santé, l'habillement...>>*

Ici nous voyons que c'est de manière collective que la nourriture est assurée dans cette famille. Chacun participe par la force physique. Cette manière est proche de la notion de cablage car les parts sont égales du fait du travail collectif ( pêche ) pour arrondir les angles.

Mais là il faut noter que l'autorité du père demeure. Etant présent on lui remet l'argent de la dépense et à son tour il la donne à la femme qui doit aller au marché. La gestion de celle ci par le père est du ressort du travail des enfants.

Un autre cas s'est illustré toujours dans ce même processus,

*<<.. lorsque les choses marchent, je donne 5000 Francs à mon père et cela pour combler les jours de mon travail. Ce que je donne n'est pas une charge fixe mais c'est un devoir envers parents. Cette participation permet d'assurer le dépense les deux (02) repas. Elle se chiffre à 2500 F tout compris ( riz, huile et des fois poisson) ...>>*

Ces propos de EMC 22 ans célibataire qui vit chez ses parents sont édifiants pour montrer que l'assurance de la dépense est du ressort de la participation de tout membre de la famille qui a les possibilités. C'est une charge non contraignante.

Lors d'un entretien avec un groupe de jeunes à Fatick (quartier Peulgha), ils reconnaissent leur devoir de participer symboliquement dans les affaires familiales. Mais avec le chômage accru, ils donnent que lorsqu'ils ont un « door » (un coup) et cela avoisine les 5 000 francs, Pour eux la participation de manière normale revient aux jeunes positifs c'est à dire les volontaires de l'Education Nationale ou bien les salariés.

Est-ce une fixation sur le salaire ou c'est le chômage qui fait que ces jeunes arrivent à être catégorisés de « jeunes négatifs ». Mais tout compte fait la participation des jeunes actifs

permet aux familles de manger au mois un rôle primordial. Leur implication dans la gestion des ménages fait que la pauvreté n'a pas fait basculé beaucoup de famille. Qu'elles soient veuves, mariées ou célibataires, elles exercent des activités pouvant atténuer les charges si le mari ou les parents en assurent quelques unes ou rien des fois.

Ce récit assez illustratif peut nous édifier :

*« Je m'appelle N.B.C. et j'ai 31 ans, divorcée avec 3 enfants. Je vis chez mon père. Je suis vendeuse de beignets et de Fondé au marché. Les bénéfices varient entre 5 000 et 6 000 F par jour. Concernant notre maison, je participe à toutes les dépenses et je les partage au milieu avec mon frère aîné. Pour l'alimentation, je fais la cuisine par tour avec la femme de mon frère. Si je dois cuisiner, je viens tôt le matin pour vendre jusqu'à 10h ou 10h30. je prélève sur les recettes (beignets et Fondé) pour faire mes provisions (déjeuner et dîner). Je peux dépenser 2 000 à 2 500 francs si le riz et l'huile ne sont pas disponibles.....*

*Pour l'eau et l'électricité, je partage les montants (à part égale) avec mon frère. Cela ne dépend pas de ma consommation. Je n'ai pas d'aide. C'est le commerce et le Mbaraan qui me font vivre. Les Mbaraan assurent les effets secondaires tels les Natts, Tontines...). Mes mbaraan sont en général des jeunes mariés (40 ans) ou des vieux. Par le mbaraan, je participe à deux (2) tontines. Je mise pour l'une 500 F par jour et l'autre 2 500 F par mois... »*

Comme nous le constatons dans ce récit, le petit commerce devient une activité génératrice de revenus pour cette divorcée. Le fruit de ce commerce est surtout utilisé pour assurer la nourriture quand son « age » (tour pour cuisiner) arrive. Même si ses parents sont là. Elle assure tout pendant cette période.

Mais l'utilisation de son tissu relationnel par le phénomène du Mbaraan lui permet de combler le déficit de charges ou problèmes à régler. Si mes liens amoureux sont liens forts, son utilisation permet de subvenir à des besoins qui ne peuvent pas être satisfaits du fait du nombre important de charge. Le mbaraan semble être institutionnalisé car les filles ou femmes célibataires l'instaurent pour avoir plusieurs sources de revenus.

Ces propos d'une fille sur l'origine de son budget pour l'habillement sont clairs.

*« ...Je suis K.C. 17 ans, célibataire sans enfants. Le budget pour mes habits est garanti par mon amant « Dieukeur » ( son mari selon les termes). Nous n'avons pas encore scellé notre union mais il m'assure 15 000 à 20 000 Francs par mois. Il est à Dakar, ici les mbarann règlent les affaires dites courantes : petit déjeuner, dîner et effets personnels.... »*

Cette institutionnalisation est-elle conjecturale ou normale car le mbarann pour vivre et faire vivre se développe de manière fulgurante sans que les parents interviennent ou interpellent leur progéniture.

Dans cette situation de crise ou de pauvreté, l'acteur est-il exposé à un problème de survie pour se mettre en action pour assurer coûte que coûte.

En milieu, si les problèmes se posent, c'est toujours les femmes qui vont se sacrifier pour régler le problème. Les faits structurant de la pauvreté urbaine sont généralement la retraite, le chômage des jeunes et la maladie.

Dans tous ces cas de figure à Fatick (région), les actrices feront de leur possible.

Pour étayer cela, nous prenons l'exemple de cette femme dont le mari n'a pas de travail fixe et ses enfants sont mineurs.

*« Je me nomme P.S 41 ans mariée, mère de 05 enfants. Dans la maison, mon mari travaille en dent de scie (travail pas fixe) et nos enfants sont jeunes, l'aîné a 13 ans. Je suis obligée de faire du « teuss-teuss » pour bouillir la marmite chaque jour. Presque je prends en charge tout ( eau, habillement, éducation) avec le fruit de commerce qui n'avance pas. Je vends de l'arachide, du mil, du son et je fais le dioni-dioni (tout ce que je gagne, sert au manger...) car « Sakku ngir mou taxaw daga siy sol dara » ( littéralement : le ventre vide ne peut pas tenir...) ».*

Ceci montre comment les femmes se préoccupent du vécu quotidien de leur ménage. Ce qui fait qu'il y a une nouvelle redistribution des rôles dans la sphère familiale. Ceal s'explique par le fait que certains maris ne donnent plus ou ne donnent pas assez pour les charges familiales. Cette redistribution est plus accentuée en milieu rural où les maris généralement des cultivateurs travaillent trois (3) mois sur douze (12). Tout ce qu'ils gagnent

varie selon la saison des pluies. La pluie constitue l'unique instrument de mesure de la pauvreté en milieu rural.

Lors de nos entretiens de groupe avec les femmes des villages de Thiamène Birane et de Diambey II, nous avons recueilli de la part de celles-ci des informations relatives à leur vécu quotidien.

Pour elles à la fin d'hivernage, les maris s'arrangent à mettre de l'arachide et du mil dans les greniers et parfois un sac de riz si la saison est bonne. Avec ces produits, ils donnent entre 300 francs et 500 francs.

C'est là le début de nos problèmes car ils nous faut se démerder « teuss teussi » pour bouillir la marmite car comme le dit l'adage « louteu goor diaxalna jigéen ». Ces femmes sont obligées par les activités génératrices de revenus qu'elles exercent de combler par différentes manières :

- Par la vente des moutons ou chèvres existantes appartenant à la femme,
- Par les bénéfices du « walbati » dans les loumas.

Ce phénomène consiste à acheter de l'arachide ou du mil pour des commerçants. Ces derniers nous disent leur prix d'achat par kilogramme et nous nous achetons par « pot » c'est à dire mesure par pot. Si le prix du commerçant est de 75 francs, nous cherchons le pot à 85 francs. L'achat de grandes quantités nous permettra de faire des bénéfices pour acheter quelques condiments : tomates, piment, kethiakh, c'est à dire tout ce qui peut combler la dépense quotidienne.

Une femme de Thiamène Birane nous disait :

*« ...Chaque fois que la voiture des poissons venant de Kaolack arrive, je prends 20 kg que je revends d'abord dans le village, Des fois , les villageoises achètent aux environs de 15 kg et le reste doit être acheminé dans les villages environnants qui se trouvent à 2 ou 3 km du mien. Les bénéfices sont faibles et tournent aux alentours de 300 ou 500 Francs plus du « reundd » (poisson que je dois cuisiner). Mais que faire car « jaboot mënnul togg »... »*

La volonté de donner à manger à sa famille fait que ces femmes sont obligées de faire le petit commerce qui ne rapporte de grosses économies. Mais cette économie domestique bouche certains trous dans le quotidien familial.

Cette implication des femmes dans les ménages fait que la pauvreté avec son aspect le plus fondamental qu'est l'alimentation est gérée quotidiennement. Cette semiologie populaire est assez instructive : « lou cinn xatt xatt, xorom khaj nasi » ( quelque soit l'étroitesse de la marmite, il y aura toujours une place pour le sel). Ce qui signifie que même si la dépense quotidienne est suffisante, la femme aura toujours de quoi y combler et si c'est le contraire.

L'implosion du microdétail est expliquée avant tout dans la présentation du secteur commercial de la région de Fatick. C'est une région sans grossiste proprement dit et en plus d'achat des populations est très faible. Tout doit être détaillé pour que les populations puissent y accéder. Les loumas constituent les lieux où ces dernières font leurs provisions de façon à économiser quelques choses.

Dans les villages où presque les boutiques sont absentes, le commerce exercé par les femmes touche les denrées de première nécessité plus les condiments à utiliser pour la préparation des repas. Tous ces produits sont fragmentés pour qu'ils soient à leur portée.

La situation économique et sociale de Fatick fait que les sources de revenus sont limitées surtout chez les jeunes. Le chômage accru fait que ces derniers n'ont pas de quoi participer dans le vécu quotidien sauf au cas où ils sont des familles exerçant une activité (pêche, agriculture..). Dans tous les cas, le vécu quotidien familial dans cette région est presque géré par les femmes avec leur économie domestique provenant du petit commerce, des natt, pour tout dire de ce qu'elles ramassent : « foraatu ».

## Quatrième Partie : comment les acteurs reagissent face a la pauvreté.

### Les Ajustements à la Pauvreté.

La pauvreté n'étant plus une affaire géographique (zone rurale ou urbaine) même si les faits structurants (causes) varient d'un milieu à un autre, fait naître de nouvelles manières de vivre. Celles-ci sont ajustées suivant les modes de vie dans l'unique but de ne pas basculer dans la précarité. Ces stratégies ou ajustements deviennent généralement pour toute une zone géographique de la règle d'art pour lutter contre la pauvreté.

Durant nos enquêtes de terrain, nous avons eu à recueillir diverses formes d'ajustement dans les habitudes alimentaires, vestimentaires, sanitaires mais aussi les échanges et formes de sociabilité...

### Le Logement :

Pour le logement les problèmes ne se posent pas comme dans les autres localités car la plupart de nos enquêtés vivent dans leur maison familiale ou en location. Même dans les maisons familiales le nombre de personnes qui s'y trouvent est généralement trop élevé par rapport aux chambres donc la promiscuité y est notée. Mais vu les difficultés de la vie, les chefs de famille n'ont pas de quoi augmenter le nombre de pièces.

Ceux qui vivent dans les quartiers dits périphériques sont souvent victimes d'inondations mais ils ne peuvent pas quitter faute de lieu d'habitation. Selon D.NG. marié 49 ans »Bu asamaan sakhaté rekk moutaw » car notre quartier est dans une cuvette et nous sommes obligés de veiller toutes les nuits quand il pleut. Mais vu toutes ces difficultés, ces personnes sont sans solutions et elles acceptent de vivre dans ces tas d'eau pendant la durée de l'hivernage. Cette absence de stratégies ne devient elle une solution car comme l'affirme D.G. 32 ans mariée et 2 enfants :

*« pour l'inondation nous ne quittons pas nos maisons, nus feronsdenotre mieux pour les géreren mettant des fois des tas de sables... »*

Or il est reconnu que Darel (quartier Peulga à Fatick) constitue la zone ui inonde le plus pendant l'hivernage. Même l'habitat a l'intérieur des communes n'est pas des meilleurs car ce sont des batiments vétustes que nous retrouvons dans ces localités.

En milieu rural ce sont les cases en banco que nous trouvons partout et celles ci sont à la portée des fortes pluies. Pour montrer l'impact de cette eau de pluie sur les habitats, nous proposons ce récit :

*Je me nomme I.D. 41 ans marié 1 femme et 5 enfants. L'eau des pluies fait beaucoup de jours dans les mains et celles-ci sont « avalées » par cette eau. Moi je suis obligé de faire des trous d'évacuation dans la mienne. Si cette quantité est assez importante, toutes les maisons qui ne sont pas en dur risquent de disparaître. Donc gare aux sans moyens comme moi...*

Cette acceptation de vivre dans ces conditions est elle du bon vouloir de ces populations ou une simple résignation du fait de la pauvreté. Mais cette stratégie de vivre dans ces conditions n'est elle pas un ajustement car ces populations n'ont pas les moyens de construire en dur et de louer des maisons.

Cette résignation de vivre dans ces conditions précaires permettra-t-elle à ces chefs de ménages d'économiser pour régler d'autres problèmes liés aux autres aspects de la vie de sa famille.

#### **Alimentation :**

Dans les points développés sur les conditions de vie et les principales tendances du vécu au quotidien des ménages et des acteurs individuels, l'alimentation constituait un élément essentiel tant au plan qualité et quantité qu'au plan de sa réparation(moyens).

Pour l'alimentation les familles commencent à trouver des stratégies pour mieux contenir cette pauvreté. Par celles-ci nous pouvons lister quelques-unes :

#### **La Supression du Petit Déjeuner :**

Vu les difficultés que rencontrent les chefs de ménage sur les femmes (avec la redistribution des rôles) pour cuisiner ou assurer les trois (3) repas quotidiens, une solution (ou une stratégie) pour arrondir les dépenses journalières. Cette suppression ne concerne pas les grandes personnes seulement mais toute la famille. Celle-ci est instituée en règle pour faire des bénéfices et préparer es autres repas.

Les propos de cet enquêté sont assez complexes vis à vis de cette suppression :

...Je m'appelle M.B. 75 ns marié et 5 enfants. Si j'ai de l'argent je donne 750 Frs pour les trois repas. On prépare un à partager pour les trois (déjeuner-dîner-petit déjeuner). On 2,5 kilogrammes...

Ce vieux rencontre des difficultés pour assurer normalement et là nous pouvons dire que le petit déjeuner est presque inexistante vu la quantité de riz à préparer et le nombre de personnes en charge Sept (07). Le camouflage presque visible est utilisé par ce vieux car le manque de soutien lui impose cette stratégie qu'il a inculquée à ses enfants. Selon lui « même mon plus jeune enfant âgé de 3 ans ne nous (sa mère et moi) nous dis jamais qu'il a faim .Cette habitude est donc ancrée dans les têtes de ces enfants Dans cette lancée nous avons d'autres cas de suppression.

M.C. 23 ans célibataire dit que :

*« chez eux la dépense s'élève à 2.500 Frs par jour et pour les deux repas(déjeuner et dîner). Pour le petit déjeuner chacun se débrouille pour se l'assurer. Certains prennent leur des (café), achètent suivant leurs moyens financiers »..*

Pour le petit déjeuner les pères de famille le supprime car la chère té des produits qui le composent est reconnue. Les produits tels le lait, le sucre, le café et le lait ne sont plus à la bourse de ces personnes qui ont toutes les difficultés pour joindre les deux (02)bouts. L'économie de ces dépenses sera injectée dans les plats ou repas prioritaires.

Mais toujours par rapport à l'alimentation un autre système est utilisé : c'est celui appelé « aller-retour ». Cela consiste à préparer le déjeuner et en tirer une partie à conserver pour le dîner. Pour cette l'idée est assez simple mais très économe car la dépense quotidienne sera utilisée pour un seul.

*« ...je m'appelle D.J.NG. 49 ans et mariée avec 5 enfants. Mon mari donne tout « loufi dée mookoray » La dépense quotidienne est de 500 Frs par jurs pour l'huile et les condiments.Je prépare un bon déjeuner et j'en tire une partie pour le dîner car « nak pexé pexéla » (on a pas on se contente de ce que l'on a) ...*

C'est la crise qui pousse ces familles à instaurer ce système. Ces familles économisent par la préparation d'un d'un seul repas. La D.Q. sera utilisée pour un seul repas en lieu et place de deux (02). Quelle que soit la quantité à manger le soir, le repas du lendemain sera assuré. L'assurance du repas du lendemain est une stratégie face à cette pauvreté car le manger constitue le problème le plus crucial.

Ce système « aller – retour » qui n'est pas généralement accepté par les chefs de ménages (homme et femme) est une stratégie qui est utilisée souvent dans les ménages. Nos informations nous ont indexé des maisons dans les quartiers enquêtés mais l'acceptation pose problème. Mais en voyant les récits collectifs ou individuels nous rencontrons que le Dqet la quantité à préparer sont tellement insignifiantes en plus de la catégorie socio professionnelle. Donc pouvoir assurer les (03) repas s'avère impossible.

Toujours dans cette logique d'ajustement à la pauvreté, les populations enquêtés dans la région de Fatck (presque les  $\frac{3}{4}$  utilisent une nouvelle formule ou méthode qui consiste à préparer du riiz (déjeuner) et du couscous (dîner) pour tirer le petit déjeuner du reste du dîner. Cette habitude longtemps alloué aux paysans a franchi les frontières pour être notée en milieu urbain. Toutes les familles prévoient le petit déjeuner en préparant le dîner de la veille. Cette manière assez répandue aujourd'hui était l'affaire des sérères ou paysans mais avec la crise les populations adoptent des stratégies assez solides pour sortir de celle-ci. La prise du petit déjeuner sur le repas du soir peut être vue dans certaines familles comme une manière de camoufler leur pauvreté ou de tromper la faim des personnes qui les composent. Cela est indiqué par le poids à préparer par rapport aux personnes prises en charge par le chef de ménage. C et encadré peut nous donner des éclaircis sur ce facteur.

*« ...Je suis D A.F.68 ANS marié 02 femmes et 26 personnes en charge ...pour la ration ? je donne chaque à ma femme 05 kilogrammes de mil pour le dîner et le petit déjeuner...*

Cinq kilogrammes de mil non traité pour 26 personnes en 2 repas montrent que la quantité requise par personne sera insuffisante. Donc la vie dans un milieu aussi ouvert ne permet pas à des familles de ne pas préparer. Cette coveillance entre habitants est assez répandue dans cette région ce qui fait que chaque maison a les moyens de se mettre en valeur en simulant une préparation en qualité et en quantité alors que tel n'est pas le cas.

La préparation du concours au petit déjeuner est imposée par la crise comme l'atteste cet enquête.

. MS 41 ans marié 3 femmes et 10 enfants. Le concours que nous préparons le soir pour manger les restes le lendemain est loin de nos vœux. Mais du fait de la crise nous n'avons pas les moyens de manger autre chose au petit déjeuner ...

Cela est d'autant plus confirmé par les conditions dans lesquelles ces aliments vont être conservés. La mauvaise conservation de ceux-ci peut causer des maladies telles que la diarrhée ou même provoquer des intoxications alimentaires.

Du fait de son imposition par la crise, des chefs de ménage changent ce plat de couscous au petit déjeuner en cas de visite pour faire plaisir à leurs enfants. Tout ceci n'est qu'un moyen de camouflage par rapport à l'extérieur l'étranger qui débarque, peut être gâté pour des jours mais si le séjour dure ce camouflage va être découvert par ce dernier. Toujours dans cette optique d'ajustement nous avons trouvé que le « fondé » est pris en milieu urbain pour le petit déjeuner. Ce « fondé » qui n'est pas préparé est acheté chez une tierce personne.

L'achat de ce fondé est une habitude ou une stratégie très développée car les gens l'achètent même le soir lors de notre séjour sur le terrain. Nos sorties nocturnes à travers les grandes artères des communes de (FATICK, GOSSAS et FOUNDIOUGNE) nous avons observé une forte prolifération de points de vente de fondé, couscous, sandwichs (boulettes, ndanmbé...) Nous avons une forte fréquentation de ces lieux par les jeunes surtout les jeunes filles. Or dans nos enquêtes la fréquentation de ces points de vente n'est presque pas acceptée ou citée par nos enquêtes.

Pour terminer cette partie sur l'alimentation nous pouvons dire que la pauvreté a fait naître beaucoup de stratégies dans le domaine alimentaire. Celles-ci sont généralement appliquées par tous les membres de la communauté car l'unique solution dans cette situation est la survie..

Un autre secteur où la crise (pauvreté) fait que les populations ont adopté de nouvelles méthodes est l'habillement

La préparation du concours au petit déjeuner est imposée par la crise comme l'atteste cet enquête.

. MS 41 ans marié 3 femmes et 10 enfants. Le concours que nous préparons le soir pour manger les restes le lendemain est loin de nos vœux. Mais du fait de la crise nous n'avons pas les moyens de manger autre chose au petit déjeuner ...

Cela est d'autant plus confirmé par les conditions dans lesquelles ces aliments vont être conservés. La mauvaise conservation de ceux-ci peut causer des maladies telles que la diarrhée ou même provoquer des intoxications alimentaires.

Du fait de son imposition par la crise, des chefs de ménage changent ce plat de couscous au petit déjeuner en cas de visite pour faire plaisir à leurs enfants. Tout ceci n'est qu'un moyen de camouflage par rapport à l'extérieur l'étranger qui débarque, peut être gâté pour des jours mais si le séjour dure ce camouflage va être découvert par ce dernier. Toujours dans cette optique d'ajustement nous avons trouvé que le « fondé » est pris en milieu urbain pour le petit déjeuner. Ce « fondé » qui n'est pas préparé est acheté chez une tierce personne.

L'achat de ce fondé est une habitude ou une stratégie très développée car les gens l'achètent même le soir lors de notre séjour sur le terrain. Nos sorties nocturnes à travers les grandes artères des communes de (FATICK, GOSSAS et FOUNDIOUGNE) nous avons observé une forte prolifération de points de vente de fondé, couscous, sandwiches (boulettes, ndanmbé...) Nous avons une forte fréquentation de ces lieux par les jeunes surtout les jeunes filles. Or dans nos enquêtes la fréquentation de ces points de vente n'est presque pas acceptée ou citée par nos enquêtes.

Pour terminer cette partie sur l'alimentation nous pouvons dire que la pauvreté a fait naître beaucoup de stratégies dans le domaine alimentaire. Celles-ci sont généralement appliquées par tous les membres de la communauté car l'unique solution dans cette situation est la survie..

Un autre secteur où la crise (pauvreté) fait que les populations ont adopté de nouvelles méthodes est l'habillement

## Habillement

Avant d'aborder les formes ou méthodes utilisées nous devons souligner les moments choisis pour l'achat des habits dans les ménages.

L'achat est presque basé sur deux (02) périodes : pendant les fêtes (Tabaski, Korité et ouvertures) et pendant la traite (après la vente des récoltes).

Nous pouvons suivre ces périodes que l'achat est presque annuel même s'il y a des gens qui sortent de ce cadre circonscrit. Mais l'achat des habits suivant ces deux (02) moments est assez significatif car les enfants sont presque pris ces derniers pour avoir de nouveaux habits. La procuration d'habits se fait généralement dans les loumas ou les points stratégiques en matière de commerce par rapport au lieu d'habitation..

Même si le métrage des tissus est prise, la friperie aussi donne beaucoup de facilités aux chefs de ménage. Nous pouvons étayer ces points par ces encadres issus des entretiens.

*Je me nomme P.S 41 ans mariée 4 enfants ? Je fais le petit commerce et selon mes moyens j'achète pour les enfants dans le but de changer leur garde robe. Mais la Korité et la Tabaski constitue des fêtes majeures et je dois payer des habits neufs pour eux. Je fais aussi les loumas pour acheter de la friperie qui est moins chère...*

Le choix de ces périodes de fête peut être expliqué par le fait que c'est un moment où tous les enfants sont presque habillés et que la surveillance sur chaque famille est mesurée à travers ces enfants.. Ceux qui sont habillés vieux sont indexés par toute la communauté et que leur famille classée dans le domaine des plus pauvres. Ce qui fait même ceux qui achètent pendant la traite gardent des boubous pour la Korité et la Tabaski.

Cette surveillance des membres du groupe sur le membre et sa famille peut avoir des répercussions sur l'achat.

« ...Je suis M B F 55 ans marié à une femme et j'ai 9 enfants. Je suis en chômage technique mais je suis cultivateur. Pour l'habillement des enfants c'est pendant les événements ( Korité , Tabaski ). Mais je prévois tout ça après l'hivernage. Si j'achète pendant l'ouverture des classes, je paie deux (02) tenues pour les garçons ( pantalon et chemise plus un sabador

( Pantalon et chemise plus un sabador).Le sabador sera gardé pour la korité.Cette même technique est utilisée pour les filles.Pour ma femme cela dépend des possibilités qui s'offrent à moi... »

Même si la nourriture constitue un fait contraignant,le chef de ménage se trouve dans l'obligation de tout faire pour régler l'habillement des enfants de peur d'être sanctionné par sa communauté en le catégorisant ou en le stigmatisant.Ce refus de la sanction pousse les chefs de ménage à utiliser plusieurs astuces pour que leurs enfants soient au rendez-vous lors de ces fêtes.

Dans le milieu rural, l'habillement est fonction de la qualité de l'hivernage comme la nourriture. Donc, les cultivateurs attendent la fin pour faire leur bilan et voir la quantité. Dans la matrice des dépenses du village de Ndoundkh, sur un total de 50 pierres à partager, l'habillement en a reçu huit ( 8 ) derrière l'alimentation ; quatorze ( 14 ) ; l'éducation ( 10 ) et les soins de santé ( 9 ).

Dans tout le milieu rural, c'est cette même tendance qui est notée. Comme le dit cette sémiologie populaire « *bala nga xam nexayu nawet negal ba traite* ». Mais parmi ces stratégies adaptées pour avoir des habits il en existe une autre chez les jeunes ( garçons et filles) : c'est l'échange et le prêt.

### **Echange et prêt**

Ce phénomène né si nous osons dire de la pauvreté se développe de façon rapide. Au début, il avait pour cadre la maison mais actuellement, il a dépassé les limites de celle ci.

L'échange et le prêt permettent à certaines catégories d'avoir de quoi porter sans pour autant dépenser. Cette forme est beaucoup plus présente dans les centres urbains.

Cela peut être explicité par ces propos tenus par A.B., 26 ans artiste lors d'un entretien de groupe

« ... l'habillement dépend de notre « *xéwel* » et cela dépasse rarement 15 000 francs. En plus, nous allons au marché pour acheter de la friperie( pareillement pour les jeunes filles). Mais le gros du temps nous nous habillons par l'échange d'habits entre nous. Les vertus (« *kersa , jom* ») sont balayés d'un revers de la main. « *Abb dafa dagan* » en ce n'est plus un problème. Il est valable dans tous les quartiers et est généralisé et banalisé... »

Ces propos montrent comment ce phénomène prend de l'ampleur en écartant toutes les références liées à la morale (« kersa, jom, doylu »). C'est un phénomène qui s'impose et qui est institutionnalisé par la jeunesse. Avec la crise, les jeunes n'ont plus de quoi acheter assez d'habits et pour sortir l'assemblage peut être fait pour avoir une tenue bien soignée. Ce récit que nous avons sous les yeux nous montre comment les jeunes filles s'habillent : origine, période, moyens et stratégies...

*« je m'appelle K. C. 17 ans, célibataire sans enfant et je loge chez ma grand grand- mère. J'achète le plus souvent mes habits au marché HLM à Dakar et dans les cantines (pas de friperie). Ce sont des prêt-à-porter ou des tissus. Pour la période, je cible les fêtes de la korité et de la tabaski mais aussi certaines cérémonies familiales (baptêmes ou mariages) et les fêtes chrétiennes (Pâques ou 31 décembre). Le coût varie selon les habits. Les pantalons coûtent 6000 francs, les body 2000 frcs tandis que les tissus sont achetés à 1500 frcs le mètre. Je suis la mode avec les habits : jean patte d'éléphant, corser, trois quart, dos nu (body) et jumbax out. Il faut s'habiller à la mode pour apater les vieux et les jeunes. Je m'habille pour être vue. Pour l'échange d'habits, c'est une chose fréquente entre jeunes filles car nous ne pouvons pas tout assurer. Il faut que nous nous prêtions des habits entre nous. Cela se fait suivant les amitiés et le voisinage car cela nous permet d'avoir autant d'habits (prêt, partage...). Avec la crise, je ne peux pas tout acheter malgré mes revenus provenant de mon amant ( 15000 à 20000 frcs) mais aussi des mbaranes. »*

Les propos recueillis de cette jeune fille sont assez clairs pour montrer l'origine des habits et les moyens d'avoir une garde robe sans pour autant tout délier sa bourse. Du fait que les parents sont préoccupés par la nourriture et les dépenses dites nécessaires, il urge à la personne concernée de voir les voies et moyens pour avoir des habits. Mais si elle en détient comment les fructifier et avec la crise l'unique solution pour les jeunes filles c'est le prêt ou l'échange entre elles.

Une autre stratégie peut être notée : c'est le don soit par un parent ou par une tierce personne. Même si la pauvreté n'épargne pas beaucoup de personnes dans la région de Fatick, il en résulte que les gens sont en mesure de donner des habits (neufs ou déjà portés). C'est une forme de solidarité qui est instaurée dans nos sociétés depuis les temps. Selon F. D. plus de 40 ans marié, 3 enfants :

*« nous n'achetons pas des habits. On nous donne tout soit par des dons ou des « sarax » . Ceux qui nous donnent n'habitent pas le quartier car ici, tout le monde est pauvre. Ils viennent de Dangou lébou, Escalé ou Keur alaji... »*

De par ces propos, nous voyons que le nivellement par le bas (tout le monde est pauvre) est de rigueur. Donc l'aide doit toujours provenir de l'extérieur. Par contre dans d'autres situations ce sont des parents qui sont sollicités pour trouver une réponse au problème de l'habillement.

*« Nous nous habillons en fonction de ce que nous donnent nos parents. A l'approche des fêtes je fais des descentes chez eux pour avoir de quoi porter ou acheter pour mes enfants. Mes moyens s'arrêtent à l'achat de la nourriture... »*

Ces propos sont de S.F. 73 ans marié et père de 7 enfants.

C'est le tissu relationnel ou les réseaux sociaux qui sont activés pour se vêtir et cela en cas de besoin. Ce phénomène existe dans la société sénégalaise avec les notions de « domu nidiaye et sagnar u ndiam » et son activation permet à la personne pauvre ou vulnérable d'avoir de l'argent ou des habits.

Dans cette quête d'habits pour la famille nous a été livré par une mère de famille. Il s'agit du ramassage d'habits. C'est un phénomène qui se développe de plus en plus dans notre région et surtout lors des « loumas ». A la descente des commerçants de friperis, les femmes tentent de ramasser les morceaux usés et laissés sur place pour les laver et rapiécer.

Pour R.D. 47 ans veuve, mère de 8 enfants, ces cas lui arrivent souvent :

*« une fois, j'ai ramassé des habits jetés par une femme, je les ai nettoyés sans rien dire à mes enfants (origine) ; je les rapiécés et j'ai fait le partage... Les difficultés d'habillements font que l'inscription de l'un de a été retardé. Il porte une tenue par semaine. »*

Ce cas extrême de pauvreté pousse cette femme à ce fait avec tous les risques qu'elle peut encourir avec sa famille. Mais comme toutes les stratégies, elle l'a trouvée salutaire pour avoir de quoi faire porter à ses enfants.

Toutes ces stratégies allant de l'achat lors des fêtes et pendant la traite en passant par le prêt et échange, le don et le ramassage sont utilisées pour sortir de cette précarité. Ces ajustements seront aussi notés dans le domaine de la santé.

### **Santé:**

Sur ce point, nombreux sont nos enquêtés qui ont eu à déplorer les difficultés qu'ils rencontrent pour accéder aux services de santé. Même après l'accès, l'autre fait marquant est le paiement des ordonnances pour l'accès aux médicaments. La santé étant trop chère selon les enquêtés, les populations face aux problèmes sont obligés de trouver des stratégies ou des ajustements pour se soigner en cas de maladie.

Ces ajustements peuvent être circonscrits en trois points :

-fragmentation de l'ordonnance : cette stratégie est employée lorsqu'une ordonnance est prescrite et ils n'ont pas assez de moyens pour se la payer. En général, elles utilisent ce système en demandant à l'infirmier les médicaments essentiels pour les acheter. Ne voulant pas tourner le dos à la médecine moderne, elles ont cette solution :

*« suivant la longueur(goudday) de l' ordonnance, je demande au docteur ou à l'infirmier de faire la fragmentation pour qu'on achète ce que nous pouvons. »*

Ces propos sont de W.F., 49 ans, marié père de 11 enfants.

Constatant que la santé est un problème difficile à cerner, les chefs de ménage sont obligés de vendre des bêtes pour payer ces ordonnances et suivant le découpage. Cette fragmentation est elle un moyen un moyen d'économiser ou ne rend elle pas plus critique l'état du malade.

Etant conscient de l'impact que la santé peut avoir sur les cultures, les populations n'ont pas assez de moyens pour acheter les ordonnances.

Cette méthode ou stratégie se rencontre le plus dans le milieu rural où les chefs de ménages sont contraints de faire des kilomètres pour acheter l'ordonnance au niveau des pharmacies. Les dépenses seront nombreuses avant d'accéder aux médicaments et cela peut être source de fragmentation.

Une autre stratégie a été mise en exergue par les populations :  
Recours à la pharmacopée : le milieu sérère est un milieu réputé pour la pharmacopée avec l'existence du centre Malango. Ce centre a des antennes dans presque tous les centres de santé de la région. Le recours à la pharmacopée n'est rien qu'un manque de moyens pour acheter les ordonnances. Les populations laissent de côté celles-ci pour voir les « rennes » (racines) ou « soungouf » (poudre magique) mais aussi les écrits coraniques.

*« les médicaments sont chers, cause pour laquelle, nous faisons recours à la médecine traditionnelle pour certaines maladies. Nous pensons qu'elle est efficace et peut être source d'économie ». D.A.F., 68 ans marié, dixit.*

A entendre ces propos, nous pouvons reconnaître que ce recours a avant tout un intérêt économique car avec cette crise, tous les moyens sont bons pour économiser. Ces économies peuvent être utilisées dans l'alimentation. Est-ce une priorisation dans l'alimentation ou la santé ou le contraire.

L'alimentation constitue la priorité dans toutes les dépenses familiales et la santé. Dans cette zone, assez précaire du fait du manque notoire de structures sanitaires mais aussi des distances à faire.

Dans cette rubrique, nous pouvons citer aussi l'utilisation du coran pour les « mothië ». Des populations issues du milieu maraboutique utilisent le « mbindë » (écrits coraniques) pour soigner certains maux : Poitrine, dent... Ces connaissances sont très prisées par les enquêtés car les dépenses financières sont minimales par rapport à l'achat des médicaments.

Pour les « rennes », il faut avoir quelques connaissances pour pouvoir les cueillir.  
« Nous allons dans la forêt pour cueillir les racines suivant les rites et coutumes. La prescription est faite par parenté »

Ces propos de S.D. 72 ans retraité montrent que des techniques sont utilisées pour retrouver les attentions dans ces racines (soins des maux).

Toutes ces stratégies visent à économiser de l'argent de même que la troisième :

- l'achat de comprimés dans les « loumas » et au détail  
Dans les « loumas » divers médicaments sont proposés aux populations par les vendeurs et ils proviennent des régions limitrophes ou de la Gambie.

*« Cet approvisionnement dans les « louma » nous permet d'avoir des comprimés comme des paracétamols, des aspirines et des nivaquinines »*

Nous dit D.S, 65 ans retraité.

Ces comprimés sont généralement ceux utilisés pour combattre la maladie la plus fréquente dans la zone : le paludisme alors que les techniciens de la santé interdisent la prévention contre cette maladie. Ces populations sont elles informées ou cherchent elles à se soigner à moindre coût ?

Dans tous les cas, ces stratégies mises en oeuvre pour se soigner ne sont que de fortunes car les populations les adoptent par défaut de moyens. Même si elles savent que celles ci ne sont pas efficaces, elles sont obligées de les utiliser car les services étatiques ne font rien pour que la santé et les médicaments soient accessibles à tous.

Dans un autre domaine qu'est le transport, les populations adoptent des stratégies pour se déplacer.

#### **Mobilité :**

Dans la partie consacrée à la zone d'étude, nous avons tenté de donner les problèmes liés au transport. Ces derniers avaient pour noms : éloignement entre les chefs lieux de communautés rurales et les villages, les arrondissements et les chefs lieux de département ; vétusté du parc automobile... Tous ces problèmes vont avoir des répercussions sur les populations rurales et urbaines.

En milieu urbain, nous notons l'existence des taxis « jaunes et noirs » (Fatick-commune), des mobylettes, des charrettes et des calèches.

Mais la stratégie la plus utilisée est la marche dans les deux milieux surtout pour les élèves. En milieu rural, la notion de distance n'est plus un problème pour les populations car elles sont tenues de marcher pour aller dans les forages, les postes de santé et les « loumas ». Dans un entretien de groupe, A.G. 21 ans , élève en Terminale :

*« les lycées sont éloignées à Fatick et nous avons comme solution la marche car nos parents n'ont pas de quoi nous assurer le transport quotidien ».*

Du fait de l'existence d'autres priorités, les parents ne font que subvenir à certains besoins comme les inscriptions et les fournitures...

Pour chaque mode de vie (logement, alimentation, habillement, santé et mobilité), les personnes enquêtées vu l'état de pauvreté dans lequel elles sont, sont contraintes à développer des stratégies pour mieux s'ajuster . 7

### **Echanges et formes de sociabilités**

Durant tout notre séjour sur le terrain dans la région de Fatick, la notion de solidarité et d'aide a été presque inexistante surtout en ce qui concerne son application en cas de basculement dans la précarité. En milieu urbain comme en milieu, il nous est arrivé rarement de voir ou de recueillir des informations sur un réseau de solidarité. Alors cela devait être le cas car vivant dans une société où l'individu doit être soutenu par ses pairs en cas de crise (pauvreté).

Ou bien cette crise a-t-elle fait naître de nouveaux comportements dans la société ? La réponse à cette interrogation vien de ce reecit de D.J. N'G 49 ans mariée :

*« Le défaut des sérères est que « laabir sonnaloulenn ». C'est-à-dire ils n'aident personne et puis kulattanewul du la dimbalé » et tannante moo amul ». C'est une solidarité de cérémonies (baptême, décès..). Tout le monde se débrouille.*

Ces propos montrant que les gens se trouvent presque à un même niveau. Le degré de platitude a atteint presque à un même niveau. Le degré de platitude a atteint le paroxysme et que chaque personne fera de son mieux pour sortir de sa situation avec sa famille.

Quelquesoit l'étendue du capital social de la personne, la situation sociale et économique fait qu'elle ne lui serve pas grand chose.

Or il faut signaler que l'aide ou la solidarité n'est que circonstancielle surtout en période de bonheur ou de malheur. Est-ce un investissement ( les aliments qui seront préparés) ou une compassion ? les gens fonctionnent par placement pour tirer des bénéfices car pour les fêtes ( comme les baptêmes et les mariages) les gens viendront pour se restaurer mais aussi pour oublier les soucis créés par la dépense et les autres. Alors que pour les décès « le diaxal » sera récupéré tôt ou tard. C'est un investissement à long ou moyen terme.

Cette situation peut être explicitée par les propos de la dame R.D. 47 ans veuve et mère de 07 enfants.

*« A la mort de mon mari, ses parents étaient venus pour organiser les funérailles en voulant tuer un boeuf et j'ai catégoriquement refusé. Durant toute sa maladie, je n'ai vu personne. Sa dernière ordonnance a été achetée 06 (six) jours après la date de prescription par sa fille qui est une bonne à Dakar.. »*

*« Si dans les sociétés dites communautaires, la pauvreté n'intervient que dans une situation de précarisation ou le dénouement économique et matériel s'accompagne d'une déconnexion sociale et relationnelle ».*

(cf : Cahier à l'intention des consultants régionaux de A.S. Fall, Page 8), la solidarité en cas de besoin ne favorise-t-elle une non déconnexion ? La sociabilité n'est pas basée sur une aide à la période opportune pour permettre à l'individu de garder sa dignité.

Face à cette situation de non-solidarité et d'aide les femmes vont trouver des formes d'échange et de sociabilité en cette période de crise. Celles-ci leur permettront d'avoir de quoi subvenir à certains besoins. Elles ont pour nom les Natt et tontines.

Selon A.D. 68 ans veuve sans pension, la participation à des Natt lui est bénéfique et elle explique.

« ..Pas d'aide entre nous habitants en cas de besoin par contre nous participons à des natt ou de tontines. Il y a :

- Natt Ku Xewlé : chaque femme donne 500 francs et nous donnons le tout à 16 500 francs à celle qui doit organiser.
- Ndey Dikké : c'est tous les 15 jours et la gagnante reçoit 21 500 francs plus un tissu de la part de son Ndey Dikké plus de l'eau de cologne.
- Natt fin du mois : c'est 500 francs par personne et la gagnante reçoit 60 000 francs..

Il y a aussi un « beudieuk » (chaque jour) 100 francs et cela peut rapporter 6 000 francs. Parfois cette somme combinée à celle de mon Ndey dikké me permet d'acheter des marchandises pour ma table (commerce de légumes)... »

Cette forme permet aux femmes d'avoir parfois des fonds pour faire du petit commerce ou investir dans d'autres secteurs. Du fait d'un manque de garantie comme dans les prêts des mutuelles ou caisse de solidarité, elles se contrôlent mutuellement en fructifiant leurs relations. L'une sera la gardienne de l'autre.

Toujours dans cette optique d'échange et de sociabilité, une nouvelle forme d'épargne locale a vu le jour et c'est toujours entre femmes. Le processus se déroule comme suit :

Chaque jeudi, nous donnons chacune 100 francs et une même personne peut avoir plusieurs « lokhos ». Cela dure plus de neuf (09) mois. Notre date limite est le mois d'Août. c'est-à-dire en milieu d'hivernage. chaque membre recevra intégralement ce qu'elle avait misé. L'argent reçu à cette période nous permettra de régler certains problèmes ou besoins nés de l'hivernage.

Cette période (mois d'Août) est considérée presque comme la période la plus dure chez les paysans. Elle coïncide avec le développement des herbes et dans les champs, la fin des stocks (surtout de mil) et le paludisme. Cette économie de la femme pourra au mois subvenir à certains de ces problèmes dans le ménage.

Le développement de ces formes de sociabilité et d'échange entre femmes montre que celles-ci sont mieux organisées que les hommes. En plus leur participation permet à la famille

d'avoir dans le futur des ressources car la femme est assurée de recevoir tout l'argent investi et cette somme est dans le plus gros temps investie dans les ménages.

### **Gestion des loisirs et incursions dans les espaces publiques**

La pauvreté a fait que beaucoup de jeunes rejetés par l'école ou n'ayant pas une formation professionnelle adéquate peuplent les maisons ou les quartiers sans pour autant rien faire. Parfois nous pouvons y trouver des diplômés sans travail et qui reviennent au bercail.

Le chômage accru dans la région de Fatick fait que ces jeunes restent des mois sans rien faire et l'unique moyen de gestion des loisirs, c'est le thé.

Lors de notre entretien avec un groupe de jeunes à Fatick l'un d'eux nous disait :

*« do niouy daw sunu galle, wuut ben rokh bu niouy (bu nu) toog ngir chine rek » (on fuit nos maisons pour trouver un coin où nous pouvons faire le thé).*

Le thé peut être considéré comme l'élément fédérateur des jeunes en manque d'activités. Ces jeunes qui devaient être en mesure d'aider les parents sont obligés de délaisser leur maison car « kham nann liniou war waye menouniou ko def » (nous savons ce que nous devons faire mais nous ne pouvons pas nous) disait un jeune.

L'installation au tour de la théière et loin de la famille leur sert de réconfort car les soucis resteront à la maison. Cette manière de gérer les loisirs peut parfois faire naître de nouvelles formes. Selon G.M. 42 ans, père de 03 enfants :

*« ..Le problème du chômage est le manque d'activités pour les jeunes causent beaucoup d'ennui. Les jeunes du quartier passent tout leur temps à acheter et revendre du yamba, même mon neveu en fait partie... »*

L'inactivité en est la cause et les jeunes trouvent cela comme moyen adéquat pour sortir de la situation. Dans le discours du jeune fatickois ( toute la région) l'unique cause de leur état de fait est le manque d'usines. Ces derniers ne vont-ils pas basculer avant car la drogue constitue un facteur d'exclusion sociale.

Pour l'inscription dans les espaces publics, nous pouvons dire que se sont les « pinthie » en milieu rural. Tous les villages faits dans la région ont un « pinthie » ( place du village ) où nous retrouvons les vieux et les jeunes. Cela doit être ainsi car le travail en milieu rural ne dure que trois ( 3 ) mois dur douze ( 12 ). Ce manque d'eau pour le maraichage fait que l'inactivité gagne toute la population pendant le noor (saison sèche) et certains préfèrent l'exode rural.

A Foundiougne, nous avons par observation participante, noté l'existence d'une place servant aux joueurs de dames. Elle est en face de la mairie. C'est une place bien aménagée où selon nos informations, les gens y passent presque la journée pour jouer. Ce sont généralement des personnes inactives ( retraités et chômeurs ) qui sont les plus grands.

La gestion des loisirs et l'inscription dans les espaces publics dépendent en grande partie de l'inactivité. La région de Fatick est absorbée par un taux de chômage fort inquiétant car les secteurs qui peuvent fournir des emplois ( agriculture et pêche ) sont relégués au second plan car « daniou xeeb liggey yooyu ».

### **Strategies de camouflage**

Comme nous le disait un enquêté P.A.N. 36 ans « la manifestation du camouflage est difficile à saisir si on ne connaît pas la source ». Le camouflage dans la région de fatick est presque généralisé avec l'utilisation de tous les enquêtés de la sémiologie populaire : « Ken tanne wul kenn » et elle est employée dans toutes les zones. Ce camouflage se traduit par le sàkk que chaque personne garde par devers elle pour dire qu'elle n'est pas la plus pauvre et qu'elle est au même pied d'égalité que les autres. Or, regardant de près les poids de l'alimentation, les biens nous voyons cette différence. Mais la notion de Sakk est définie par un de nos enquêtés, M.B.F. 55 ans chômage technique père de 09 enfants :

« ..Il y a 02 façons de Sakk :

- *sakk boo xamné dagay lebb te doo faye bu yakke mou dann*
- *sakku yalla (dafa and ak ngor), da ngay lebb bo amme faye... »*

Avec la crise, il peut arriver que l'unique solution pour régler les problèmes est d'emprunter de l'argent en espérant payer au moment venu. Cela va jusqu'à l'édépense quotidienne. Selon R.D. 32 ans veuve, 03 enfants et commerçante :

*« Sakk bi moo fi nekk » car pour cuisiner tu peux passer chez quelqu'un et emprunter la D.Q.  
Tu prépares sans que tes voisins s'en rendent compte... »*

La généralisation du Sakk fait ressortir l'idée que l'emprunt est une face à la pauvreté. Mais cet emprunt doit être suivi de paiement pour que cela puisse perdurer. Ce sera le « Sakku yalla » car là vous êtes obligé de payer la dette même si la D.Q. du jour n'est pas assurée si c'est le contraire « Lebb té do fay », « le sakk day daanu ». Ceela peut créer le basculement de la personne dans la précarité car elle n'aura plus où tirer des ressources pour cuisiner.

Nous pouvons avoir le sakk provenant de la fonction déjà occupée.

Selon I. K 57 ans, 02 femmes, 15 enfants :

*« les gens du centre de santé voient en moi l'enseignant. Moi aussi « rousona di nan dimbale » et j'achète le ticket pour entrer ».*

Cette catégorisation de la personne par sa fonction fait qu'elle ne peut demander certaines faveurs. Or nous voyons que la pauvreté touche toutes les catégories socio-professionnelles car l'accès aux services sociaux de base causent des problèmes énormes aux salariés.

Nous disons que ces ajustements à la pauvreté n'ont pas pour objectif d'éradiquer la pauvreté mais ils permettent aux populations qui les ont mis en place d'avoir des moyens ou des ressources (physique, morale et financière) pour une durée bien définie.

### **Les stratégies socio-economiques des pauvres et des autres : couches sociales**

Les stratégies déployées pour faire face à la précarité de la vie ont été notées. En effet, la qualité des mets et même le nombre de repas n'ont pas résisté aux manques de ressources. Le système du « takhalé » est général. Aussi d'autres stratégies notoires sont mises en place par les populations pour survivre et améliorer leurs conditions de vie. Et parmi celles-ci, l'aspect migratoire apparaît fortement.

En effet, confrontés à la croissance démographique et à la sécheresse, la région de Fatick est une zone à forte migration vers les terres neuves du baol ou les zones frontalières. Ils ont comme avantages l'élargissement de l'espace agricole et des sols plus arables. Soit ils continuent leurs pratiques anciennes, soit ils introduisent d'autres pratiques.

Si on se réfère aux études de bonnefond élaborées en 1988, on peut résumer la crise du bassin arachidier en quelques mots : croissance démographique, déclin arachidier et déclin céréalière. Selon le même ouvrage, les travaux portant sur l'immigration dans les terres neuves sont exposés en préalable à l'analyse des situations agricoles. L'évolution du peuplement sérère se fait sur la base des thèmes suivants :

La situation du peuplement au début de la colonisation caractérisée par une concentration au coeur des anciens royaumes, l'évolution des densités démographiques conduisant à une situation foncière, les migrations à partir de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle marquées par la réoccupation des zones limitrophes; l'extension vers les du Sine, les mouvements organisés par l'administration vers Kaffrine dans les années trente, puis la société des terres neuves dans les années soixante dix. Les migrations d'abord des jeunes filles puis des jeunes hommes (migrations définitives et saisonniers), se réorientent de plus en plus vers Dakar ou dans d'autres lieux comme Kaolack, Mbour, Touba, Diourbel. Mais en dépit de cet important recours à l'émigration, la pression sur la terre reste encore forte.

L'immigration concerne d'autres ethnies comme les Wolofs et Al Pulaar qui quittent le Cayor et le Djolof pour s'implanter dans la zone de Gossas surtout près de Kaffrine ou dans les zones frontalières avec Diourbel.

Par la migration donc, on perçoit bien le fonctionnement d'une société, ses points de dysfonctionnements, ses contradictions internes, ses dynamismes et aussi ses possibilités d'adaptation. Les migrations au Sénégal s'effectuent à un niveau macro pour la recherche de possibilités économiques meilleures ; il apparaît donc des échanges ou prestations économiques entre les zones de migration, prestations en espèces, en nature et en travail. Ainsi, les mouvements saisonniers de personnes visent d'abord à diminuer le nombre de bouches à nourrir sur place comme le souligne cet homme de 49 ans AT à qui on a confié un des deux sourgas qu'il emploie :

*“ Je cultive l’arachide, le mil et le maïs. Et pour cela j’emploie deux sourgas : l’un que je paie et l’autre est le fils à un ami à mon serigne Daara. Concernant ce dernier, j’aide mon marabout quand sont bonnes et le premier, je lui donne 85000 f à la fin des récoltes. Pendant toute la période des travaux agricoles, c’est moi qui gère leur nourriture et leur hébergement. ”*

Les migrations découlent notamment des périodes de soudure, de disettes et même de famines et conduisent à la mise en place de stratégies alimentaires. La soudure est le fait le plus par l’étude mais de plus en plus, on assiste à des disettes qui font déplacer de multiples populations ; en cas de soudure le système du “takhalé” et du cablage est développé et cette période se situe surtout à l’approche de l’hivernage, surtout que l’Etat n’a pas encore versé son dû aux agriculteurs et que les récoltes de l’année passée sont presque inépuisées. Aussi des systèmes de stratégies et de tactiques leur permettent de gérer toute éventualité.

Si donc le chef de famille voit que les stocks de sa récolte s’épuisent, il peut favoriser le départ en saison sèche d’une partie des membres de la “cuisine” qui vient en ville chercher un emploi saisonnier.

La migration saisonnière est une des réponses au déficit de production. Les femmes de ce village montre du doigt lors de notre entretien avec elles un jeune garçon qui revenu depuis trois jours au village pour participer aux travaux agricoles.

Il était à Dakar et travaillait comme apprenti- maçon. Mais dans certains cas, le départ en ville des jeunes est accepté avec amertume par les parents et donc après une bonne récolte, les jeunes restent dès fois au village. Ms, 81 ans , agriculteur évoque :

*“Vraiment si nous n’étions pas pauvres, nos enfants ne seraient pas aller en ville surtout les filles qui dès fois nous reviennent grosses. Les jeunes hommes introduisent également des comportements qui sont contraires aux exigences de notre culture. ”*

Ainsi, nous voyons que la migration saisonnière peut comporter des effets inattendus qui se produisent dans de rares cas. Pour l’achat d’autres céréales comme le riz et la réalisation d’autres besoins cruciaux qui nécessitent le déploiement de ressources monétaires.

La vente d'arachide (si les récoltes le permettent) constitue un moyen pour se procurer le riz ou échanger avec du mil. Beaucoup achètent où font l'échange de l'arachide avec le mil en saison sèche pour éviter l'augmentation des prix durant l'hivernage mais aussi la recherche éffrénée du mil dans toute la région pendant la saison des pluies. Les revenus tiés de la vente de l'arachide ne sont qu'une des possibilités offertes aux paysans pour assurer la consommation durant la soudure.

On assiste non seulement à une diversification des sources d'approvisionnement en céréales, mais aussi à celle des sources de revenus. Les femmes utilisent les feuilles d'arbres comestibles pour la préparation du repas et d'autres produits qu'ils cultivent à coté des champs : niébé, gombo, bissap... La vente de bétail constitue un des moyens de gagner de l'argent. En milieu rural, les agriculteurs ont l'habitude de faire de l'élevage intensif dans les concessions : bovins, ovins, caprins et porcins dés fois. Ce commerce se développe de plus en plus dans les marchés sont devenus de véritables lieux d'échanges et sont éparpillés dans l'ensemble de la région de Fatick.

Des points stratégiques sont créés pour permettre à tout un chacun d'écouler sa production. Les îles du saloum souffrant de l'enclavement de leurs sites, l'installation des "loumas". Qui se déroule le jeudi et qui reunit pêcheurs, femmes transformatrices, agriculteurs, commerçant venant la plupart du temps de kaolack, Daara, les îles du saloum et les villages de l'intérieur du sine.

C'est l'occasion dans ces marchés d'écouler sa production mais aussi d'acheter les produits dont on a besoin pour la consommation, des tissus et habits. En observant les pirogues transporter les gens des îles du saloum, cela a montré un enthousiasme évident de leur part. A Bessas, l'échange se fait avec les produits venant de kaolack, diourbel et touba. En outre la vente de tous ces produits et têtes de bétail, les fagots de bois, les résidus de récoltes et plantes médicinales sont proposés quelquefois.

La vente de ces produits répondent à un souci de se procurer des liquides et d'acheter une marchandise ou produit qu'on ne possède pas. Ainsi cette forme d'échange ou de commerce qui apparaissait autrefois sus forme de troc maintient des survivances toujours vivaces même si la forme change " les loumas" maintiennent également une cohésion et une solidarité tenace, et sont l'occasion de rencontrent et de palabres. Ainsi les marchés ruraux

gagnent de plus en plus en affluence et activité et cela, compte tenu des besoins des populations en argent et en produits de toutes sortes.

Aussi la solidarité économique s'observe parfois dans le village mais aussi en ville comme nous le montre pour le 1er cas AN, 42 ans :

*“dans notre village, si on voit qu'une personne n'a pratiquement rien récolté, on lui vient en aide en collectant auprès de chaque concession une quantité d'arachide ou de mil pour l'offrir au malfortuné car ici tout le monde a la volonté de travailler, mais ce sont les chances qui diffèrent.”*

La migration saisonnière occasionne également le développement de nouveaux réseaux de solidarité des migrants temporaires en ville. Les jeunes migrants sont généralement pr leurs aînés et comptent sur leur appui pour trouver du travail. Le cas de NN (15 ans) qui a travaillé comme bonne à Dakar est édifiant.

*“Je travaillais à Dakar depuis 1 an et 6 mois et je suis revenu à Fatick depuis la korité pour non détention de carte d'identité. Je travaillais à geule-tapéé et je desendais à usine béne tally. Je logeais dans une chambre que je partageais avec ma petite tante et qui gérait tout”*

Dans beaucoup de cas les jeunes gens (jeunes filles ou jeunes garçons) logent dans une chambre et pour envoyer une part de leurs économies à leurs parents démunis restés au village, ils sen remettent à un aîné ou à un immigrant qui a la confiance du groupe, car ils n'ont pas les moyens de faire tout le temps les déplacements.

Le départ des jeunes gens en ville réduit les dépenses vivrières, mais surtout leur permet de s'habiller, de s'équiper et d'aider leurs parents. Les jeunes personnes restées au village sont plutôt inactives après la saison des pluies.

Quelques rares fillettes s'adonnent au métier de “bonnes” dans leur environnement immédiat auprès de fonctionnaires et de gens moyennement aisés. NN (15 ans) poursuit en disant que :

*“Avant même mon voyage à Dakar, j’avais commencé à travailler à ndouck (quartier de fatick-commune) à l’âge de 12 ans et je percevais 4500 f jusqu’à 7000 f par mois. Maintenant je ne peux plus rester à dakar, je suis revenu et je travaille auprès d’un patron qui est du service de l’hydraulique ; il projette même de m’emmener à st louis pour sa nouvelle affectation. Pour mes besoins personnels, je les régle moi-même car j’ai un client au marché à qui je confie mon argent et qui me fait du crédit en contre partie. Je perçois 8500 f le mois, je donne à maman 2000 f le mois, je donne à ma maman 2000 f, le res te je les garde pour mes besoins personnels ou quand mes petits frères et soeurs me sollicitent. Mes amis m’indexent en en me reprochant le fait de travailler chaque jour sans repos. Mais je leur répond que je n’ai que dieu et mes parents ; les autres aspects de la vie ne m’intéressent pas (“yalla la fi am ak sa may wadiour”). Elles me préconisent également de trouver d’autres stratégies pour mieux reussir mon habillement en faisant comme elles. Elles préfèrent plutôt parcourir les rues à la recherche des “nar” de Mbour ou de Saly installés comme commerçants ici”*

En milieu urbain notamment, le “mbaraane” et le mbaxaal qui sont des pratiques consistant à collectionner plusieurs copains et à leur soutirer le maximum d’argent sont adoptées par certaines jeunes filles qu’il est très difficile de les repérer car de rares fois, elles avaient leurs actes. Mais si on s’en tient aux dires des personnes rencontrées qui affirment que la plupart des jeunes filles ne travaillent pas et s’habillent bien, AN(29 ans précise que :

*“les filles d’ici ne travaillent pas mais s’habillent bien comme celle de Dakar, le mbaraane est très développé”*

Des stratégies de camouflage ou de mises en scène sont notées surtout au niveau de ces pratiques. Les filles qui se prostituent clandestinement sont difficiles à reconnaître comme le confirme un homme de 37 ans s’investissant dans les recensements concernant le dépistage des MST et du Sida. Mais il ne faudrait pas s’apesantir sur ces faits inédits et pas encore développés dans cette zone. Même si toute fois, il existe des pratiques déviantes, ce groupe de filles le confirme en disant que : (elles sont âgées entre 16 et 24 ans)

*“Ici, ces pratiques dont vous parlez ne sont pas autorisées car nos parents nous surveillent rigoureusement”*

La censure apparaît également dans les milieux maraboutiques où ces idées sont moins tolérées toutefois à part ces cas de figure évoquées, il faut souligner le dynamisme des jeunes qui pour ne pas rester oisifs développent des stratégies entrepreneuriales de toutes sortes : coiffure, aide-ménagères, apprentissage au centre technique féminin qui se trouve dans chaque zone urbaine, apprentis-maçons, menuisiers, chauffeurs, tailleurs et autres métiers informels qui constellent le milieu urbain. La vie est plus monotone en milieu rural car les gens n'ont plus aucune autre activité après les travaux champêtres.

La dimension associative bien que n'ayant pas encore pris de l'ampleur est notée parfois et est matérialisée par le regroupement en tontines, GIE, Dahiras avec les hommes :

*“A Fatick, on a un regroupement général des femmes constituées par de nombreux projets. Mais les modalités d'accès au financement sont contraignantes. Il y'a la banque ACEP à Kaolack mais les intérêts sont trop chers. Pour le crédit mutuel, si tu n'as pas un fond d'épargne, on ne te prête pas. Je suis la présidente du groupement “dane sa doolé” et nous nous investissons dans beaucoup d'activités teinture, élevage (embouche bovine), agriculture, commerce. Pour l'adhésion à la fédération nationale de GPF du Sénégal (Fatick, le 17 octobre 1992), le versement était de 25000 f”*

A fatick encore D.D (25 ans) précise aussi que son père est le président du dahira tidiane. Ce dahira se déploie notamment dans le président du dahira tidiane. Ce dahira se déploie notamment dans le transfert de corps à la morgue de Kaolack :

*“notre groupement s'appelle “bok joom”. On a eu l'idée de le créer après avoir organisé d'abord un ndeye diké. Après on a eu un financement et le crédit s'élevait à 40000 f pour les auxiliaires, 30000 f et 25000 f pour les membres restant du groupement. L'investissement individuel ou épargne s'élève à 250 f pour un crédit de 2500 f et 500 f pour un crédit de 5000 f. On a pas de problème de remboursement de crédit dans notre groupement et on a organisé même une tontine composée de 330 personnes pour un versement de 550 f par personne et par mois. La cagnotte s'élève à 165000 f et les 16500 f on les met dans la caisse pour les cérémonies familiales des membres du groupement. On s'active la plupart du temps dans la teinture, la broderie, l'agriculture le commerce. Nos difficultés sont relatives à l'obtention de l'eau douce, d'ailleurs c'est ce qui fait qu'on ne peut*

*pas s'investir dans le maraîchage. On a aussi besoin d'usines comme celui de ndjarem pour transformer et évacuer nos produits."*

Il en est de même à Foundiougne où l'entretien avec le chef de service du développement communautaire révèle que malgré la forte présence des GPF dans le département, jusqu'à présent, il n'y a pas d'ong qui soit intervenu directement dans le domaine de la lutte contre la pauvreté.

Ceci est dû selon lui à l'accès difficile et à l'enclavement de la zone car un arrondissement et demi se trouve dans les îles ; il y a aussi la défectuosité des pistes qui constitue un frein à la communication. Concernant les 124 groupements de femmes qui ont été repertoriés, 4/5 possèdent un crédit revolving permettant aux femmes de s'occuper. Les groupements sont structurés en union local, communautaire, villageoise, communal, départementale, régionale nationale.

Et depuis 1987, une politique de vulgarisation de la création des GPF a été instaurée dans toutes les villages concernant le remboursement des crédits, il n'y a pas de problème de récupération des crédits et ceci est favorisé par l'esprit compétitif et l'esprit entraide des femmes. Ainsi les femmes se déploient dans toutes les activités rémunératrices. C'est en voulant observer de plus près les assertions faites par MD, chef du développement communautaire qu'avons tenu à rencontrer la présidente de la fédération départementale CDN (45 ans) et la présidente de l'union communale AB(60 ans) :

*"Nous faisons beaucoup d'activités comme la couture, la teinture, la broderie et ensemble nous exposons nos produits à 6 cases de foundiougne aménagée par cela. Dès fois même, la vente se fait sur place. Le PDRH( programme de développement des ressources humaines) et l'ADEPS (association pour le développement et la promotion économique et sociale) nous appuient l'un en nous fournissant le matériel de couture et l'autre en assurant la formation sur les techniques d'activités. D'autres activités sont également à savoir l'alphabétisation en wolof, la formation en imprégnation des moustiquaires la vente de nivaquine accréditée par le centre de santé pendant l'hivernage, la vente de crevettes séchées au marché kermel, dans les loumas, autres produits de mer transformés également en vente le maraichage, la culture du mil et de l'arachide, la tenue de télécentres, les opérations set-sétal, nous envisageons même de créer un moulin à mil avec l'appui du projet Asradec. Par le*

## **Typologie de la Sémiologie populaire relative à la pauvreté et au bien être.**

### 1- La référence à la divinité

- Esprit fataliste
- Imploration des bienfaits divins.

### 2- La référence à des valeurs culturelles et morales

### 3- Catégorisation de la pauvreté et du bien être

### 4- Rapports de genre

### 5- Rapports entre les personnes

### 6- Les stratégies

- Alimentaire
- Débrouillardise
- Entraide et Solidarité
  - Sémiologies reflétant le manque d'entraide et de solidarité
  - Sémiologies reflétant l'entraide et la solidarité
- Entreprenariales

*biais de nos activités, nos recettes nous permettent de fournir des dons en nature ou en espèces aux écoles, mosquées, églises, centre de santé et au niveau de la prison. A Foundiougne-commune, on a pas de caisse d'épargne, mais on verse notre épargne à Djilor ou chaque marché à l'occasion des loumas, on verse l'épargne collective ou individuelle"*

La dynamique associative notamment des femmes n'est plus à contester. Il ne va pas sans dire que la majeure partie des villageois éprouvent des problèmes pour maintenir un groupement durable, ceci par faute de moyens et parce qu'ils n'ont pas encore perçu une aide requise pour mener à bien leurs activités. La plupart des femmes interrogées dans le village prétendent qu'il leur est difficile de collecter la somme de 100 f/ personne par semaine pour créer une tontine car la priorité c'est d'abord la nourriture. Dans ces dynamismes bien que moindre, il ne faudrait pas mettre en marge les hommes et l'exemple est toujours à Foundiougne où le CDEPS s'occupe du groupement des jeunes et le centre d'expansion rurale du groupement des adultes.

#### **Typologie de la semiologie populaire relative à la pauvreté et au bien être.**

Cette sémiologie nous est révélée à travers différentes dimensions et indicateurs et F.D. (62 ans) l'a indiqué en disant :

*« nak dafa bari fasong »*

##### **1-la référence à la divinité:**

Celle-ci apparaît très souvent et varie selon l'imploration des bienfaits divins ou de l'esprit fataliste consistant à accepter sans ménagement la volonté divine. Ce dernier cas se révèle par ces termes.

""Lu Yalla dindi rek dina dindeku"" Si Dieu veut nous épargner de certaines peines, ce sera chose faite,

""boamul jap ci Yalla"" si tu est pauvre, tu dois t'en remettre à la volonté divine.

""Ku nek sa bo nga tal -chacun pour soi, Dieu pour tous.

"" Lu Yalla def moy deggê- tout ce que Dieu accomplit, c'est la vérité.

” Ki nak mooy ki seeb weursek wiko Yalla djox”- Le pauvre c’est celui qui ne se suffit pas à ce que Dieu lui a donné..

Ki am mooy ki doylu te tawatul dara”-Leriche, c’est celui qui se suffit à ce qu’il a.^.

3 Lep mbiru yalla la »-, Tout découle de la volonté divine.

« nak mi ngi si loxal yalla »-, La pauvreté est l’œuvre de Dieu ».

3lu nit am yalla la lumu nakit yalla la »

« nu mun te yam ci lunu yalla diox »-Prendre patience et se suffir à ce que Dieu nus a livré.

« bo amul neg ba yalla new”- Si tu n’a rien tu dois attendre que le Bon Dieu vienne te secourir.

« julit lu ko dal da koy teg ci loxay yalla »- Le croyant, pour tout ce lui arrive doit se remettre à Dieu ».

« gëm yalla ci baykat la diougé »-La croyance en Dieu est une vertu héritée des paysans.

3Yalla bu xaré guemin dana si def dugub »-Dieu dnne du mil à toutes les bouches à nourrir.

« Dama japp ci yalla »-je me réfère totalement au Bon Dieu.

« Yalla bayiwul keen »-Dieu est là pour tout le monde.

« wakirlu be bega dee, me yalla mayulen »- Dieu peu priver la richesse même à celui qui travaille.

### **Imploration des bienfaits divines :**

« sama clalas gi bari na nufi, xana sutura yalla reck »-Il y a beaucoup de personnes qui partagent les conditions de pauvreté que moi, seulement Dieu est toujours là pour nous protéger.

« yalla demul fenne »- Dieu n’a pas bougé donc on peu toujours l’implorer.

« diy sabab lu be yalla dick »- faire ce qui est notre devoir et implorer le Bon Dieu jusqu’à ce qu’il nous prévilègie de ses bienfaits »

« kenne manul dioxé xéwal ku dul yalla »-Il n’y a que Dieu qui peut accorder des graces et des bienfaits.

« yalla soopalijamono ba rewmi defaru »-QUE Dieu change les temps durs pour que notre pays soit bien.

« *adunay bor, bu njeke, den dan ban bor* »--Maintenant le crédit est trop répandu et avant notre dignité ne nous permettait pas d'octroyer un crédit »

Suite référence aux valeurs Culturelles et Morales :

« *nit day yaakar* »-La personne doit toujours espérer »

« *bo nake bul jambat* »-Même si on est pauvre, on ne doit pas se plaindre.

« *yaakar da fa diis*-L'espoir est une valeur forte

« *ku doy loo sa nguur nek buur* »-si on se suffit à son royaume , on devient pleinement un roi.

« *dankay dundu sa nak* »-Il faut accepter de vivre sa pauvreté.

« *kersa am nafi ba legui* »-La pudeur existe toujours ici.

« *sag boo xamné dangay leb ta doo fay, bu yagé sagba dan* »-Si tu octroie des crédits et que tu ne payes pas, à la longue cette valeur morale basée sur la discrétion va disparaître. Même si tu es pauvre, il faut être digne et payer ses dettes.

La Référence à des valeurs culturelles et morales :

« *bo amul nga mun* »-Même si tu es pauvre tu dois prendre patience.

« *yootu loo manu ta am sonal sa bop la* »-Vouloir obtenir des choses qui ne sont pas dans l'ordre du réalisable pour nous c'est se fatiguer.

« *amu ma wanté xoolu ma derem map ken* »-Jene suis pas riche, mais je ne regarde l'argent de personne.

« *nit ni no sopiku* » -Les gens n'ont plus les mêmes valeurs culturelles et morales.

« *bo nopé nu teg la ku am* », *wax kat day fenal bopam fu mu tolu* »-Si tu ne dis rien, on te prend pour une personne aisée, le beau parleur se montre toujours où il se trouve

« *dafa diis* »-Il est hautain.

« *sagu* »-Nepas exposer ses problèmes.

« *sereer da fa bari kersa goro waru la xamal* »-le serere a beaucoup de pudeur notamment envers les beaux parents.

« *adina amul solo* »-Il ne faut pas s'apesantir sur les choses matérielles de la vie .

« *neub li ci sa xol* »-Il faut cacher ce que nous ressentons dans notre cœur.

« *sereer domu ndeyam* »-Le séreer s'attache aux parents de même lignée maternelle.

« *mag day xam lu nu ko waxul* »-La personne âgée doit savoir ce qu'on ne lui dit pas.

« *nu dek no bok* »-Toutes les personnes qui habitent ensemble sont des parents.

« laabir sonna lulen »-La charité n'est pas une préoccupation chez ces gens là.

Cat »gorisation de la Pauvreté.

« nak am soxla mu taxaw, menu looko fajj »-Etre pauvre c'est ne pas pouvoir régler ses problèmes cruciaux.

« loo soon soon guis koo tané »-Autant tu es fatigué, tu verras toujours quelqu'un qui est plus fatigué que toi.

« sutanté bariwul wayé amna tanenté »-La différence n'est pas grande mais il y a des paliers exprimant des conditions de vie qui ne sont pas totalement identiques.

« man mangui moo amul »-Nul n'est auto-suffisant.

« wergu yaram ku ko am na ko dara »-Si tu as une bonne santé, tu n'es pas pauvre

« xaalis bu newul ci poss, nakangafa »-Si on ne dispose de l'argent de poche, on est pauvre.

ken du am dundu ren ba deven » Nul n'a l'autosuffisance alimentaire ; on ne peut pas avoir des vivres suffisants pendant deux saisons successives.

« ku la sut mbaxana » Celui qui est plus aisé (comaraaison avec deux buts de chapeau qui n'ont pas la même longueur)

« su ma amon coono jexnaa »si j'avais du riz, je n'aurai plus de problèmes.

« li ko wok xuri nama »-Tout ce qui l'égratigne, me dépèce.

« ku deewul nakoo dara » - Celui qui n'est pas mort ne manque de rien.

### Rapports de Genre

« lu tuh goor diaaxal na jigeen » -Tout ce que l'homme ne peut pas résoudre est inaccessible à la femme.

« rus na nu yel waan » - Il ya une catégorie de personne qui a honte de quémander.

« da nu fenjaak » -Il a des gens qui sont paresseux.

« nu ngui am lu nuy sutur loo »- On a le minimum pour ne pas s'exposer au dehors.

« nit nexul xam »- Le vécu de la personne n'est pas facile à connaître car la personne humaine est complexe.

### Catégorisation de la Pauvreté /du Bien être.

« Mên nga gnak ba do am lekk » : on peut être pauvre jusqu'à ne rien avoir pour manger

« gnak dafa meeti » : la pauvreté est dure

« ku am moy kuy lekk ba suur » : la personne c'est celui qui mange à sa faim

« su nawet baxe lép bax » : s'il ya un bon hivernage, tout est bien

« bēgē na gnu waxe amugnu gnungiy sabablu » : on veut des choses mais on n'a pas le pouvoir de les obtenir, on essaie toujours

« tané yan te yi baréwul » : on ne peut faire une grande catégorisation entre les pauvres

« jamono ji ku amul xalis so febaré dée » : par les temps qui courent si tu n'as pas d'argent et que tu tombes malade tu crèveras

« ku ne mbiri bopam » : chacun avec ses problèmes

« gnak dafa bari fàsong » : la pauvreté se manifeste de différentes manières

« ken bēgul gnak » : nul ne désire être pauvre

« wuti te amo amna ndax kuy wut boo sagnon am » : il y a des personnes qui acceptent de travailler et n'ont pas la chance d'obtenir quelque chose. S'il était de leur ressort, il aurait obtenu gain de cause.

« gnak te fex » : on peut être pauvre et être à l'aise dans cette pauvreté

« gnakē gnak » : très pauvres

« ken tane wul ken » : nous sommes tous pareils

« nēpa mase » : on est au même pied d'égalité

« amugnu te rus na gnu yelwani » : catégorie qui, n'ont rien et qui ont honte d'aller quémander

« amna gnu amul » : il ya des gens qui n'ont rien

« amna gnu am amna gnu gnak » : il ya des gens qui sont riches et d'autres qui n'ont rien

« ki gnak moy ki bēgē dara mu jafé » : le pauvre c'est celui qui veut obtenir quelque chose dont l'accès est difficile

« gnu bagnul dara » : catégorie qui ne refuse aucune aide

« ku gnak bagnul dara » : le pauvre ne refuse rien

. Entraide et solidarité

\*sémiologies exprimant le manque d'entraide et de solidarité

« ku la tane da la koy won » : si quelqu'un est plus aisé que toi, il marque la différence

« bo amul mugal ko wax sa soxla da la koy xamal te du la ko fajal » : si tu es pauvre prends patience, car si tu révèle tes problèmes à quelqu'un il les connaîtra sans pour autant les résoudre et te vilipandra après

« dëk ap dox dajé » : on ne partage aucun lien affinitaire sinon le voisinage

« bop sa bop » : chacun pour soi Dieu pour tous

« yalla mo xam li takh dimbalanté te wugn » Dieu seul sait pourquoi les gens ne s'entraident pas

« ku am dimbali ki gnak » si une personne est aisée elle doit aider celui qui est pauvre

« ken falé wul ken » : personne ne s'occupe de personne

« bagna dugu si yëfi jambur » : ne pas s'occuper des problèmes de personne si on ne veut pas s'entraîner des ennuis

« di gé rek » : les autorités ne nous aident pas, ils ne font que des promesses

« ku la tane wul du la dimbali » : on veut s'entraider mais on est tous pauvre

« ku sa wodu jotul nganaan da ngay booti gamb » : même ton pagne ne te recouvre pas complètement et tu veux porter une gourde

\*sémologies reflétant l'aide et la solidarité

« da ngay si dem si ko yaakar » : si tu as des problèmes tu vas voir une personne qui peut te fournir de l'aide

« bo amul fi mag am fale baay » : si tu n'as pas un frère ici, ailleurs tu as un père

« dimbalanté si sutura » : s'entraider dans la discrétion

« dimbalanté si sunu biir » : s'entraider (entre bous

« ku tanne sa morom dimbali ki des » : celui qui est dans des conditions meilleures doit aider l'autre dont l'état de pauvreté est critique

« bu feneen ame jaxle du am » : si les autres sont à l'aise on n'a pas de quoi s'inquiète

-Les stratégies

-alimentaires

« da gnuy takalé rek noko amé rek » : on se débrouille pour manger par n'importe quel moyen

« lu yalla indi rek gnu dundé ko » : nous vivons de ce que Dieu nous procure

« kalangantu » : être à la suite de personnes beaucoup plus aisées pour acquérir leur aide

« dëbbë daaxé » : se débrouiller

« kër ga dara newu fa » : formule de demande d'aide

« taxalé » : collecter de la nourriture par ci et par là

« amambi da fa new dépense bi ser » : nous n'avons pas grande chose et les dépenses sont chères

« dagnuy fexe ba lekk bu nexé sans la bu naxaré sans la » : on se débrouille pour manger, si c'est bon c'est une chance, si c'est de mauvaise qualité, c'est aussi une chance

« biir mo mom borom » : l'individu est commandé par son ventre

« lekk gi men na gnaka nex waxe da na am » : la nourriture peut ne pas être succulent mais toujours est-il que nous mangerons

« su gnu togul du gnu lekk » : si on ne cuisine pas on ne mange pas

« tey nga lekk eulék do lekk » : aujourd'hui tu manges, demain tu ne manges pas  
.entreprenariales

«su amoon du ma xar mat » : si j'étais aisé je ne serai pas bûcheron

« jamu yalla ak na ngo ligey » se vouer à Dieu et travailler

« jemm ji du bene » : les stratégies entrepreneuriales sont variées

« fo fu la sama dolé yem » : c'est tout ce que ma force me permet de faire

« ligey lele mu kaya » : tout travail a ses hauts et ses bas( du point de vue de la productivité)

« gnak jërignu ku gnakul du jërinu » : si tu sue à ton front tu obtiens gain de cause, si tu n'acceptes pas de suer tu n'obtiendras rien (maxime pour encourager les travailleurs

« bu gnuy xethio suuf, fa ngatoog bu fa djog » : si on se dispute une portion de terre, là où tu es assis tu ne dois pas quitter (stratégie entrepreneuriale exprimant le manque d'entraide à savoir que quand vous êtes dans les mêmes conditions difficiles de survie, personne ne doit céder ses acquis à l'autre

« boko manul jeem ko » : même si tu ne peux pas faire une chose il faut toujours essayer

« bo méné mēnal sa bop » : si tu entreprends quelque chose, fais le pour toi même

« wakirlu » : entreprendre et s'en remettre à Dieu après

« lufi dée mooko rey » : c'est lui qui s'occupe de tout, il est notre seul soutien

« gnak pexe pexe la » : le manque de stratégie relève quelque part d'une stratégie quelconque

« bo xamul fo jeem delul fa nga jogé » : si le chemin de la vie devient tortueux, on doit retourner aux sources

« fegnak barina fasong » : la paresse s'exprime par plusieurs manières

« may nit bër bu set, janngal nit nu muy nape moo gën » : donner à chaque fois du poisson à une personne mieux vaut lui apprendre comment pêcher

#### .Débrouillardise

« kuy xëy di réglé di man gnan da fa gnak » : si quelqu'un se lève caque matin pour régler des détails et demander de l'aide c'est parce qu'il est pauvre

« su ma amon du ma lep » : même si je n' ai rien je n' octroie pas le crédit ( je me débrouille avec le peu que j'ai

« foraatu » : faire di ramassis par ci par là

« jaboot bariwul lu mu mën » : celui qui a beaucoup de personnes en charge ne peut pas avoir grande chose

« waye jaboot menul tog » mais il ne peut pas non plus rester sur place ; il doit toujours se débrouiller

« di jog di danu rek » : se relever et retomber

« di watatu rek » : dandiner seulement

« li tan diy dundé » : analogie avec l' épervier qui ne vit que par débrouillardise

« taaba taaba » : expression exprimant la débrouillardise

« démerdé » : se débrouiller

« lijenté, kurti kurti » : débrouillardise

#### Rapports de genre

« jigéne dafa yomba xassaté » : la femme est souvent vulgaire , si tu n'a plus rien elle te vilipande

« goor yi fi yoru gnu ko, langue si car te amugnu fu gnu teral » : les hommes d'ici n'ont absolument rien, ils sont comme des apprentis de car qui n'ont pas où acoster

« jigéne dafa wara sakanal » : la femme doit avoir la culture de l'épargne

#### Rapports entre les personnes

« bo amul daagn la xeeb » : si tu es pauvre on te sous- estime

« kugnak ken du la faale » : si tu n'a rien on ne te considère pas

« xam li la war te mënno ko faj » : connaître tes devoirs et ne pas pouvoir les accomplir

« bu ma yeewo te ken febarul gnakumatuus » : si je réveille et que tu tout le monde est en bonne santé je ne manque de rien

« fu ki nit yu wara tuki kune di lep sa morom pass » : 10 personnes qui doivent voyager et chacun veut faire crédit du billet chez l'autre

A travers la Typologie de la Sémiologie Populaire et reflétant quelque part les perceptions des populations relatives à la pauvreté et au bien être, les catégories qui apparaissent le plus sont relatives à la référence faite à la divinité, aux valeurs, morales et culturelles ; dans la référence à la divinité, on voit nettement que la plupart des populations (catégories les plus âgées et les plus religieuses) acceptent sans ménagement la volonté divine et ont un esprit fataliste sur les questions touchant la pauvreté et le bien être.

Il y a notamment l'imploration des bienfaits divins pour les secourir et les sortir de leur état de pauvreté. Autant la référence faite à la divinité sert à légitimer l'état de pauvreté et le bien être pour entrer aussi dans ce cadre de légitimation. Et cette catégorisation laisse apparaître de nombreux indicateurs et elle est très diverse. La référence aux valeurs culturelles et morales est souvent utilisée pour légitimer l'état dans lequel ils se trouvent. Aussi, on remarque que les populations ne sont pas inertes face à leurs difficultés de survie. Elles développent des stratégies de survie quotidien, de débrouillardise, les stratégies entrepreneuriales. Concernant l'entraide et la solidarité. Les gens affirment que le plus souvent qu'il n'y a pas d'entraide entre eux car soit ils partagent les mêmes et dures réalités de la vie, et donc ne peuvent pas s'entre aider, soit ce sont les autorités ou les personnes moyennement aisées qui ne les aident pas. Des sémiologies édifiantes également sont faites et indiquent le type de rapports de genre existants. Elles révèlent une certaine stigmatisation de part et d'autre des deux sexes. Les rapports entre les personnes sont mis en exergue également.

### **Analyse du rôle des institutions dans la réduction de la pauvreté**

Dans toutes les parties qui ont précédé celle-ci l'accent a été beaucoup mis sur l'acteur c'est-à-dire le pauvre ou la personne vulnérable. Cette introspection dans la vie de celui-ci nous a permis de saisir et d'avoir sa perception sur sa situation. Mais fort de tout cela il nous fallait voir les différentes institutions qui interviennent dans le cadre de la réduction contre la pauvreté dans la région la région de Fatick : Comment sont-elles perçues par les populations ?

Quelles sont les formes d'institutions qui existent ? Quel est leur apport dans la lutte contre la pauvreté ?

### **Perceptions des populations sur les institutions municipales et administratives**

Les populations enquêtées dans la région de Fatick (dans leur majorité) n'ont pas été tendres avec les institutions existantes surtout celles administratives et municipales. Il s'agit en fait des présidents de communauté rurale, des sous-préfets, préfets du gouverneur et des maires des communes.

Les populations ne connaissent généralement ces institutions que de nom car celles-ci n'assurent pas de façon adéquate leurs rôles. Diverses personnes nous ont confirmé cela dans nos entretiens.

Ce qui fait que la déconnexion institutionnelle est bien existante à Fatick malgré la présence institutionnelle. Cette déconnexion vient du fait que les populations vont vers les institutions en cas de besoin de papiers administratifs, de litiges fonciers ou de problèmes touchant leur environnement social (manque d'eau, ordures ménagères non ramassées, éclairage public et sécurité..) et en contre partie ces dernières font la sourde oreille ou ne viennent qu'en période inopportune (décès, élections...)

La perception est basée sur le caractère politique qu'ont ces institutions. Pour El M. C. 23 ans célibataire:

*« notre municipalité est reconnue dans notre secteur « Balaa nuy xam nit ni politik jott ». les autorités municipales ne font qu'apâter les gens en leur tenant des promesses qu'elles ne respectent pas... »*

Les situations sont bien choisies par les autorités pour faire leur investissement. La personne pauvre qui se trouve dans une situation inconfortable (santé, nourriture sont absentes) croit généralement aux promesses faites sur ces conditions de vie. C'est au fil des jours que ces croyances vont s'envoler en l'air. La proximité est de loin entre ces institutions et ces populations car elles viennent qu'en cas d'événements. Les populations sont contraintes de faire leurs stratégies pour réduire leur état de pauvreté.

Cette absence de proximité peut être par le système de développement des réseaux sociaux basés sur l'appartenance politique. Ces propos de I.D. 41 ans marié et père de 05 enfants nous révèle :

*« je ne vois pas la mairie en terme d'aide car ceux qui sont là-bas ne font rien pour les anti-maires. Tout ce qu'elle, c'est pour les partisans du maire. Je peux vous donner l'exemple des tôles de l'arène et les bois du wharf... »*

Cette stratégie de baser des actions sur les réseaux sociaux ne peuvent pas réduire la pauvreté mais elles font basculer certaines personnes dans la précarité. Ces institutions ne peuvent pas donc avoir une influence sur l'état de pauvreté des populations car elles n'ont pas de politiques adéquates de lutte contre la pauvreté.

Selon M.M.F. chef du Centre de Promotion et de réinsertion sociale de Gossas :

*« Pour l'aide aux personnes nécessiteuses, c'est la municipalité qui la gère et ce sont les chefs de quartier qui choisissent. Or cela demande une enquête sociale composée d'un entretien social et d'une visite à domicile (état de l'habitat de la personne) mais aussi de son environnement social (si elle a un soutien proche) cette enquête permet de voir le degré d'indépendance et quel genre d'aide elle a besoin... »*

Les propos montrent comment les institutions municipales sont en déphasage avec les stratégies de réduction de pauvreté. Leur degré d'influence par rapport est nul car ceux qui doivent être aidés ne le sont pas. La réduction de la pauvreté par le canal de ces institutions sera vaine car elles n'ont pas les moyens ni les politiques de la faire.

Même les questions liées à l'environnement social des populations ne sont pas pris en considération et il est de leur ressort. L'exemple nous est donné par cet enquêté D.G. 32 ans marié , père de 02 enfants et enseignant.

*« Nous ne voyons pas la municipalité. Notre quartier souffre des inondations (il est englouti pendant toute la saison des pluies) du défaut d'éclairage public, du manque d'eau, (absence de branchements sociaux..) et de routes. Malgré tous ces problèmes la mairie n'est même pas à notre écoute... »*

Ces institutions municipales ne sont pas en mesure de prendre en charge les problèmes des populations et ceal à tous les niveaux. Même l'accès aux services sociaux de base ne peut pas être assuré par cs institutiions.

Dans le milieu rural, tous le villages étudiées (neuf au total) sont en parfaite déconnexion avec les institutions ( président, communauté rurale, sous préfets)

Ces institutions comme celles municipales ne sont là que pendants les actions politiques ( Elections pour donner des consignes de vote ou lors des quinzaines de la femme)

Ces institutions qui n'ont pas de liens avec les populations rurales peuvent telle apporter des solutions à celles-ci. L'espoire les plus permis pour ces population en vers ces institutions étatiques car les relations vont dans un sens ( population institution ) pour les problèmes de papiers, de terre en cas de conflit ou de nouvelles autorisations.

Telles sont les perceptions des populations sur les institutions municipales et eetatiques. Mais une autre déconnexion est notée entre l'institution décentralisée régionale : le conseil régional et les populations. Pour les enquêtés habitant fatick commune ils ne connaissent pas le rôle de cette institution dans la région. Ce que nous connaissons du conseil régional, ce sont les belles voitures qui circulent à n'importe quelle heure dans la ville » disait un jeune lors d'un entretien.

L'interrogation est la suivante : les populations vont-elles vers cette institution pour trouver une soultion à leurs problèmes ? La réponse négative à cette question s'explique par le fait que les populations n'ont pas été informées du rôle des pouvoirs du Conseil Régional depuis l'avènement de la politique de décentralisation en 1996.

A l'opposé, le conseil régional a-t-il fait des actions concrètes auprès des populations pour être connu et répondre aux aspirations de la région. Peut-être que le plan régional de développement Intégré de la région de fatick portera ses fruits pour répondre aux préoccupations des populations.

En guise de conclusion, nous pouvons dire que les institutions existantes sur place dans la région de Fatick ne répondent pas aux attentes des populations. Cette non réponse est elle due à un manque de finances ou une méconnaissance de leur rôle. Mais dans tous les cas celle ci a créé une large rupture qu'est la déconnexion institutionnelle. Malgré cette

déconnexion avec les institutions administratives municipales et rurales, d'autres institutions sont existantes dans la région de Fatick. Elles ont pour rôle principale la réduction de (ou la lutte contre) la pauvreté.

### **Les institutions intervenant dans le cadre de la réduction la pauvreté et les perceptions des populations**

La limite des moyens et la méconnaissance de leurs rôle face font que de nouvelles institutions se trouvent dans la région de Fatick pour la réduction de la pauvreté. Cette présence institutionnelle même si elle n'est pas forte va permettre aux personnes pauvres ou vulnérables d'avoir au moins des appuis pour éviter le basculement. La région de Fatick étant trop pauvre, le désengagement de l'Etat dans beaucoup de domaines (santé ; éducation, agriculture...) ne peut être atténué que par des institutions non administratives et municipales. Ces institutions non administratives et municipales. Ces institutions doivent avoir des objectifs précis à atteindre : réduire la pauvreté dans la région.

Avant de faire la typologie, nous devons rappeler que la région de Fatick est une région très pauvre en Organisations non gouvernementales (ONG) et surtout des ONG de grande envergure. Ce manque il faut le rappeler est causé par l'enclavement de la région mais aussi par l'accès difficile à certaines zones telles que les îles. Ce qui porte un grand préjudice à la région. Cependant les institutions existantes peuvent être catégorisées sous cette forme :

- institutions gouvernementales : AGETIP, PDRH
- institutions financières privées : ACEP CREDIT MUTUEL SENEGALAIS
- institutions d'économie communautaire : GIE, GEC (Groupement d'Epargne et de crédit)
- Organisations non gouvernementales : AC DEV, CARITA'S

Ces différentes institutions vont intervenir dans différents secteurs mais leur objectif commun est de réduire la pauvreté dans la région de Fatick.

#### **Perceptions des populations sur ces institutions**

Comme leurs actions vont directement vers les populations, ces dernières en tant qu'actrices doivent avoir leur perception sur celles ci. Nous devons rappeler que l'enquête de perception sur celles ci. Nous devons rappeler que l'enquête de perception a pour cible principale la personne pauvre ou vulnérable. Celle ci doit être au début et à la fin du processus de perception de la pauvreté.

Concernant les institutions gouvernementales à savoir le Projet de développement de Ressources Humaines et l'Agence d'Exécution des travaux d'Intérêt Public (AGETIP) leur domaine de prédilection est surtout les communes.

Pour l'AGETIP, les réalisations sont visibles : Selon DNG 49 ans mère de famille :

*« Le projet Programme Alimentaire Mondial (PAM) et l'AGETIP, ont recruté des jeunes filles pour le balayage des rues. Au début elles recevaient : 10 000 francs, 1 sac, de mil et 2 litres d'huile mais maintenant c'est 10 000 francs En plus l'Agetip a installé un robinet publique dans notre quartier... »*

Même la rémunération de ces jeunes filles est axée sur la nourriture car elle constitue le problème pour beaucoup de famille du fait de la cherté des denrées Mais depuis le départ du PAM c'est l'AGETIP qui continue cette action en ne payant que 10 000 francs par mois. Mais même le projet des bornes fontaines est une initiative saluée par les populations car depuis l'avènement des branchements sociaux (qui sont actuellement arrêtés) les municipalités ont « coupé » tous les robinets publics. Les maisons qui se trouvent à plusieurs mètres du tuyau d'eau éprouve beaucoup de difficultés pour avoir des robinets chez elles.

Ce projet d'AGETIP est au moins pourvoyeur d'emploi car des centaines de filles sont employés dans la région de Fatick.

Toujours dans cette optique, P.A.N 36 ans célibataire nous dit :

*« ...Fatick est mal gérée par les autorités municipales car en plus des quatre (04) centres de nutrition communautaire, l'AGETIP a créé des bornes fontaines et s'achève pour le financement des femmes (micro-crédits). Alors la mairie ne fait rien pour la gestion des ordures ménagères... » »*

La perception négative sur les institutions municipales est accentuée par son dégageant total alors que d'autres institutions règlent les problèmes les plus tranchants (alimentation, eau). L'importance de ces Centres de Nutrition Communautaire réside dans le fait qu'ils suivent les enfants de 0 à 36 mois en leur donnant des aliments de qualité et en quantité. L'objectif des CNC est de lutter contre la malnutrition infantile qui peut être causée par la pauvreté. Selon le préfet de Gossas, ce projet verra bientôt le jour à Gossas. Les autorités cherchent des locaux pour les Centres de Nutrition Communautaire des quartiers. Acôté de l'AGETIP, une autre institution gouvernementale est dans la région de Fatick, c'est le Projet de Développement des Ressources Humaines (PDRH).

Ce projet a eu beaucoup de réalisations dans la région avec la construction des cases polyvalentes dans tous les chefs lieux de Département pour les groupements féminins. Ces cases comportent : une salle de réunion (grande), deux (02) chambres climatisées ; du matériel de teinture et un équipement audio visuel.

Pour C.D.D. 45 ans mariée et mère de 5 enfants :

*« Le PDRH nous a construit la case deux (02) chambres que nous louons à 7500 Frs par jour. Au moment de la fin du projet, le PDRH nous avait 5.000.000 Francs représentant un fond d'accompagnement. Ce fond nous a servi de construire une boutique et d'avoir des moyens pour faire le crédit revolving ».*

Ce même fait a été appliqué dans les trois ( 30 ) départements pour les femmes le problème d'accès a connu un début de solution. Avec le crédit revolving, il suffit selon ces femmes d'avoir une somme au niveau de la caisse pour en bénéficier. Ce crédit revolving dure 6 mois ( 3 mois de differé et 3 mois pour payer ).

Le problème est que les montants à preter sont très faibles et ils et il ne permettent aux femmes de mener par fois des investissements leur autoprise en charge. Ce qui fait dire ces institutions sont au mois préoccupés par le sort de ces populations mais ne peuvent pas preter des sommes colossales car elles ne demondent pas des garanties assez élevées.

Cela contrairement aux institutions financières privées qui à toute personne voulant un Crédit mutuel Sénégalais, et l'ACEP ( Alliance de Crédit de l'Epargne pour la production) ont

un système financier décentralisé par le canal des caisses populaires les Groupements d'Épargne et de Crédit ( GEC ) comme Action – Plus CEDS Afrique ; Association Régionale des Agriculteurs de Fatick ( ARAF) et même les groupements féminins ( nous devons rappeler que la région de Fatick en compte 533 selon M<sup>me</sup> Sarr née Aïchatou : N'diaye chef du Service Régional du Développement Communautaire par intérim) et des Organisations Communautaire de Base(OCB).

Mais de tous les villages étudiés seul celui de Thiamène Birane a vu son groupement financé par Actions Plus et c'était 1 000 000 francs. Cette somme était remboursable en 10 mois c'est à dire 100 000 francs par mois. Selon la présidente D T

*« cette somme a été partagée entre les membres du groupement et celles ci s'attellent à rembourser »*

Les perceptions des femmes (surtout car elles sont les plus présentes dans les projets de micro-financement) sont construites sur des principes.

-ces femmes veulent contracter des prêts mais étant issues de milieux défavorisés elles ne veulent pas ternir leur image en cas de non paiement. Cette crainte due au manque de moyens fait qu'elles n'ont pas de quoi mettre en gage pour emprunter des sommes significatives.. Dans toutes ces structures de prêt le différé est de trois (03) mois et que cela fera naître un contrôle sévère et constant du fait de la proximité des mois et de la garantie collective. Selon D N 49ans présidente du groupement Jappo Liggèy :

*« le problème majeur est que les femmes du groupement nous doivent de l'argent. Mais nous savons que cela est du aux problèmes de la pauvreté... »*

Généralement ces femmes qui contractent des prêts interviennent dans le petit commerce avec ces facteurs de blocages : Difficultés d'écoulement, crédits non remboursés et investissement des bénéfices dans le ménage.

C'est pourquoi B ND coordonnatrice d'Action pour le Développement(ACDEV) une ONG basée à Fatick déclare :

*« En travaillant avec les GPF, nous demandons d'abord à leurs membres comment elles vont utiliser l'argent du prêt. C'est comme une étude de faisabilité et chaque fin du mois nous intervenons pour voir l'état du projet. Même après remboursement, le travail de sensibilisation continue pour inciter ces femmes à utiliser leurs bénéfices dans d'autres activités génératrices ... ».*

Ce qui montre que les femmes sont généralement intéressées par ces micro-crédits pour régler les affaires courantes ( alimentation, santé, habillement.. ). Cela est dû au fait qu'elles ne sont pas formées à des projets durables.

Une autre institution intervenant dans la région de Fatick est le CARITAS (oeuvres catholiques). Il intervient surtout en milieu rural pour aider les populations à avoir de l'eau potable par le canal des puits sondage et des forages. Le CARITAS a construit quarante quatre (44) forages dans la région. Même si ces actions ne sont pas visibles dans les villages visités, les populations ont perçu leurs actions comme un moyen de réduire la pauvreté par la présence de l'eau. Les institutions interviennent dans des zones où les difficultés sont constantes, c'est le cas de la MISSION CATHOLIQUE. Elle avait construit de puis 1995 un magasin collectif appelé « SAKH » ou grenier dans le village de Thiadia Keur Mor Djité. Les propos du chef de village sont assez édifiants sur cette stratégie :

*« ...en 1995 la Mission Catholique nous avait financé pour la construction d'un magasin de stockage de mil. Après celle-ci chaque chef de famille cotisait vingt (20) kilogrammes de mil par an (après la récolte). L'hivernage d'après nous avons cultivé un champ de mil collectif appelé « TOOLU SAKHMI ». Une fois la récolte faite nous avons eu, en plus du remboursement des prêts par famille jumelés aux intérêts (15 kilogrammes par famille) quatre tonnes et demi (4,5) tonnes de mil. Chaque année en milieu d'hivernage nous faisons une distribution gratuite suivant la taille des ménages et cette quantité ne sera pas remboursable. Trois (03) ans après (1998) nous avons fait de même pour l'arachide et actuellement nous avons en stock deux (02) tonnes. Ces « Sakhs » sont aux environs de 25 dans le département de Gossas. Il y'a aussi quatre (04) banques de céréales et les prix sont fixés suivant ceux du marché. Si le prix d'achat du mil est de 100 francs par kilo, la banque l'achète à 120 francs à ses membres. Concernant la vente si le prix du marché est de 125 francs, la banque le vend à 100 francs à ses membres. Mais depuis lors, la mission catholique ne finance plus les banques... »*

Ces propos montrent comment cette institution tente de réduire la pauvreté dans le domaine alimentaire. Cette institution a une politique d'auto-suffisance alimentaire envers ces populations. Cette action entre aussi dans le cadre d'une solidarité mutuelle entre membres car avec la pauvreté, chaque personne se suffisait à ses besoins sans pour autant avoir une pensée pour son prochain.

L'analyse du rôle des institutions existant dans la région et intervenant pour la réduction de la pauvreté s'avère un peu complexe. Les institutions qui sont les plus présentes sont les institutions administratives (préfets, sous-préfets, gouverneurs) et les institutions locales (maire, président, conseil rural). Celles-ci ne font généralement rien pour aider les populations qui vivent dans des conditions pénibles. Est-ce par manque de politiques ou de moyens envers les populations ? La réponse à cette interrogation par les populations est négative car elles ne les sentent pas en cas de besoin surtout avec la pauvreté qui continue à gagner la région. Par contre, les institutions gouvernementales ou privées intervenant dans la région même en étant pas nombreuses, tentent tant bien que mal à aider les populations pour réduire la pauvreté.

Mais l'idée la plus répandue constitue les difficultés d'accès au crédit du fait des garanties imposées par certaines institutions financières. Ce qui montre que celles-ci ont des problèmes d'adaptation et d'adéquation avec les réalités de cette zone où la pauvreté ne permet pas l'épanouissement.

### **Impacts des perceptions sur la pauvreté et le bien-être dans l'organisation des cités et des villages**

Comme tout fait social, la pauvreté a des faits structurants (causes) et impacts (conséquences) sur les populations et cela dans le cadre où elles se trouvent. L'impact peut avoir pour sous-bassement la perception des personnes pauvres ou vulnérables sur leur situation et se répercute dans le milieu où se trouvent ces populations.

Ces impacts peuvent bouleverser l'organisation des cités et villages en faisant intervenir de nouvelles données. Durant notre séjour (enquête) dans la région de Fatick, les

populations ont par la force des choses adopté des comportements pour résister à la crise, mais aussi elles ont vu des changements dans leur mode de vie.

Ces impacts des perceptions sont de divers ordres :

\* La naissance du partage chez les jeunes : faisant partie des couches les plus touchées par la pauvreté du fait du chômage mais aussi de la situation familiale, les jeunes trouvent en ce partage un moyen de contenir la pauvreté. A travers les propos recueillis lors d'un entretien de groupe, un jeune nous disait :

*« on se comprend entre nous. L'achat du thé se fait par « taxalé ». Cela est aussi valable à l'occasion de la visite d'une copine pour lui acheter de la boisson. Mais tout cela à l'insu de la personne étrangère... »*

Le partage se note car ceux qui n'ont pas d'argent ne cotisent pas. C'est cette solidarité instaurée par la pauvreté qui ressurgit et cela peut même camoufler.

Situation difficile dans laquelle, ils sont. Ces liens positifs forts qui les unissent, leur donnent plus de crédibilité face à la personne qui n'est pas de leur milieu. C'est une sorte de grille de sécurité qu'ils installent pour ne pas être surpris dans leur milieu.

Dans un autre registre, ce partage peut se traduire par l'échange d'habits entre jeunes d'une même famille ou de familles différentes.

N.D 57 ans mariée 9 enfants déclare .

*« ...pour les grandes personnes c'est lors des « khewx » (manifestations) que j'achète pour elles...J'achète une robe ou un joli grand boubou ou « Ndokett » qu'elles s'échangent en utilisant mes bijoux... »*

L'amputation d'une partie de soi en s'échangeant ses habits avec d'autres peut résulter d'un esprit de partage instauré par la crise. Elle fait que les moyens ne sont plus suffisants pour chercher des habits à chaque membre de la famille. Cet échange est beaucoup plus noté chez les jeunes qui suivent le mode et dont les parents n'ont pas les moyens de leur assurer tout.

Les perceptions bien que différentes concourent à donner à ces populations des possibilités de contenir la pauvreté non sans avoir des moyens suffisants.

Un autre impact des perceptions sur la pauvreté et le bien-être est : L'individualisme.

- L'individualisme est presque une constante dans les milieux étudiés. Mais il est masqué par un épais voile qui le laisse apparaître sous toutes ces formes. La perception des populations à travers la semiologie populaire fréquemment employée : »kentannekul kenn « en est une parfaite illustration.
- Dans les villes comme dans les villages, la solidarité en espèce ou nature est presque inexistante. L'aide ou la solidarité doit provenir d'un autre milieu mais pas dans lequel où ils se sont établis. Chaque famille se terre sur ses avoirs pour pouvoir survivre. Comme le disait B.S. 80 ans retraité :

*« ...Dans le quartier tanne wuma kenn hakay dimbalé waaye tam kenn tanne wuma bamay dimbalé » (littéralement : Je n'ai pas assez pour aider personne et personne n'a assez pour m'aider dans le quartier)*

Cette solution d'autosuffisance à soi même est une des réalités de la crise car chaque individu a un instinct de survie. Toutes les possibilités seront faites pour ne pas extérioriser le peu qu'on a.

Le milieu rural qui a été pendant longtemps cité en référence comme lieu de solidarité de vie collective d'aide perd ces attributs. La perte de ceux ci est dû en grande partie par l'absence des pluies, de semence, la progression des sols salinisés. L'esprit collectif n'est retrouvé généralement que dans les travaux champêtres par le prêt de cheval, machine et parfois même d'aide pour les cultures.

Cette position verticale sur laquelle se trouvent toutes ces populations fait l'aide ne peut provenir que de l'extérieur du quartier ou du village.

F.D + 40 ans mariée 3 enfants déclare :

*« ...Dans notre quartier il n'y a que des pauvres mais la différence provient de peut les aider...Nous recevons des dons ou « sarakh » mais ceux qui donnent viennent de l'extérieur (Dangu lebou, keur aladji, escale...).*

La focalisation faite sur l'extérieur (hors du quartier ou du village) pour régler certaines affaires ou pour être soutenu donne l'idée du nivellement par le bas qu'a fait naître la pauvreté.

Les perceptions ont fait que chacun adopte une stratégie de repli sur soi même. Cette sémiologie populaire est édifiante :

*« fukki nitt yu wara tukki, kouné di lepp sa moroom pass »*  
( littéralement : dix personnes qui doivent voyager et chacune emprunte le prix du billet ).

L'individualisme fait son bonhomme de chemin dans les cités et villages du fait de la perception des populations victimes de la pauvreté.

\* Un autre impact des perceptions : Le regroupement par la création d'association, natt, beudieuk...est observé dans les cités ou villages.

Même si l'individualisme est noté, les populations se retrouvent dans des regroupement et surtout les femmes pour avoir de petites économies. C'est généralement l'investissement économique qui est recherché ici par les femmes. Du fait de la rareté des sources créatrices de revenu et des difficultés d'accès au crédit, les femmes utilisent ce réseau pour avoir de quoi subvenir à certains besoins Les « Natt ku Xewlé » , les « Ndéye Dikké ».Les Natt sont des stratégies développées par les femmes face à cette crise. R.M.D. 32 ans veuve 3 enfants et commercante déclare :

*\* « Je participe à des natt. Il y a le ben dieuk 1.000 Frs et chaque 10 jours il y a une gagnante. Si je parviens à rafler la mise, je paiera mes dettes et j'achèterai des marchandises. Ce sont les natt qui nous aident car le marché n'est pas florissant... »*

Ces natt bendieuk peuvent être considérés comme de l'épargne informelle car ils permettent aux participantes de réunir des sommes assez substantielles pour trouver réponses à certaines questions (problèmes).

Le natt permet parfois de parer à des éventualités ou des imprévus avec le natt ku xewlé. Lors du Focus group avec des femmes du Groupement Bokk Ndey de Diembey, une d'elles a expliqué le fonctionnement :

*« Chaque femme donne 100 Frcs ou 200 Frcs et ce sont toutes les femmes du village. Toute la somme collectée est versée intégralement à la personne qui a une manifestation (baptême ou mariage). Quelle que soit la période ou la fréquence, on donne à la première inscrite. Mais si la personne reçoit elle attendra que toutes les autres passent pour en avoir une autre somme. »*

Les femmes ont trouvé une solution aux problèmes des cérémonies familiales qui constituent généralement des moments choisis par ces dernières pour faire des dépenses. Généralement avec cette crise les maris sont préoccupés par les besoins élémentaires : nourriture, eau, santé... et les femmes vont s'auto-prendre en charge avec les recettes du natt ku xewlé, du Ndey dikké...

Dans cette même lancée, de regroupement, de création d'association, les femmes sont aussi tournées vers les Groupements de Promotion Féminine (G.P.F. pour avoir des financements même cela se fait avec difficulté. Les hommes ne sont pas en reste dans certains secteurs comme l'élevage. Selon S.D. 52 ans marié 3 femmes 22 enfants et agropasteur :

*« Nous éleveurs, nous avons un Mbootay appelé AGROPOV Association des Groupements de Producteurs d'Ovins . Ces Mbootay existent dans quatre zones : Guinguinéo, Gossas, Mbar et Kaffrine . Le Mbootay achetait des grains de coton pour ses membres. Le kilogramme à l'usine était fixé à 50 Frcs et il était cédé à 80 Frcs aux éleveurs. Mais actuellement le kg est fixé à 150 Frcs, en plus on l'exporte vers l'extérieur ».*

L'acquisition de certains produits pouvait se faire rapidement en tant qu'association. Le groupe avait une présence remarquable dans le domaine de l'élevage et vis à vis des structures qui vendraient les produits de ce secteur. Le Mbootay permettrait à ces éleveurs d'acquérir les grains de coton à un prix non élevé pour le revendre à ces membres. Donc nous pouvons dire que le regroupement en association en cette période de crise permet aux populations de tirer des bénéfices provenant des natt ou mbootay. Ces populations fructifient leur capital social en investissant dans leur domaine respectif.

\* La redistribution des rôles dans les ménages peut être considérée comme un impact des perceptions sur la pauvreté et le bien-être.

Cette redistribution touche généralement les femmes épouses car les faits structurants retraité, manque de semences, absence de pluies, terres salinisées et vols fréquents de bétail touchent plus les hommes. Ce qui fait que les se verront attribuer de

nouveaux rôles suivant leur implication dans les ménages. N.D. 57 ans mariée 9 enfants nous révèle :

« ...chaque jour je cuisine 1, 5 kilogramme de riz pour le déjeuner. J'achète le sac de riz lorsque mon mari touche sa pension trimestrielle de 15.000 Frcs. La dépense quotidienne est évaluée à 1.000 Frcs par jour pour le déjeuner et le dîner et elle sert à acheter l'huile ? le poisson ? les condiments... Je la règle chaque jour par le fooraatou à travers la borne fontaine que gère dans le quartier... Chaque fin du mois je me charge de payer la facture de la borne fontaine j'ai payé une somme de 35.000 Frcs garantie pour la gérer. Sans retrouver les bénéfices : Je les dépense journalièrement pour ma famille. »

Le fait structurant de sa pauvreté est la retraite de son mari. La pension étant insuffisante, la femme sera obligée de tout faire pour prendre en charge certaines dépenses familiales. Cette prise en charge de celles-ci lui confère le statut d'épouse mais aussi de chef de ménage. Cette redistribution des rôles est imposée par la crise.

Cette redistribution des rôles est beaucoup notée dans les zones rurales avec la modicité de la dépense quotidienne et même parfois son inexistence.

Pour O.C. 58 ans marié 1 femme 7 enfants, les dépenses journalières s'élevaient comme suit :

« ...pour le déjeuner je donne 2, (kilogrammes de riz, un demi litre d'huile à 340 Frcs et 100 Frcs pour les condiments. Tandis que pour le dîner et le petit déjeuner, c'est 4 kg de mil que ma femme prend dans le sakh ... »

Qui comblera la différence entre la dépense quotidienne et les autres dépenses intervenant dans la préparation des repas. Cette réponse nous conduit à poser une nouvelle interrogation : les hommes reconnaissent-ils le niveau de statut des femmes dans les ménages.

L'économie domestique des femmes issue du petit commerce est réinvestie dans la maison car elles supportent les manquants pour mieux préparer la nourriture et subvenir à certains problèmes de santé, d'habillement. Mais cette redistribution sera-t-elle acceptée par les hommes même si la crise l'impose.

Dans un autre registre la redistribution des rôles peut conférer des statuts aux jeunes si ces derniers participent activement aux dépenses familiales et de manière assidue.

La redistribution des rôles a pour sous-jacent les faits structurants de la pauvreté car c'est par ces derniers que les différentes catégories de femmes jeunes puissent avoir de nouveaux rôles. Mais dans la région de Fatcik vu le chômage accru des jeunes et le manque de

structures pouvant les accueillir, ce sont les femmes qui vont bénéficier le plus de ces nouveaux statuts de chef de ménage.

Ces impacts des perceptions sur la pauvreté et le bien être de l'organisation des cités et villages peuvent être pris comme des résultantes de la pauvreté. Celle-ci avec toutes ses formes peut amener des bouleversements dans les rapports sociaux, mais dans l'ordre préalable dans ces cités ou villages. Force est de reconnaître que ces impacts sont presque considérés comme des stratégies de résistance face à la pauvreté qui a anéanti beaucoup de personnes dans la région de Fatick.

### **Actions et stratégies prioritaires dans la planification de la réduction de la pauvreté.**

Au vu de tous les problèmes évoqués par les populations, nous sommes édifiés sur les stratégies de sortie de crise déployées mais aussi sur les actions envisagées et les stratégies prioritaires dans la planification de la réduction de la pauvreté.

Ainsi pour la catégorie des « très pauvres », la priorité est manifestée et elle concerne l'assurance de la survie quotidienne. L'aide requise s'adresse au domaine alimentaire. Les deux autres catégories considèrent également que quand les préoccupations liées à la nourriture seules surmontées, l'individu doit remercier le Bon Dieu. C'est ce qu'exprime A.B. (60 ans) en disant par ces termes :

*« Jabot bu domam yi ame an~ ak rer, war na santa yalla bo xaye sa ndiobot an rer, do ne awma, ndax kon dangay wedi yalla »*

La catégorie des « très pauvres » et même pauvres réclame qu'on leur envoie des vivres directement sans faire appel à des personnes intermédiaires qui court-circuitent l'aide souvent.

Ils prennent à leur propre gré ou le distribuent selon des liens affinitaires et pas aux personnes méritantes. Un entretien collectif réalisé avec trois femmes et 1 homme montre que :

*« A Foundiougne, il ya, la corruption : on ne donne pas le travail aux personnes méritantes, mais on le livre selon les affinités. Il y a un problème de manque d'information*

*ici : les gens ne sont pas informés pour les réunions communautaires. Les dirigeants avertissent tout simplement les personnes avec qui ils entretiennent des liens affinitaires et c'est la même chose qui se passe quand il s'agit de l'aide qu'on doit distribuer aux pauvres. Nos priorités sont donc de sensibiliser les gens pour le partage équitable de l'aide, la suppression de la corruption, la réduction du prix d'achat des denrées alimentaires ».*

En effet, la cherté des denrées alimentaires est évoquée par toutes les catégories et activités confondues. Même les boutiquiers à l'exemple de L.F. (88 ans) prétendent que leur commerce ne marche pas bien car les prix sont chers et le pouvoir d'achat des populations faible.

*« Par rapport 106 B Lorsque j'étais à Dangou, c'était meilleur car, là bas, il y avait moins de boutiques et donc moins de concurrence. Tout est cher, ce qui aggrave la pauvreté. Les populations ainsi n'arrivent pas à rembourser convenablement leurs crédits et les agents policiers sont de mêche avec les distributeurs. Nos priorités sont que l'Etat fasse des efforts pour diminuer à un niveau macro les prix afin que nous aussi nous puissions en faire de même pour permettre aux populations de s'octroyer aisément les produits et pour faire fructifier notre commerce ».*

Pour les marchands en général, il s'agit encore comme le suggère M.D. (24 ans), marchand ambulant :

*« De créer des voies de communications praticables et de diminuer les taxes douanières »*

Les artistes ne sont pas en reste dans la présentation des doléances. L'entretien fait avec S.D.M. (25 ans) et D.D. (28 ans) est illustratif.

*Nous avons comme activités la fabrication de « djiembés, leur vente nous gérons parallèlement un groupe de « sabar ». Nos priorités en ce moment sont portées sur l'acquisition de matériel et instrumentss efficaces pour aller jouer à l'extérieur car l'art est en état de médiatisation des Artistes à la télé, à la radio, monter les talents en quelque sorte quoi ! Il faudrait nous financer pour régler nos dépenses relatives aux répétitions. »*

## **Arrondissement de DJILOR**

### **Communauté rurale de DIOSSONG**

#### **Village de THIAMENE**

79 Ousmane NDOYE, 23 ans, marié sans enfant, secrétaire communautaire de Diossug, 7 personnes en charge.

80 Ibrahima NIASS, 30 ans, marié, 1 enfant, 7 personnes en charge, N.I : Bac, volontaire de l'éducation

81 El Hadj THIAM, 70 ans, marié, 6 enfants, 11 personnes en charge, coran

82 Daba THIAM, 35 ans, mariée, 5 enfants, 15 personnes en charge, école coranique, commerçante (petit commerce)

83 Demba THIAM, 45 ans, marié, 2 enfants, 18 personnes en charge, école coranique, cultivateur.

84 amadou SENE, 74 ans, chef de village, 6 enfants, cultivateur.

85 Momath MBOW 42 ans, marié, 1 femme, 5 enfants, 13 personnes en charge, N.I : 5<sup>e</sup> secondaire, cultivateur.

#### **FOCUS GROUP avec le GPF de THIAMENE**

86 Daba THIOME, 35 ans, mariée, présidente

87 Ndéye MBOW, 52 ans, mariée, vice-présidente

88 Fatou THIAM, 32 ans, mariée, secrétaire

89 Mariama LO, 40 ans, mariée, trésorière

90 Awa NDIAYE, + 50 ans, mariée, membre

91 Coumba SOW, 50 ans, mariée, membre

92 Rokhy THIAM, 25 ans, mariée, membre

93 Daba SENE, 27 ans, célibataire, membre

94 Ndéye Astou THIAM, 25 ans, célibataire, membre

#### **MATRICE REVENU ET DEPENSE**

95 allou SENE 36 ans marié 1 femme 2 enfants cultivateur

96 Seynabou DIOUF, NSP mariée

97 Ibrahima DIASSE 65 ans marié 1 femme 11 enfants cultivateur

98 Seynabou GUEYE NSP mariée

Les élèves quant à eux réclament qu'on leur fournisse du matériel scolaire : livres, documents et que l'Etat leur assure le transport par l'attribution de bus, des salles de travail adaptées. Le réglage de ces difficultés pourraient réduire, d'après ces jeunes, le nombre de renvois scolaires et leur découragement à propos des études.

C.B. (49 ans) pense de même car pour elle, si on ne veut pas augmenter le taux d'oisiveté des jeunes, il faut trouver des systèmes appropriés pour les maintenir à l'école. Ceci permettrait d'éviter en même temps les mariages précoces pour les filles. Il faudrait aussi créer des structures d'accueil pour occuper les jeunes dont le renvoi a été imminent et ceux qui n'ont jamais fréquenté l'école, créer les usines pour occuper les jeunes et revigorer le circuit économique. Pour les gens qui ont développé des stratégies entrepreneuriales de création de regroupement notamment les femmes et quelques jeunes, ils requièrent des projets de financement pour leurs activités et une formation allant dans le cadre d'une meilleure organisation des regroupements.

Dans cette mouvance, les chauffeurs ont défini des priorités pour faciliter la gestion de leurs activités. O.T. (44 ans) et C.N. (36 ans) tous deux chauffeurs se sont prononcés. :

*« Il faut réfectionner les routes dans le département de Foundiougne car elles sont en très mauvais état. Il faut diminuer également les assurances qui sont trop chers./ 30.000Francs par mois. Les assurances, en fait, n'ont aucune utilité pour nous car on ne nous dédommage jamais en cas d'accident. Les prix des pièces-autos est à réduire ainsi que les patentes ».*

A la suite de ceci, M.L.N. (53 ans), pêcheur de son état propose des stratégies prioritaires pour sortir les pêcheurs de la crise :

*« Installer des usines de glaces, de conservation du poisson, réduire le prix de l'essence (installer des stations suffisantes pour éviter les pénuries), de l'eau, de l'électricité, des ordonnances, installer des quais de pêche, des aires de transformation des produits halieutiques, fournir du matériel de travail ».*

Ainsi concernant le domaine sanitaire, toutes les catégories de personnes ont décrié la cherté des ordonnances. Il faut donc diminuer le prix des médicaments. Dans les villages,

les priorités évoquées en ce domaine sont la création de centres de santé pour éviter les longs déplacements qui cause d'aggravation de maladies et même de mort des fois.

Le problème de l'approvisionnement en eau se pose avec acuité partout. Les forages doivent être installés dans chaque village et alléger les femmes de leurs tâches ménagères de même que les moulins à mil. Dans certaines zones également du milieu urbain, l'insécurité règne surtout dans les quartiers flottants où l'électricité n'est pas installée. La nuit personne ne peut se déplacer à sa guise dans ces quartiers et il a été noté quelques cas de crimes de vols-tasseurs dans certains quartiers sombres de Fatick.

A Foundiougne, de plus en plus, des cas d'agressions se signalent avec vols de bétail plus exacerbés dans la zone de Gossas. Pour cela, il faut procéder à l'installation de poteaux électriques pour parer à d'éventuels vols. L'assurance de sécurité fait donc partie des priorités fondamentales des populations, étant donné que sans elle, les populations ne peuvent rien garder et donc deviennent plus pauvres que jamais.

Parmi les personnes interrogées les agriculteurs qui constituent le nombre le plus important et la catégorie des très pauvres se plaignent à l'exemple de W.S. (55 ans), président de communauté rurale et censé connaître les besoins prioritaires des paysans :

*« Il faut un changement de la politique agricole : fournir de bonnes semences aux paysans en quantité et à temps, de l'engrais aussi, alléger les conditions de financement et faciliter les prêts, changer les machines qui sont vétustes. Il faut que l'Etat rembourse très tôt le crédit requis auprès des paysans à travers l'achat de l'arachide ».*

Ceci est l'avis de tous les paysans rencontrés.

### **Conclusion : comment se construisent les perceptions relatives à la pauvreté**

La région de Fatick étant une région enclavée et dépourvue d'infrastructures socio-économiques peut être considérée comme une entité pauvre. Les données recueillies sur le terrain par le biais des enquêtes peuvent attester ce fait.

les priorités évoquées en ce domaine sont la création de centres de santé pour éviter les longs déplacements qui cause d'aggravation de maladies et même de mort des foies.

Le problème de l'approvisionnement en eau se pose avec acuité partout. Les forages doivent être installés dans chaque village et alléger les femmes de leurs tâches ménagères de même que les moulins à mil. Dans certaines zones également du milieu urbain, l'insécurité règne surtout dans les quartiers flottants où l'électricité n'est pas installée. La nuit personne ne peut se déplacer à sa guise dans ces quartiers et il a été noté quelques cas de crimes de voleurs dans certains quartiers sombres de Fatick.

A Foundiougne, de plus en plus, des cas d'agressions se signalent avec vols de bétail plus exacerbés dans la zone de Gossas. Pour cela, il faut procéder à l'installation de poteaux électriques pour parer à d'éventuels vols. L'assurance de sécurité fait donc partie des priorités fondamentales des populations, étant donné que sans elle, les populations ne peuvent rien garder et donc deviennent plus pauvres que jamais.

Parmi les personnes interrogées les agriculteurs qui constituent le nombre le plus important et la catégorie des très pauvres se plaignent à l'exemple de W.S. (55 ans), président de communauté rurale et censé connaître les besoins prioritaires des paysans :

*« Il faut un changement de la politique agricole : fournir de bonnes semences aux paysans en quantité et à temps, de l'engrais aussi, alléger les conditions de financement et faciliter les prêts, changer les machines qui sont vétustes. Il faut que l'Etat rembourse très tôt le crédit requis auprès des paysans à travers l'achat de l'arachide ».*

Ceci est l'avis de tous les paysans rencontrés.

### **Conclusion : comment se construisent les perceptions relatives à la pauvreté**

La région de Fatick étant une région enclavée et dépourvue d'infrastructures socio-économiques peut être considérée comme une entité pauvre. Les données recueillies sur le terrain par le biais des enquêtés peuvent attester ce fait.

L'accès aux services sociaux de base (éducation, santé, eau potable...) qui est très faible peut être considéré comme des facteurs pouvant attester l'état de précarité dans lequel se trouvent les populations. A travers les conditions de vie dans lesquelles se trouvent ces populations, nous pouvons dire que la pauvreté a atteint son paroxysme. Le cadre de vie de ces populations ne répond pas aux critères définis pour le bien-être.

La plupart des quartiers enquêtés dans les communes sont confrontés à des problèmes d'inondations, d'insalubrité et de sécurité (surtout envers les biens). Les services sociaux de base ne sont pas bien répartis dans la région. Les gens du milieu rural sont confrontés à des situations de vie précaire car dans leur village, les écoles et les cases de santé sont inexistantes. L'unique solution pour y accéder concerne la marche ou l'évacuation par charrette (malades).

L'eau potable constitue une denrée rare pour les populations du fait qu'elles utilisent l'eau des puits (presque impropre à la consommation) ou celle des bornes fontaines payantes. Or du fait que l'alimentation fait défaut, ces populations (chefs de ménage) utilisent différentes stratégies pour la régler. Vu toutes ces difficultés, ces populations utilisent des stratégies de réaction face à la pauvreté.

Ces dernières ne visent pas à éradiquer la pauvreté mais à la réduire. Le nivellement par le bas (« ken tane wul ken ») qui est un leit-motiv fait que ces personnes pauvres ou vulnérables acceptent leur situation. La typologie faite par les ménages elle-même montre une faible disparité entre catégories socio-économiques des très pauvres et des pauvres.

On note également une certaine stigmatisation entre personnes d'une même catégorie et entre catégories différentes. Les pauvres se reconnaissent entre eux et identifient les moyennement aisés à travers des critères repérables : être fonctionnaire, s'alimenter suffisamment, avoir des biens matériels et accéder à sa guise aux services sociaux de base.

Les personnes interrogées, toutes catégories confondues expliquent les points de déclenchement du processus de paupérisation. Ainsi, la sécheresse, la désertification, la salinisation des sols et de la mer, le manque d'infrastructures pour occuper les populations, la fermeture des usines qui nourrissaient un troc intense, la déconnexion institutionnelle des populations, le manque d'entraide et de solidarité aux plus nécessiteux dû à une certaine forme de corruption, le manque de sécurité caractérisé par un vol des bétails vivement décrié

La typologie de la sémiologie populaire quant à elle apparaît sous formes de dimensions comme : la référence à la divinité, aux valeurs culturelles et morales, la catégorisation de la pauvreté, les rapports de genre, les rapports entre les personnes en général, les stratégies alimentaires, entrepreneuriales, d'entraide et de solidarité, de débrouillardise.

Aussi, les populations ont elles même définies leurs priorités pour sortir de la crise. La priorité principale concerne le domaine alimentaire à savoir l'assurance de la survie quotidienne, de la sécurité, l'accès aux autres services sociaux de base, l'installation d'infrastructures pouvant occuper les populations.

D'autre part, l'analyse du rôle institutionnel apparaît à travers les perceptions reciproques des populations et des institutions elles-mêmes, les formes d'institutions existantes et leur apport dans la lutte contre la pauvreté. Mises à part le cas de certaines zones enclavées comme les îles du Saloum dans le département de Foundiougne, les villages très éloignés des zones urbaines, les institutions gouvernementales, les institutions financières privées, les institutions d'économie communautaire et les ONG interviennent pour baisser ou faire baisser le taux de pauvreté.

En définitive, il faut souligner que la généralisation de la pauvreté ne va pas sans conséquences majeures et entraînant des changements dans le mode de vie des populations qui se retrouvent sans ressources ou qui voient leurs ressources basculer. Le partage de certaines ressources apparaît notamment auprès de certaines couches comme les jeunes, mais on note aussi un certain individualisme vu que « chacun veut se sauver d'abord ». Il s'en suit également une redistribution des rôles dans les ménages. Aussi bien les hommes que les femmes se voient attribuer de nouveaux rôles pour s'adapter à la crise.

### **Cinquieme Partie : recommandations**

Recommandations de ciblage pour atteindre les pauvres dans différents programmes de développement font partie intégrante des stratégies de sortie de crise bien définies. A partir des faits analysés, des conclusions tirées de l'enquête des perceptions de la pauvreté au Sénégal notamment dans la région de Fatick, des recommandations vont à l'endroit de ces pauvres, dans le but principalement d'améliorer leurs conditions de vie.

Aussi, à l'exemple de l'initiative première consistant à réaliser au Sénégal une enquête de perception sur la pauvreté, il faudrait développer et favoriser les approches participatives visant à récapituler les faits du vécu quotidien des populations. Ces approches entrent dans le cadre de la méthode qualitative. En privilégiant la participations des populations qui à partir de là, ont défini leurs besoins prioritaires selon les préoccupations de telle ou telle catégorie économique et sociale, les recommandations concernent :

- la lutte contre le chômage à savoir la création d'infrastructures pour occuper les jeunes. L'Etat ainsi que les organismes de financement ont un rôle important à jouer dans cette lutte. Dans la région de Fatick, ils doivent procéder à la réhabilitation des usines qui traitaient l'arachide puisque c'est leur fermeture qui a déclenché en grande partie le processus de paupérisation dans cette zone. Les populations toutes catégories confondues ont déploré vivement le vide qu'a installé la fermeture des usines. Les récoltes arachidières n'étant plus fructueuses

L'Etat et les organismes devraient s'appesantir sur la richesse de la zone en sel pour installer des salins afin d'accroître l'exploitation du sel. Des usines de traitement des crevettes devraient être installées notamment à Foundiougne. Ceci devrait s'accompagner de :

- l'installation d'un réseau routier praticable et intense permettant aux populations de développer leurs activités commerciales et luttant contre le désenclavement de certaines zones,

- l'etat et les organismes également doivent réorienter leur action en faveur des pauvres, le recentrer autour d'objectifs clairement définis, aménager un cadre légal d'encadrement des populations et mobiliser des ressources importantes.

- Ils doivent traiter directement avec les pauvres et lutter efficacement contre la corruption qui rend vaine les actions de bienfaisance déployées de part et d'autre. Les organisations communautaires de base doivent souscrire à cette politique de réorientation de leur intervention. Elles doivent rechercher des méthodes judicieuses de ciblage des plus pauvres et les aider à sortir de leur léthargie.

- L'Etat ainsi que les organismes d'appui au développement doivent renforcer leur aide et leur suivi en suivant de très près les actions communautaires les populations doivent être interrogées pour mieux maîtriser ce suivi et recueillir leurs avis sur les

différentes questions touchant à la lutte contre la pauvreté. Une redistribution des tâches et une meilleure répartition de l'aide et de l'appui au pauvres doit donc être réalisée.

- l'Etat et les organismes doivent orienter leur action particulièrement en faveur d'un plus large accès des pauvres aux services sociaux de base : Nourriture, santé, éducation, eau potable.

- En ce qui concerne l'alimentation, l'aide devrait être accrue en faveur des paysans par l'accroissement de la fourniture des semences et d'engrais susceptible d'accroître le rendement de l'agriculture.

Les cases et postes de santé doivent être vulgarisés.

L'éducation primaire doit être accessible à tous autant que la recherche de système visant à rétablir les recalés du système scolaire.

Le système d'adduction en eau potable ainsi que l'installation intensive des forages doivent être de mise pour éviter les déficiences d'hygiène.

# 6<sup>e</sup> partie : Annexes

## Calendrier détaillé de l'étude

- Jeudi 31 Mai départ de Dakar pour Fatick ( département )
- Du 1<sup>er</sup> Juin au 10 Juin : Département de Fatick.
- Du 1<sup>er</sup> au 6 entretiens avec les autorités.

Commune { Enquêtes dans les quartiers.  
( Peulgha, Loghadem et Ndiaye ndiaye

- 7 juin : Village de polleck II
- 8 Juin : Diambey II
- 9 Juin : Ndounkh
- 10 juin : Départ de Foundiougne
- 11 Juin au 13 Juin : entreprise avec les autorités

Commune { Enquêtes dans les quartiers  
principaux Nord et Sud

- 14 juin : Velingara (île)
- 15 juin : Thionene Birane
- 16 juin : Tchilla Makhtar
- 17 juin : Départ pour Gossas
- 18 au 20 Juin : Entretien avec les autorités.

Commune { Enquêtes dans les quartiers ciblés  
[ 106 B ( Njambul ) ; Diakhao et pakha

- 21 Juin : Mobo Tidiane
- 22 Juin : Thiadia Keur Mor Djité
- 23 Juin : Keur Khar Kane.
- Le 24 Juin : Retour sur Dakar.

## Documents consultés :

- Direction de la planification, travaux préparatoires du X<sup>ème</sup> plan : projet de rapport de synthèse de la phrase Diagnostic Mars 2001.
- Plan Régional de développement intégré ( PRDI) de la région de Fatick, conseil régional de Fatick Avril 2001.
- Cahier à l'intention des consultants régionaux, Abdou Salam Fall. Coordinateur de l'étude.
- Audit Urbain de la commune de Foundiougne, Septembre 1999 Sogemac - Sinergie
- Dynamiques agraires : paysans Serrere André Séricallais

- Anthropologie et développement - Essai en socio -  
anthropologie du changement social Jean-Pierre  
Olivier de Sardan, ABAD - Karthala, 1995, 221 pag

## Région de FATICK

### Département de FATICK

## Commune de FATICK

### Quartier PEULHGA

1 Farba DIOUF, 62 ans, marié, 8 enfants, 13 personnes en charge, retraité de sous-préfecture, certifié en 1955, lien d'origine = Ngayokhem.

2 Racine FALL, 81 ans, chef de quartier de Peulhga, 2 femmes, 18 enfants, ancien gérant de Secco, retraité depuis 1974, N.I =certificat

3 Waly SENE, 55 ans, Président de la communauté rurale de Mbellacadio, 3 femmes, 12 enfants, niveau = certificat, a arrêté ses études en classe de 3è, ancien employé de la SODEVA.

4 Ndiawa NDIAYE, 15 ans , célibataire sans enfant.

5 Daba DIOUF, 24 ans, divorcée, 1 enfant, tresseuse, niveau d'instruction CM<sup>2</sup>.

6 Mamadou DIOKH, 33 ans, marié, 1 femme, 1 enfant, 6 personnes en charge, pensionnaire de l'Ecole Nationale des Techniciens du Génie Sanitaire, chef du service hydraulique régionale de FATICK.

7 Rama DOUF, 22 ans, Ménagère, célibataire 2 enfants.

8 Rama Jacqueline NGOM, 49 ans, Ménagère, Présidente groupement « jappo liguèye », marié 5 enfants

9 Djibi GNIGUE, 32 ans, enseignant, marié, 2 enfants,.

10 Cheikh NDIAYE, 24 ans, enseignant, célibataire, 0 enfants.

11 Adama GUEYE, 21 ans, sans profession, célibataire sans enfants.

12 Abdoulaye BA, 26 ans, artiste, célibataire sans enfants.

13 Barka DIOUF, 21 ans, sans profession, célibataire sans enfants.

14 Mamadou Diodio NDIAYE, 18 ans, élève, célibataire sans enfants.

15 Abdou DIOUF, 20 ans, frigoriste, célibataire sans enfants.

16 Coumba NDJAREM BA, 49 ans, marié, 6 enfants, éleveur commerçante, originaire de Linguère, sans instruction.

- 31 Ndèye DIOUF, 40 ans, mariée, 7 enfants, 10 personnes en charge, ménagère, N.I : - 1 an à l'école coranique
- 32 Matar DIOUF, 23 ans, célibataire sans enfant, N.I : CM2, menuisier ébéniste
- 33 Coumba DIENG, 58 ans, veuve, 3 enfants, 6 personnes en charge, lieu d'origine : Dramène, N.I : 0
- 34 Ndèye KOUNTA, 35 ans, mariée, 6 enfants, N.I : 0, ménagère, formation de couturière, lieu d'origine : Sibassor.
- 35 Balla SECK, 80 ans, chauffeur à la retraite, veuf, 5 enfants,.
- 36 Samba DIOUF, 72 ans, retraité ( Lesieur Afrique), 15 enfants.
- 37 Ousmane BA, 72 ans, retraité ( Clinic Hubert ), 14 enfants.
- 38 Modou Cissé GUEYE, 42 ans, chômage, 3 enfants.
- 39 Aïda DIABY, 68 ans, veuve, ménagère, 4 enfants.
- 40 Diminga DIOUF, 33 ans, ménagère célibataire, 3 enfants.
- 41 Massène SENE, 24 ans, célibataire, sans enfants, menuisier – maçon, instruction CM<sup>2</sup>, origine communauté rurale de MBANE .
- 42 Aliou SENE, 66 ans marié, 4 enfants, 4 personnes en charge, maçon agriculteur, sans instruction, origine MBANE.
- 43 Mbéri SARR, 30 ans, célibataire, sans enfants, étudiante, formation en informatique comptabilité, communauté rurale de Djoffior.
- 44 Astou FALL, 16 ans, marié, 1 enfant, ménagère, instruction école coranique, originaire de KAOLACK.
- 45 N'dèye Aïda FAYE, 25 ans, marié, 2 enfants, ménagère, instruction CM<sup>2</sup>, origine communauté rurale de Djoffior.
- 46 Oumy FAYE, 40 ans marié, 7 enfants, 10 personnes en charge, ménagère, instruction école coranique, origine : communauté rurale de Djoffior.

### AUTORITES

- 47 Mamadou MBODJ, adjoint au gouverneur.
- 48 Madame SARR, née Aïchatou NDIAYE ( assurant l'interim du chef du service régional du développement communautaire.
- 49 Mbarka NDAO, cordinatrice régionale ( ACDEV ) : Action Développement
- 50 Georges MALOU, chef de service d'hygiène de Fatick.
- 51 Issa DIOP, chef service statistique.

## Arrondissement de NIAKHAR

### Communauté rurale de NIAKHAR

#### Village de POLECK

- 52 Diogoye FAYE, chef de village, 66 ans, 3 femmes, 20 enfants 16 personnes en charge, cultivateur, N.I : 0
- 53 Makhékor FAYE, 32 ans, 1 enfant, 1 femme, cultivateur, N.I : 0, 9 personnes en charge
- 54 Selbé DIOUF, 58 ans, mariée, 5 enfants, 20 personnes en charge famille étendue, cultivateur.
- 55 Ndiogou SARR, 40 ans, marié, 6 enfants, N.I : 0, 17 personnes en charge, cultivateur.
- 56 Bouré FAYE, 55 ans, 4 femmes, 16 enfants, 14 personnes en charge , N.I : 0, cultivateur.
- 57 Fatou DIOUF, 42 ans, mariée, 6 enfants, famille polygame, 27 personnes en charge, N.I : 0
- 58 Fatou FAYE, veuve, 55 ans, 4 enfants, 7 personnes en charge, cultivateur, lieu d'origine : Yengolé, N.I : 0
- 59 Mamadou FAYE, 74 ans, 1 femme, 25 personnes en charge, famille étendue, cultivateur, N.I : 0

## Arrondissement de DIAKHAO

### Communauté rurale de DIAOULE

#### Village de Diambeye II

- 60 Thiadji BA, 54 ans, marié sans enfant, cultivateur, 8 personnes en charge, N.I : 0
- 61 Lamine SALL, chef de village Diambeye 2, 64 ans, 1 femme, 4 enfants, 12 personnes en charge, N.I : 0
- 62 Alassane DIALLO, 64 ans, 2 femmes, 1 enfant, 8 personnes en charge, N.I : 0, cultivateur.
- 63 Thierno Amadou SOW, Imam de la mosquée, 74 ans, 2 femmes, 12 enfants, 8 personnes en charge, cultivateur, carte sociale : participants

- 64 Aliou GASSAMA, 43 ans, marié, 3 enfants, 9 personnes en charge, N.I : 0, cultivateur
- 65 Mody SOW, 39 ans, marié, 4 enfants, 8 personnes en charge, cultivateur, N.I : 0
- 66 Oumar CAMARA, 45 ans, marié, 6 enfants, 10 personnes en charge, N.I : 0, cultivateur.
- 67 Issa DIALLO (junior)
- 68 Issa DIALLO (sénior)
- 69 Maïmouna DIALLO, 30 ans, ménagère, marié, 6 enfants.
- 70 Fatimata SARR, 29 ménagère, divorcé, 2 enfants
- 71 Fatou BA, 47 ans secrétaire.
- 72 Fatou SOW, 35 ans membre,.
- 73 Oulèye SALL, 30 ans memebre.
- 74 Aminat SALL, 30 ans membre.
- 75 Fatou Yoro SOW, 47 ans, membre.
- 76 Maïmouna DIALLO, 30 ans, membre.
- 77 Fatoumata NJAD, 45 ans, trésorière
- 78 Diouma DIALLO, 35 ans membre.
- 79 Fatoumata BA, 35 ans membre.
- 80 Gallo SOW, 37 ans, marié, 3 enfants, 13 personnes en charge, N.I : 0, cultivateur.
- 81 Amadou SARR, 64 ans, 2 femmes, 7 enfants, 13 personnes en charge, N.I : 0, cultivateur.

## Arrondissement de TATAGUINE

Communauté rurale de Diarrère

### Village de NDOUDOKH

- 82 Khar FAYE, 25 ans, marié, 1 femme, 3 enfants, 15 personnes en charge, cultivateur, N.I : 0
- 83 Diogoye FAYE, 24 ans marié sans enfant, 10 personnes en charge, N.I : CM<sup>2</sup>, cultivateur, lutteur.
- 84 Dibor SARR, 70 ans, 1 enfant, N.I : 0, cultivateur.
- 85 Khady FAYE, 62 ans, veuve, N.I : 0, 5 enfants, 3 personnes en charge

- 86 Hamad FAYE, 55 ans marié, 2 femmes, 10 enfants, 30 personnes en charge, cultivateur, N.I, 0
- 87 Ousmane DIOP, 43 ans, célibataire sans enfant, 11 personnes en charge, N.I : 3eme secondaire, cultivateur.
- 88 André Waly FAYE, infirmier du village, 41 ans, marié, 6 enfants, 22 personnes en charge
- 89 Ndiokhor FAYE, 30 ans, marié, 2 épouses, 20 enfants, plusieurs personnes en charge, marchand de bétail, cultivateur, éleveur
- 90 Coli FAYE, 40 ans, marié, 10 enfants, cultivateur, éleveur
- 91 Diokhor FAYE, 50 ans, marié, 10 enfants, cultivateur
- 92 Diouma Bigué FAYE, 68 ans, marié, 2 femmes, 7 enfants, 15 personnes en charge, cultivateur.
- 93 Abdou FAYE , 40 ans , marié, 3 enfants, 20 personnes en charge , cultivateur
- 94 Siga DIOUF, 56 ans, 6 enfants, cultivateur, N.I : 0
- 95 Nar FAYE, 25 ans, marié, 3 enfants, 40 personnes en charge, cultivateur, éleveur, maraîchage.
- 96 Diène Ardo FAYE, 68 ans, cultivateur, 17 enfants.
- 97 Samba FAYE, 73 ans, cultivateur, 7 enfants.
- 98 Waly FAYE, 11 enfants, cultivateur.
- 99 Ndaar FAYE, 48 ans, cultivateur, 4 enfants.
- 100 Latir DIOUF, 60 ans, cultivateur, 5 enfants.
- 101 Daniel FAYE, 58 ans, cultivateur, 7 enfants.
- 102 Amadou NDONG, 31 ans, cultivateur, sans enfants.
- 103 Pape Mbar FAYE, 23 ans cultivateur, sans enfants.
- 104 Latsouck FAYE, 70 ans, cultivateur, 20 enfants.
- 105 Amada FAYE, ménagère mariée.
- 106 Marie FAYE, 40 ans ménagère mariée.
- 107 Mane FAYE, 32 ans, ménagère mariée.
- 108 Ouly FAYE, 41 ans, ménagère, mariée.

## Région de fatick

Département de Gossas

Commune de Gossas

Quartier 106 b ( Ndiamboul )

1. Maguette NDIAYE 4 ans marié 2 enfants 6 personnes en charge N.I 0  
ménagère
2. Aliou DIOUF 53ans marié 4 femmes 4 enfants 12 personnes en charge  
pisteur douanier NI 0
3. Ibrahima DIAGNE 21 ans célibataire sans enfant tailleur N.I CM2
4. Barrou FAYE 37 ans marié 7 enfants 11 personnes en charge N.I 0  
cultivateur lieu d'origine Mbellandock
5. Ndéye DIOUF 50 ans veuve 7 personnes en charge 6 enfants ménagère
6. Pape NDIAYE 62 ans marié 4 enfants vit seul dans sa maison cultivateur  
N.I 0
7. Coumba NGUER 23 ans mariée 1 enfant plusieurs personnes en charge N.I  
CP mari agriculteur originaire de GOSSAS
8. Penda DIALLO 30 ans mariée 4 enfants mari bûcheron originaire de  
GUINEE CONAKRY / OUADIOUR
9. Astou DIALLO 17 ans mariée 1 enfant mari agriculteur originaire GUINEE  
CONAKRY / OUADIOUR
10. Adama DIALLO 21 ans mariée 1 enfant mari chauffeur originaire GUINEE  
CONAKRY / OUADIOUR
11. Bineta DIALLO 65 ans veuve 3 enfants originaire GUINEE
12. Coumba NDOUR 30 ans mariée 5 enfants plusieurs en charge mari  
agriculteur – sableur originaire GOSSAS
13. Ibrahima DIALLO 60 ans marié 6 enfants plusieurs personnes en charge  
originaire GUINEE gardien à la Préfecture de GOSSAS agriculteur
14. Awa NDAW 29 ans mariée 4 enfants plusieurs personnes en charge mari  
gendarme N.I Terminale originaire Foundiougne

## Région de fatick

Département de Gossas

Commune de Gossas

Quartier 106 b ( Ndiamboul )

1. Maguette NDIAYE 4 ans marié 2 enfants 6 personnes en charge N.I 0  
ménagère
2. Aliou DIOUF 53ans marié 4 femmes 4 enfants 12 personnes en charge  
pisteur douanier NI 0
3. Ibrahima DIAGNE 21 ans célibataire sans enfant tailleur N.I CM2
4. Barrou FAYE 37 ans marié 7 enfants 11 personnes en charge N.I 0  
cultivateur lieu d'origine Mbellandock
5. Ndéye DIOUF 50 ans veuve 7 personnes en charge 6 enfants ménagère
6. Pape NDIAYE 62 ans marié 4 enfants vit seul dans sa maison cultivateur  
N.I 0
7. Coumba NGUER 23 ans mariée 1 enfant plusieurs personnes en charge N.I  
CP mari agriculteur originaire de GOSSAS
8. Penda DIALLO 30 ans mariée 4 enfants mari bûcheron originaire de  
GUINEE CONAKRY / OUADIOUR
9. Astou DIALLO 17 ans mariée 1 enfant mari agriculteur originaire GUINEE  
CONAKRY / OUADIOUR
10. Adama DIALLO 21 ans mariée 1 enfant mari chauffeur originaire GUINEE  
CONAKRY / OUADIOUR
11. Bineta DIALLO 65 ans veuve 3 enfants originaire GUINEE
12. Coumba NDOUR 30 ans mariée 5 enfants plusieurs en charge mari  
agriculteur – sableur originaire GOSSAS
13. Ibrahima DIALLO 60 ans marié 6 enfants plusieurs personnes en charge  
originaire GUINEE gardien à la Préfecture de GOSSAS agriculteur
14. Awa NDAW 29 ans mariée 4 enfants plusieurs personnes en charge mari  
gendarme N.I Terminale originaire Foundiougne

15. Bintou GUEYE 18 ans célibataire sans enfant alphabétisation en wolof originaire Keur Ndiouga ( GOSSAS )
16. Aïssa DIOUF 37 ans mariée 8 enfants plusieurs personnes en charge mari agriculteur originaire Keur Ndiouga ( GOSSAS )
17. Gora MBAYE 40 ans divorcée 5 enfants à la charge de son père niveau Bac originaire Pikine (ST LOUIS )
18. Modou DIOP 24 ans célibataire sans enfant commerçant niveau CM1 originaire CR Djenné Logane ( GOSSAS )
19. Elimane MBAYE 25 ans célibataire sans enfant élève en terminale originaire Pikine
20. Alioune GNING 21 ans célibataire sans enfant élève en terminale originaire Gambel-Kelly (CR Ouadiour)
21. Kader BA 18 ans élève en 4<sup>e</sup> secondaire originaire GOSSAS
22. Mada MBAYE 22 ans mariée 3 enfants 1<sup>ère</sup> secondaire originaire Dakar
23. Samba MBAAYE 25 ans célibataire sans enfant artiste originaire DIAKHAO
24. Daouda DIENG 28 ans célibataire sans enfant artiste originaire Diourbel
25. Lamine FALL 28 ans marié 1 enfant école coranique commerçant maure
26. Fatou DIALLO, 40 ans marié, 3 enfants, ménagère.
27. Bara BA, 28 ans, célibataire, 1 enfant, boulanger, CM<sup>2</sup>
28. Nogaye DIA, 57 ans. mariée, 9 enfants, ménagère, conseillère municipale.
29. Ibrahima KA, 57 ans, marié, 15 enfants, 14 personnes en charge.
30. Madelène SOW, 22 ans, célibataire, sans enfants, vendeuse.
31. Awa GUEYE, 31 ans mariée, 3 enfants, ménagère.

#### **Quartier PAKHA**

32. El Hadj Serigne Mame mor DIAW 81 ans chef de quartier PAKHA
33. Malick SOW 29 ans marié 1 enfant agriculteur niveau CM2 originaire Bouye – gui (Diourbel)
34. Mamadou KA 30 ans divorcé 1 enfant agriculteur école coranique originaire Djenné lagane (Gossas)
35. Idy DIALLO 32 ans divorcé 4 enfants école coranique originaire Gossas commerçant
36. Cheikh SOW 31 ans célibataire sans enfant CM2 maçon originaire Gossas
37. Gorgui NDIAYE 30 ans célibataire sans enfant maçon originaire Gossas

## **Arrondissement de Colobane**

### **Communauté Rurale de Colobane**

#### **Village de MBOBA TIDIANE**

60. Sophie SECK 50 ans mariée 3 enfants vendeuse d'eau alphabétisé en wolof  
plusieurs personnes en charge

61. Méri MBAYE 26 ans mariée 1 enfant ménagère alphabétisée

62. Khady SAKHO 40 ans mariée 3 enfants cultivateur alphabétisée en wolof

63. Fatou SYLLA 40 ans mariée 6 enfants ménagère alphabétisée en wolof

64. Daba NDIAYE 30 ans mariée 4 enfants alphabétisée en wolof ménagère

10 personnes en charge

65. Baba NDIAYE 25 ans célibataire sans enfant instruit en arabe cultivateur

66. Ndiaga NDIAYE 25 ans célibataire sans enfant N.I coran maçon

67. Moustapha NDIAYE 27 ans marié sans enfant coran coffreur.

68. El Hadji SAKHO 20 ans célibataire sans enfant coran tailleur.

69. Khady SAKHO 50 ans mariée 3 enfants 5 personnes en charge  
alphabétisation originaire Djolof mari agriculteur

70. Fatou NDIAYE 60 ans veuve 1 enfant à la charge de son fils originaire  
Djoloof

71. Arame MANGANE 45 ans veuve 4 enfants à la charge de son neveu  
originaire Djolof

72. Khoudia LO 60 ans 1 enfant veuve à la charge de son frère originaire  
Colobane

73. Faty FAYE 40 ans mariée 5 enfants 11 personnes en charge mari menuisier  
originaire Colobane

74. Dame FAYE 55 ans marié 5 enfants maçon originaire de Khayane

75. Modou TINE 21 ans célibataire sans enfant agriculture commerçant école  
coranique originaire Colobane

76. Bara LO 15 ans célibataire sans enfant agriculteur maçon école coranique  
originaire Colobane

77. Serigne THIALAW 20 ans célibataire sans enfant agriculteur maçon école  
coranique originaire Colobane.

78. Lamine NDIAYE, 21 ans, célibataire sans enfants, tailleur.
79. Lamine NDIAYE, 64 ans, marié 3 enfants, 10 personnes en charge, Imame.
80. Ouseynou SAKHO, 42 ans marié, 6 enfants, 11 personnes en charge, charrêtier, cultivateur.
81. Mor Diama NDIAYE, 42 ans, marié, 5 enfants, 15 personnes en charge, cultivatuer et maître d'arabe.

### Arrondissement de MBADAKHOUNE

#### Communauté Rurale de NDIAGO

##### Village de THIADIA KEUR MOR DJITE

82. Pape DIOP 28 ans marié 1 enfant N.I coran cultivateur
83. Cheikh DIOP 31 ans marié 2 enfants 15 personnes en charge commerçant école coranique
84. Cheikh Tidiane DIOP 44 ans 6 enfants coran cultivateur
85. Malick DIOP 22 ans célibataire sans enfant coran cultivateur
86. Awwa FALL 41 ans mariée 6 enfants plusieurs personnes en charge agriculteur alphabétisation originaire de Ngueth (CR de NDIOGO)
87. Ndéye LO 16 ans mariée 1 enfant niveau CE1 originaire du village deLaloye (CR de NDIOGO)
88. Fatou LO 49 ans mariée 9 enfants plusieurs personnes en charge originaire de LOUGA
89. Mbatio FALL 32 ans mariée 4 enfants plusieurs personnes en charge originaire de Ndiagne Kahone
90. Khady CISSE 33 ans mariée 5 enfants plusieurs personnes en charge mari commerçant à DAKAR école coranique originaire de Thiénaba (THIES)
91. Khady MBAYE 35 ans mariée 5 enfants plusieurs personnes en charge mari agriculteur originaire de TIVAOUNE
92. Marame DIOP 23 ans mariée sans enfant mari maçon alphabétisation en wolof originaire keur mame marame diop TIVAOUNE
93. Ngoye DIOP 15 ans célibataire sans enfant alphabétisation école coranique originaire CR TIVAOUNE.

94. Elimane DIOP, 67 ans, 12 enfants, 25 personnes en charge, chef de village cultivateur.

95. Saliou DIOP, 52 ans, marié, 22 enfants, 39 personnes en charge.

### **Arrondissement de OUADIOUR**

#### **Communauté Rurale de OUADOUR**

##### **Village de KHAR KANE**

96. Birane NDIAYE 68 ans marié 7 enfants 11 personnes en charge cultivateur école coranique originaire Ngaye Mékhé

97. Magatte NGOM 77 ans veuve 2 enfants 8 personnes en charge école coranique originaire GANDIOL

98. Astou KEBE 36 ans mariée 4 enfants 9 personnes en charge école coranique originaire Baba garage mari chauffeur

99. Maty GUEYE 35 ans mariée 4 enfants 7 personnes en charge école coranique originaire Bab garage mari chauffeur

100. Khar Mbaye NDIAYE 26 ans mariée 1 enfant plusieurs en charge BFEM mari marabout originaire Rufisque

101. Adjara FALL 20 ans célibataire 1 enfant originaire Ngaye

102. Ousseynou DIOUF 40 ans marié 4 enfants plusieurs personnes en charge maçon agriculteur originaire Baol.

#### **PERSONNES RESSOURCES RENCONTREES**

103. Moubarack SECK Préfet du Département de Gossas

104. Octave MANEL Superviseur du Centre de Santé

105. Kéléfa SANE Chef du Sous brigade d'hygiène du District de Gossas

106. Babacar NDAW Développement communautaire

107. Mamadou Moustapha FAYE CPRS ( Centre de Promotion et de Réinsertion

Sociale )

## Région de FATICK

### Département de FOUNDIOUGNE

#### Commune de FOUNDIOUGNE

1. Doudou SENE : chef de quartier de Nord, 83 ans, 2 femmes, certificat, ancien militaire retraité de l'armée française, ESCALE
2. Aminata BEYE, présidente de groupements de femmes (union communale), 60 ans, mariée, 7 enfants, alphabétisatrice, plusieurs personnes en charge, Mbelgor
3. Sous- quartier ESCALE, Aliou NGOM, 50 ans, marié, 5 enfants, 10 personnes en charge, cultivateur, pêcheur, N.I : 0
4. Sophie BOP, 60 ans, veuve, 4 enfants, 5 personnes en charge, N.I : 0. vendeuse de « fondé »
5. Ablaye SENE, marié, 1 enfant, 3 personnes en charge, N.I : 0, lieu d'origine Ngoye (DIOURBEL)
6. Coumba Diaga DIOME, présidente de l'union départementale, 45 ans, mariée, 5 enfants, plusieurs personnes en charge, 3eme secondaire, couturière, formation para-juriste pour le comité africain pour le droit et le développement, formation en gestion des techniques d'organisation, Mbelgor
7. Fatou NDIAYE, 40 ans, mariée, 2 enfants, 10 personnes en charge, coran, cultivateur, secteur informel, lieu d'origine Kaolack.
8. Ngary DIONE 28 ans, marié 2 enfants, 10 personnes en charge, cultivateur, N.I : 0, lieu d'origine : Nguédiane.
9. Moussa DANFA, 38 ans, marié, 2 enfants, 7 personnes en charge, N.I : 0, pêcheur
10. Abou BAKR, 39 ans, célibataire sans enfant, N.I : 0
11. Kadjeli TALL, 37 ans, marié, 3 enfants.
12. Ousseynou MENDY, 25 ans, célibataire sans enfant.
13. BABACAR NDAO, 74 ans, veuf, 3 enfants, école coranique, retraité de la SODEFITEX comme chauffeur.
14. Abdoulaye GUEYE, 41 ans, 5 enfants, 16 personnes en charge, sans emploi, N.I : 3eme secondaire
15. Amy SALL, 55 ans, mariée, 1 enfant, 10 personnes en charge, coran, vendeuse de lait caillé, lieu d'origine : Darou Mousty

16. Demba KA, 34 ans, marié sans enfant, 10 personnes en charge, N.I : 0, éleveur,  
lieu d'origine : Dahra Djolof
17. Oumar SOW, marié, 2 enfants, 7 personnes en charge, N.I : 0, boucher, lieu  
d'origine : Sampol (Louga)
18. Malick SOW, 30 ans, marié, 2 enfants, 8 personnes en charge, pêcheur, N.I : 0 ,  
lieu d'origine : Gossas
19. Moustapha DIAGNE, 60 ans, veuf, 1 enfant, photographe en retraite, originaire  
de Thiès.
20. Mbaye DRAME, 30 ans, célibataire sans enfant, pêcheur, N.I, 0, originaire du  
Rip
21. Mamadou BA, 75 ans, marié, 5 enfants, 7 personnes en charge, N.I : 0, pêcheur
22. Le Préfet du département – Léopold WADE
23. Le secrétaire municipal Abdou NDIAYE
24. Momar DIOP : responsable du service développement communautaire de  
Foundiougne
- 25 Omar SECK, 61 ans, marié, 8 enfants, 8 personnes en charge, N.I : coran, tailleur  
en retraite, agriculteur, lieu d'origine : Weli ( village de thiamène)
- 26 usmane FAYE, 71 ans, 3 femmes, 7 enfants, plusieurs personnes en charge,  
pêcheur, mareyeur, école coranique, lieu d'origine Rofangue (CR Djirndo)
- 27 Mata THIOR, 62 ans, mariée sans enfant, 4 personnes en charge, vendeuse de  
poisson, école coranique, lieu d'origine CR Djirndo
- 28 Ibrahima TOURE, 53 ans, divorcé sans enfant, prof arabe, école coranique, lieu  
d'origine Betenti ( toubacouta)
- 29 Mamadou Lamine DIALLO, 18 ans, célibataire sans enfant, élève 4eme  
secondaire, lieu d'origine Betenti
- 30 Birame SARR, 58 ans, marié, 5 enfants, plusieurs personnes en charge, agriculteur,  
maçon, N.I : 0, lieu d'origine SOUM ( CR DJILOR )
- 31 Mariama DEME, 16 ans, célibataire sans enfant, ménagère, vendeuse de crèmes  
glacées, N.I CM2, lieu d'origine Betenti
- 32 Mamadou S. DIOUF, 21 ans célibataire sans enfant, élève 6eme secondaire, lieu  
d'origine Toubacouta

- 33 Adam MBODJ, 48 ans, mariée/polygame, 6 enfants, plusieurs personnes en charge, vendeuse de couscous, N.I : 0, lieu d'origine CR de NDENDIENE
- 34 Wagane MBODJ, 53 ans, marié, 7 enfants, plusieurs personnes en charge, menuisier, agriculteur, N.I CM2, lieu d'origine CR DJENDIENE
- 35 Ndew DIOP, 64 ans, mariée, 4 enfants, plusieurs personnes en charge, vendeuse de couscous, N.I : 0
- 36 Sira MBODJ, 22 ans, mariée, 2 enfants, plusieurs personnes en charge, vente de broderie, N.I : CM2, lieu d'origine Foundiougne
- 37 Mamdou Lamine NDIAYE, 53 ans, 3 femmes, 6 enfants, plusieurs personnes en charge, pêcheur, N.I : 0, lieu d'origine Richard Toll
- 38 Modou KEBE, 45 ans, 2 femmes, 3 enfants, plusieurs personnes en charge, marabout/commerçant, école coranique, lieu d'origine Louga
- 39 Maïmouna DIOUF, 32 ans, célibataire, 1 enfant, N.I : Bac, lieu d'origine CR Furnela.
- 40 émou Selbé DIOUF, 81 ans, chef de quartier SUD, 11 enfants, agent d'agriculture en retraite, 3 femmes
- 41 Djibril SARR, 65 ans, 11 enfants, plusieurs personnes en charge, agent de poursuite TTRESOR en retraite
- 42 Penda SENE, 41 ans, mariée, 4 enfants, 8 personnes en charge, petit commerce
- 43 Chérif DRAME, 38 ans, marié, 1 femme, 1 enfant, 6 personnes en charge, pêcheur de crevettes
- 44 Cheikh Tidiane NDONG, 24 ans, célibataire sans enfant, pêcheur
- 45 El Mamadou CISSE, 23 ans, célibataire sans enfant, commerçant de crevettes, N.I : CE2
- 46 Ismaël DIOUF, 41 ans, marié, 1 femme, 5 enfants, 10 personnes en charge, pêcheur
- 47 Ndéye Binta CAMARA, 31 ans, divorcée, 3 enfants, vendeuse de fondé et de beignets
- 48 Rose Mariama DIONE, 32 ans, veuve, 3 enfants, commerçante effets de toilettes
- 49 Kiné CAMARA, 17 ans, célibataire sans enfant, sans profession.

**Arrondissement de NIODIOR**  
**Communauté Rurale de DJIRNDA**  
**Village de VELINGARA**

50 Ablaye DIAME, 48 ans, 2 femmes, 6 enfants, plusieurs personnes en charge, pêcheur, école coranique, lieu d'origine Djirnda

51 Ousmane SARR, 40 ans, 1 femme, 5 enfants, plusieurs personnes en charge, pêcheur, école coranique, lieu d'origine Djirnda

52 Babacar SARR, 36 ans, 2 femmes, 4 enfants, plusieurs personnes en charge, pêcheur, école coranique, lieu d'origine Djirnda

53 Foby BOP, 20 ans, célibataire sans enfant, pêcheur, école coranique, lieu d'origine Djirnda.

54 BABACAR BOP, 24 ans, célibataire sans enfant, pêcheur, école coranique, lieu d'origine Djirnda.

**Arrondissement de TOUBACOUTA**  
**Communauté Rurale de KEUR SALOUM DIANE**  
**Village de THILLA MATAR**

55 Mariama BOUSSO, 49 ans, mariée, 6 enfants, plusieurs personnes en charge, agriculteur, N.I : 0, lieu d'origine keur sakho beydi (CR Djendienne)

56 Ablaye SOW, 15 ans, célibataire sans enfant, agriculteur/éleveur, école coranique, lieu d'origine Djendienne

57 Marie DIAW, 14 ans, célibataire, ménagère, école coranique, lieu d'origine NDRAMÉ PATHÉ ( CR Passy)

58 Anthia SYLI A, 30 ans, mariée, 2 enfants, 10 personnes en charge, ménagère, N.I : 0, lieu d'origine keur Saloum DIANE

59 Mariama GUEYE, 20 ans, mariée, 3 enfants, 16 personnes en charge, agriculteur, école coranique, lieu d'origine Thillé Matar

60 Fatou KANI II, 15 ans, mariée sans enfant, 12 personnes en charge, agriculteur, école coranique, lieu d'origine Patara ( CR Nioro Alassane TALL)

61 Kani GUEYE, 18 ans, mariée sans enfant, 10 personnes en charge, agriculteur, école coranique, lieu d'origine Thillé Matar